



CONVENTION SUR LES ESPÈCES MIGRATRICES

Distr : général

UNEP/CMS/Conf.9.10
13 Octobre 2008

ORIGINAL : ANGLAIS

NEUVIÈME RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE DES PARTIES
Rome, 1-5 Décembre 2008
Point 10.0

ANALYSE ET SYNTHÈSE DES RAPPORTS NATIONAUX

(Préparé par le secrétariat de la CMS en collaboration avec le UNEP-WCMC)

INTRODUCTION

1. L'article VI(3) de la Convention demande aux Parties d'informer la Conférence des Parties par l'intermédiaire du Secrétariat, au moins six mois avant chaque réunion ordinaire de la Conférence, sur les mesures prises pour appliquer les dispositions de la Convention. En conséquence, la Conférence des Parties a adopté, lors de sa 7^{ème} réunion, un format de rapport standard. Le format de rapport standard a été ensuite mis à jour et amélioré par le Comité permanent, selon les expériences acquises de la série de rapports pour la 7^{ème} et 8^{ème} réunions de la Conférence des Parties.

2. Les rapports nationaux continuent à représenter les meilleurs moyens disponibles pour évaluer l'état de l'application de la Convention, et est un outil essentiel pour orienter les décisions sur les priorités stratégiques actuelles et futures. Le présent document donne un aperçu de l'état de l'application de la Convention d'après les informations fournies par les 54 rapports nationaux reçus le 31 juillet 2008. Tous les rapports nationaux ont été présentés en utilisant le format de rapport standard.

3. Cette analyse résume les données fournies dans la section II Aperçus Généraux (sans les questions sur les espèces spécifiques de l'Annexe I) et les sections III, V, VI, IX et X des rapports nationaux. Un résumé plus détaillé de ces informations figure dans l'Annexe 1 du présent rapport.

4. Tous les pourcentages mentionnés dans le présent document se réfèrent au nombre total de Parties faisant rapport (54), et non pas le nombre total des Parties à la Convention (108).

ANNEXE I ESPECES : APERÇU DES PROBLEMATIQUES ET ACTIVITES

5. Les obstacles à la migration, d'autres menaces majeures et les mesures d'atténuation correspondantes, sont résumées dans le **Tableau 1** pour chacun des six grands groupes d'animaux (oiseaux, mammifères marins, tortues marines, mammifères terrestres "autres que les chauves-souris", les chauves-souris et d'autres taxons). D'autres actions pertinentes à tous

ces groupes comprennent : le développement d'une meilleure législation ; la sensibilisation par l'éducation ; la recherche ; le développement de plans d'action ou de gestion.

6. Les **prises accessoires** continuent à être la menace signalée le plus généralement pour les espèces marines (oiseaux, mammifères et tortues). Les méthodes employées pour lutter contre les prises accessoires sont les suivantes : le recours à d'autres types de crochet, les dispositifs d'exclusion, les lignes effrayant les oiseaux, les dispositifs de dissuasion acoustiques ("écho-sondeurs"), l'interdiction de certains types de filets, la pose des lignes pendant la nuit.

7. **Parmi les autres grandes menaces** pour la plupart des groupes comprennent : la pollution, en particulier des habitats humides pour les oiseaux migrateurs ; les débris marins (y compris les problèmes d'enchevêtrement) qui affectent les mammifères marins et les tortues ; la pollution acoustique (sondages sismiques / électromagnétiques qui perturbent les mammifères marins). Des programmes de nettoyage et des lignes directrices réglementaires et acoustiques sont en cours de réalisation.

8. La **destruction de l'habitat, la modification et la fragmentation** sont les principales menaces pour les oiseaux migrateurs (autres que les oiseaux de mer) et les mammifères terrestres, y compris les chauves-souris. Les efforts visant à atténuer ces menaces comprennent : la création de zones protégées ; la restauration de l'habitat ; la création de corridors migratoires. L'importance de la coopération entre les aires de distribution dans la gestion des parcs transfrontière et la mise en place de corridors de migration a été noté.

9. Un autre obstacle commun à tous les groupes est le manque de législation pertinente, ou les difficultés de son application, qui conduisent au braconnage et au commerce illégal. D'autres directives sur le développement et l'application de la législation ont été notées comme des exigences par plusieurs Parties. Un certain nombre de Parties ont identifié les changements climatiques et les événements associés tels que les sécheresses ou les inondations comme des menaces pour tous les groupes. Des actions spécifiques visant les changements climatiques ont été rarement signalées. Beaucoup de Parties sont également signataires du Protocole de Kyoto, mais seulement deux Parties ont signalé ce dernier point.

10. Le **prélèvement d'espèces** est interdit sur la base des pourcentages suivants pour les zones de distribution correspondantes, selon le classement par grands groupes : les oiseaux (81 %) ; les mammifères marins (69 %) ; les tortues marines (59 %) ; les mammifères terrestres autres que les chauves-souris (33 %) ; les chauves-souris (28 %) ; d'autres taxons (33 %). Pour tous les groupes, des exceptions à cet interdiction sont accordées principalement pour des raisons scientifiques, y compris les projets de conservation, destiné à être utilisés par des groupes autochtones ou à protéger les personnes et leurs biens.

11. Un résumé des mesures d'atténuation mises en œuvre pour faire face aux différentes menaces est fourni dans le Tableau 1. Le manque de soutien financier a été identifié comme un facteur limitant les mesures de conservation par plus de la moitié des Parties (31).

12. D'autres formes d'assistance nécessaires fréquemment signalées par les Parties sont les suivantes : le support technique; l'équipement ; le personnel ; l'avis d'experts. Plusieurs Parties ont également remarqué le besoin de conseils pour l'élaboration des lois. D'autres obstacles à l'action de conservation comprennent : les pressions du développement; l'impossibilité de faire appliquer la législation ; les lacunes dans la formation ; l'absence d'initiatives de collaboration relatives aux espèces migratrices.

Tableau 1 : Obstacles à la migration et d'autres plus grandes menaces y compris les mesures d'atténuation correspondantes

GROUPE	OBSTACLE OU MENACE MAJEURE	MESURES D'ATTÉNUATION
Oiseaux	Prises accessoires	Réglementation de la pêche, observations à bord, lignes effrayant les oiseaux
	Destruction / modification de l'habitat (y compris l'agriculture)	De nouvelles zones protégées, notamment des zones humides / sites Ramsar
	Pollution, en particulier des zones humides	Restauration de l'habitat
	Électrocution par les lignes électriques	Enterrement/isolation/marquage des lignes électriques
	Collisions contre les turbines éoliennes	Études d'impact environnemental
	Braconnage	Plus de patrouilles, poursuite des contrevenants, pouvoirs aux Forestiers d'ordonner le retrait des chasseurs et de les empêcher de chasser dans les lieux publics
	Le commerce illégal	Nouvelle législation, sensibilisation
Mammifères marins	Prises accessoires	Campagnes de sensibilisation, filets de pêche permettant de s'échapper, écho-sondeurs acoustiques, zones de pêche interdite
	Collisions avec les bateaux	Réduction des zones de trafic maritime
	Pollution, y compris l'acoustique	Lois sur la décharge de déchets, programmes d'enchevêtrement et nettoyage (par exemple l'Australian Large Whale Disentanglement Network), directives pour les sondages électromagnétiques et sismiques
	Chasse commerciale à la baleine / chasse illégale	Patrouilles de sécurité, contrôle des zones de marché
	Baleines et dauphins	Directives sur la distance d'approche, formation des tours-opérateurs
Tortues marines	Prises accessoires	Dispositifs d'exclusion des tortues, hameçons alternatifs
	Pollution, y compris l'ingestion de débris marins	Règlements, programmes de nettoyage
	Braconnage, pour la consommation et l'art	Moyens alternatifs de subsistance, participation des communautés à la conservation
	Destruction ou perturbation des plages de nidification	Code de conduite touristique, prévention du trafic sur les plages
	Collecte des œufs	Patrouilles des plages, interdiction sur la collecte
	Prédation des œufs	Cages autour des œufs, contrôle des chiens, rats et porcs sauvages
Mammifères terrestres (pas les chauves-souris)	Fragmentation de l'habitat	Création de corridors de migration
	Braconnage	Sanctions, augmentation des patrouilles de sécurité
	Obstacles construits par l'homme	Assurer que les voies de migration ne soient pas occupées par l'homme
	Une mauvaise communication entre les États de l'aire de distribution	Coopération internationale, établir des protocoles
	Manque d'information sur les tailles des populations et les voies de migration	Projets de recherche et de cartographie par télémétrie par satellite
	Manque de gestion transfrontière	Négociation des frontières des parcs avec d'autres pays
	Commerce illégal	Lois sur le commerce
	Changement climatique et sécheresse	Réseaux des zones protégées
Chauves-souris	Législation insuffisante	Lois nouvelles/révisées
	Perte et fragmentation de l'habitat	Codes pour les forêts pour prévenir la déforestation, permettre la restauration des habitats
	Vandalisme dans les grottes des chauve-souris	Grottes dans des zones protégées
	Consommation humaine	Éducation, interdictions à la chasse
Autres taxons	Manque de législation	Législation nouvelle/révisée, y compris l'interdiction de certains filets
	Prises accessoires et pêche incontrôlée	Campagnes pour minimiser et informer sur les prises accessoires, inclusion dans la CITES

LISTES DES NOUVELLES ESPECES POTENTIELLES

Annexe 1

13. Les rapports de dix-sept (31 %) Parties ont indiqué être des États de la zone de distribution d'espèces migratrices en danger qui **pourraient bénéficier de l'inclusion dans l'Annexe I**, et ont recommandé au total l'inscription sur la liste de 34 espèces (Annexe 1, Tableau 3). Cela comprend 17 espèces d'oiseaux, notamment : râle des genêts (*Crex crex*) ; proposé par quatre Parties), six cétacés ; l'éléphant d'Afrique (*Loxodonta africana*) ; puma (*Puma concolor*) et le mérou géant (*Epinephelus itajara*). Onze espèces proposées sont énumérées dans l'Annexe II, et le Bécasseau maubèche (*Calidris canutus rufa*) est proposé, mais déjà énuméré dans l'Annexe I. La Nouvelle-Zélande a recommandé d'inclure huit espèces de requins dans les deux annexes.

14. Deux Parties ont déclaré prendre actuellement des mesures pour proposer l'inscription sur la liste de trois espèces : le percnoptère d'Égypte (*Neophron percnopterus*) (Italie), l'éléphant d'Afrique (*Loxodonta africana*) et le lamantin de l'Afrique de l'Ouest (*Trichechus senegalensis*). Le Costa Rica prend des mesures pour énumérer différents oiseaux migrants de l'hémisphère nord. Un soutien de la part des autres Parties est indispensable pour ces listes. Les informations sur les espèces et la coopération d'autres Parties, ainsi que sur les fonds pour étudier la raison du déclin de la population, sont nécessaires avant que certaines listes soient proposées.

Annexe II

15. Dix-sept (31 %) Parties ont déclaré être des États de la zone de distribution d'espèces migratrices qui ont un statut de conservation défavorable et qui pourraient bénéficier de l'inclusion dans l'Annexe II (Annexe 1, Tableau 4). Quarante-cinq taxons ont été suggérées au total (bien que six sont déjà énumérés dans l'Annexe II). Cela comprend : 23 espèces d'oiseaux, plusieurs espèces de dauphins et de chauves-souris, la phoque annelé (*Phoca hispida*), le bouquetin (*Capra* spp.), l'argali (*Ovis ammon*), les rennes (*Rangifer tarandus*) et le puma (*Puma concolor*). Trois Parties (Angola, Hongrie, Kenya) ont entamé des discussions pour proposer l'inscription de dix espèces :

- *Accipiter tachiro* Autour africain
- *Alauda arvensis* Alouette des champs
- *Anas erythrorhynchos* Canard à bec rouge
- *Anas sparsa* Canard noirâtre
- *Anas undulate* Canard à bec jaune
- *Anthus pratensis* Pipit farlouse
- *Lullula arborea* Alouette lulu
- *Melanocorypha calandra* Alouette calandre
- *Rynchops flavirostris* Bec-en-ciseaux d'Afrique
- *Stenella clymene* Dauphin clymène

16. Les raisons invoquées pour le manque d'action concernant la proposition d'inscription de ces espèces comprennent : un processus administratif complexe, la nécessité d'une coordination avec d'autres États des zones de distribution et la nécessité d'une cartographie de ces dernières.

ACCORD DE DEVELOPPEMENT

17. Trente-cinq Parties ont déclaré avoir pris des mesures pour lancer ou participer à l'élaboration d'un nouvel accord / protocole ; ou envisageant de le faire à l'avenir.

18. Des actions concernant **l'ouverture de nouveaux accords** ont été signalées pour :

- *Phoenicopterus jamesi*, *P. andinus* Flamant de James et des Andes
- Rapaces et hiboux (zone Africaine-Eurasienne)
- Espèces d'oiseaux des prairies et leurs habitats (Amérique du Sud méridionale)
- *Dugong dugon* dugong
- Cétacés et leurs habitats (Îles du Pacifique)
- Tortues marines (Pacifique)
- *Gorilla gorilla* gorille
- *Loxodonta africana* Éléphant d'Afrique
- *Lycaon pictus* Lycaon ou chien sauvage d'Afrique
- Requins migrateurs
- Accords transfrontière pour :
- *Acinonyx jubatus* guépard
- *Uncia uncia* léopard des neiges
- *Elephas maximus* Éléphant d'Asie
- *Panthera tigris* tigre

19. La **participation à l'élaboration de nouveaux accords** a été fréquemment signalée, notamment en ce qui concerne le protocole sur les rapaces et les hiboux d'Afrique-Eurasie (15 Parties). Plusieurs Parties ont également participé à l'élaboration de protocoles sur : les oiseaux des prairies de l'Amérique du Sud, le dugong, les cétacés de l'océan Pacifique, le phoque moine, les Conférences de l'Afrique de l'Ouest sur les cétacés et leurs habitats (WATCH). Cinq Parties ont déclaré avoir participé au protocole IOSEA pour les tortues marines. Plusieurs **Parties ont déclaré de se joindre aux accords** sur les gorilles, les guépards, les éléphants d'Afrique et la Saïga (*Saiga tatarica*). Sept Parties ont assisté à des réunions au sujet des requins migrateurs et contribué à un projet de protocole sur les requins migrateurs.

20. Les espèces migratrices signalées comme ayant besoin **d'un futur accord de développement** comprennent :

- *Phoenicopterus ruber* Flamant de Cuba
- *Brotogetis pyrrhopterus* Touï flamboyant
- Passereaux européens des prairies
- Rapaces migrateurs d'Afrique-Eurasie
- Mammifères marins
- *Trichechus senegalensis* Lamantin d'Afrique de l'Ouest
- *Caretta caretta* Tortue caouanne
- *Loxodonta africana* Éléphant d'Afrique, *Lycaon pictus* Lycaon et *Acinonyx jubatus* Guépard
- *Procapra gutturosa* Gazelle à queue blanche, *Camelus bactrianus* chameau de Bactriane et *Uncia uncia* léopard des neiges
- *Taurotragus derbianus* Éland de Derby
- *Hippotragus spp.* Antilope
- Requins migrateurs de l'Océanie

ZONES PROTEGEES

21. Cinquante (93 %) Parties ont déclaré prendre en compte les espèces migratrices lors de la définition/la gestion des zones protégées. Les modalités les plus fréquemment indiquées pour considérer les espèces migratrices incluent l'usage de : (1) la directive sur les Habitats de l'UE / directives Natura 2000, (2) les directives de la Convention de Ramsar et (3) les critères nationaux ou la loi. Lors de la définition de zones protégées plusieurs Parties ont également noté que les espèces migratrices sont prises en compte lors de la création de corridors de migration entre les sites protégés.

22. Trente-cinq (65 %) Parties ont identifié les sites les plus importants dans leur pays pour les espèces migratrices, avec un nombre de sites répertoriés allant de un ou deux jusqu'à environ de 100. La plupart des sites sont déclarés comme Zones Spécialement Protégées, Natura 2000 ou sites Ramsar. Les zones protégées comprennent des zones terrestres dans 46 pays, des zones aquatiques dans 43 pays et des zones maritimes dans 35 pays. Au total, plus de 17.500 réserves naturelles terrestres / sites protégés ont été notés.

23. L'agence / service responsable pour les actions sur les zones protégées a été identifié par 48 (89 %) Parties. Il s'agit principalement de départements de l'environnement, des zones protégées, de la nature, de la pêche, de la foresterie ou de l'agriculture départements. Des nouvelles zones protégées ont été désignés par 15 (28 %) Parties et des plans de gestion et de protection ont également été développés. Plusieurs Parties ont déclaré que la création de zones protégées a donné de bons résultats, notamment : l'accroissement de la population de chauves-souris, oiseaux et phoques (Allemagne), l'augmentation de la biodiversité (Nouvelle-Zélande), la protection des sites de nidification pour les oiseaux sur les Annexes de la CMS (Biélorus) et la restauration des forêts par le biais de la participation de la communauté (Togo).

TELEMETRIE PAR SATELLITE

24. Au cours de la période en cours, 29 (54 %) Parties ont déclaré que des projets de télémétrie par satellite ont été réalisés. Les oiseaux ont été suivies le plus souvent par ces projets, et la plupart des espèces communes d'oiseaux étudiées comprenaient les rapaces, les oies, les cigognes, les albatros et les pétrels. Plusieurs espèces de tous les autres principaux groupes d'animaux sont également rentrés dans les projets, avec l'une des parties qui a suivi 11 espèces de chauves-souris (Allemagne). Les principaux résultats positifs des projets de télémétrie par satellite sont :

- Cartographie des voies migratoires
- Identification de nouveaux sites de repos, d'hivernage, de reproduction ou d'alimentation
- Temps et vitesse de migration
- Compréhension des comportements

25. Des **projets à venir** sont prévus par 22 (41 %) Parties sur tous les grands groupes d'espèces, sauf les chauves-souris. Les raisons données par les Parties pour la non planification de projets futurs incluaient principalement le manque de ressources financières, le manque de personnel formé à la technique et le manque d'équipement.

Mobilisation des ressources

26. Quarante Parties (74 %) ont déclaré avoir rendu disponibles des ressources pour les activités de conservation dans leurs pays. Ces ressources ont été utilisées pour les espèces de

tous les grands groupes (oiseaux, mammifères marins, tortues, mammifères terrestres, y compris les chauves-souris et d'autres taxons). Les ressources n'ont pas été entièrement consacrées à des espèces spécifiques, certaines ayant été utilisées pour des activités bénéficiant un certain nombre d'espèces migratrices, telles que :

- Atlas des oiseaux
- Surveillance de la grippe aviaire
- Création d'aires protégées
- Plans de gestion
- Campagnes de sensibilisation
- Projets communautaires
- Suivi des espèces migratrices
- Projets de réintroduction

27. Des **contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale de la CMS** ont été signalés par huit (15 %) Parties, dont quatre qui ont aidé les pays en développement à assister et participer à des réunions de la CoP (Annexe 1, Tableau 8). D'autres contributions ont soutenu des espèces particulières. Onze (20 %) Parties ont signalé des **contributions volontaires à d'autres pays** pour des activités de conservation relatives aux zones humides et les oiseaux migrateurs, les dugongs, les cétacés, les tortues marines, les gorilles, les éléphants et les requins (Annexe 1, Tableau 9). Les projets spécifiques qui ont reçu des donations incluaient le Groupe de travail de la grippe aviaire (Belgique), le Programme pour l'Environnement Régional du Pacifique (Australie, Nouvelle-Zélande), le projet Antilopes Sahélo-Sahariennes (France) et les chauves-souris en Lituanie et l'Ukraine (Royaume-Uni).

28. Onze Parties ont déclaré avoir fourni **une assistance technique/scientifique** pour des activités telles que :

- recherche
- cours de formation
- établissement de stations biologiques
- élimination des rats sur les Îles Phoenix (au bénéfice du pétrel de Phoenix *Pterodroma alba*)
- transfert de l'addax *Addax nasomaculatus* et de l'élan *Taurotragus oryx* (Tunisie)
- Fourniture de dirigeants pour l'ACAP.

29. Une assistance a été fournie aux pays d'Afrique et des îles du Pacifique. En outre l'Australie a assisté la Chine pour le Chinese Bird Banding Centre pour l'aide à la capture, la gestion et le marquage des oiseaux migrateurs.

30. Cinq Parties ont déclaré avoir reçu une aide/soutien financier du Fonds d'affectation spéciale de la CMS au bénéfice des espèces migratrices suivantes :

- *Vicugna vicugna* Vigogne (Bolivie)
- *Anser indicus* Oie à tête barrée et tortues marines (Inde)
- Réduction des prises accessoires d'albatros et de pétrels (Argentine)
- Gazelle de Mongolie et saïga (Mongolie)
- *Spheniscus humboldti* manchot de Humboldt, *Lontra felina* loutres marines et les tortues marines (Pérou)

31. Vingt-trois Parties ont déclaré avoir reçu des ressources financières ou le soutien d'autres sources. Les principaux partisans ont été le EU/EU LIFE Nature Fund (10 Parties) et le GEF/UNDP (6 Parties). D'autres organismes ayant apporté leur soutien sont : Ramsar Convention, BirdLife, Wetlands International, WWF, GTZ, le Fonds français pour l'environnement mondial, et le gouvernement des États-Unis et Wildlife Services. Des pays de l'Afrique, de l'Europe de l'Est, du Moyen-Orient et de l'Amérique du Sud ont bénéficié de ces ressources.

RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA CMS COP

32. On a demandé aux Parties d'établir un rapport spécifique sur la mise en œuvre des 20 résolutions. Vingt Parties ont fait état sur les prises accessoires, qui touchent les oiseaux, les mammifères marins et les tortues. Les efforts visant à réduire les prises accessoires incluent : le suivi en utilisant des programmes d'observation à bord, la recherche sur les mécanismes de pêche les moins nocifs, l'application des règlements EC, la participation à l'ACAP / ACCOBAMS / ASCOBANS et la CCAMLR.

33. Sept Parties ont rédigé un rapport sur les activités concernant les albatros de l'hémisphère Sud. En Australie les chalutiers longue ligne, au sud de 30° S de latitude, sont tenus de placer les lignes seulement la nuit et à avoir une ligne pour effrayer les oiseaux. La France détecte les navires illégaux au moyen d'un radar et a des observateurs à bord pour réduire les prises accessoires d'albatros. Suite à l'éradication de mammifères introduits, la France a aussi déclaré réintroduire actuellement les albatros dans les îles Kerguelen.

34. Vingt et une Parties ont signalé effectuer des évaluations d'impact environnemental, avec 13 Parties faisant remarquer qu'elles sont obligatoires pour les projets de développement. Douze Parties effectuent des études d'impact sur les turbines éoliennes, y compris celles qui sont offshore.

35. Les plans de contingence/d'atténuation contre la **pollution par les hydrocarbures** ont été mis en place par dix Parties. Les autres activités comprennent la formation du personnel pour répondre aux déversements d'hydrocarbures, le développement de la législation sur les huiles usagées et des méthodes pour assurer la récupération des espèces sauvages.

36. La Mer Baltique et la Mer de Wadden sont identifiées comme "zones maritimes particulièrement vulnérables". D'autres Parties utilisent une cartographie SIG pour identifier les zones côtières vulnérables aux marées noires. Seize Parties ont fait état de l'électrocution des oiseaux et des efforts faits pour réduire cela grâce à la coopération entre les entreprises productrice d'énergie électrique (cinq Parties) et la législation (six Parties) pour fournir l'isolation, des déflecteurs visibles, diriger les câbles sous-terre et lignes électriques "amies des oiseaux". Trois Parties sont en train d'évaluer le nombre et les espèces d'oiseaux touchés par l'électrocution

37. Dix Parties ont fait état sur la coopération avec d'autres organismes et processus, y compris d'autres conventions internationales (CBD (Convention sur la diversité biologique), la Convention de Ramsar), accords/protocoles de la CMS (ACCOBAMS, IOSEA), les ONG nationales et les organismes internationaux (BirdLife, RSPB, GEF, UNEP, UNESCO). Dix Parties ont noté la coopération avec d'autres conventions, avec plusieurs Parties assurant la liaison avec la CDB, la Convention de Ramsar, la CITES et la UNCCD.

38. Treize Parties ont fait état sur la **participation aux accords existants et futurs**, y compris ACAP, AEWA, ACCOBAMS, ASCOBANS, Eurobats, WATCH et divers

protocoles d'entente. Dix Parties ont signalé que la CMS a contribué à la réalisation de l'objectif de biodiversité 2010 dans leur pays.

39. Les rapports de huit Parties ont mentionné les mesures futures prévues pour la baleine de Minke, le rorqual de Bryde et la baleine pygmée, dont la plupart relatives à l'évaluation de la population des et l'établissement de corridors marins. L'Australie a noté que l'évaluation de la CBI (Commission Baleinière Internationale) convenue pour les baleines de Minke (*Balaenoptera bonaerensis*) n'est plus d'actualité, et que la CBI n'a pas encore abordé le sujet de la baleine pygmée (*Caperea marginata*).

40. **Des efforts pour réduire l'impact néfaste de l'homme sur les cétacés** en cas d'avertissement par dix Parties. Cela inclut : les études sur la pollution sonore, l'utilisation d'émetteurs acoustiques afin d'éviter les collisions de bateaux, le développement de directives pour les études sismiques et les procédures de désempêchement et un programme de marquage des poissons afin de garantir une source de pêche durable n'ayant aucun impact sur les cétacés (Italie).

41. Des activités présentant un impact probable sur le changement climatique ont été signalées par 13 Parties. Ces activités incluent : des recherches sur les impacts futurs, le développement d'un plan d'action, la détermination de bonnes espèces indicatrices et le développement de protocoles internationaux standardisés dans le domaine de la surveillance. L'Allemagne a signalé des modifications dans la répartition spatiale et temporelle des oiseaux aquatiques pouvant être attribuées aux changements climatiques.

42. Quinze Parties ont signalé des activités concernées par la grippe aviaire. Les gammes d'activités incluent :

- Dispositifs d'intervention/plans stratégiques pour la prévention, l'évaluation des risques et l'analyse biologique des oiseaux morts
- Surveillance et contrôle
- Établissement de groupes de travail/groupes d'experts sur la grippe aviaire
- Échange d'informations avec d'autres pays sur la prévalence du virus
- Inspection régulière des zones protégées pour les oiseaux
- Législation sur le contact entre les oiseaux sauvages et domestiques
- Distribution d'informations, en particulier aux éleveurs de volailles

43. Treize Parties ont signalé des efforts visant à améliorer le statut de conservation des rapaces et hiboux d'Afrique-Eurasie, et quatre de ces Parties ont manifesté un intérêt dans la participation à un protocole d'entendu (MoU). Ces activités incluaient : l'installation de nichoirs, la création d'un refuge pour les rapaces, le contrôle, le développement de plans d'action/gestion et la participation à des réunions internationales. Des actions concernant les requins migrateurs ont été signalées par 14 Parties, dont sept ont assisté à des réunions sur le développement d'un accord sur les requins.

AUTRES INFORMATIONS FREQUEMMENT SIGNALEES

Communautés locales/Populations indigènes

44. Les Parties ont fréquemment fait référence au besoin d'inclure ou de prendre en compte les populations locales et indigènes. L'Australie, le Kenya et la Norvège ont signalé une surveillance et des contrôles afin de garantir une utilisation durable des ressources naturelles par les populations locales, sans nuire à long terme à ces populations. L'Australie

(conformément au Native Title Act) autorise les populations indigènes à accéder constamment aux espèces locales dans le cadre d'une utilisation traditionnelle. Le Honduras reconnaît le besoin de fournir des moyens de subsistance alternatifs aux personnes ayant besoin de ramasser des œufs pour vivre.

45. Plusieurs Parties déclarent qu'il est essentiel d'impliquer les communautés locales dans les efforts de conservation et de mobiliser leur aide via des incitations, telles que des rétributions financières et une amélioration socio-économique. Cela a été signalé, en particulier par le Kenya, où l'on tue les chauve-souris car elles sont sensées être maléfiques, et en Guinée où l'on chasse les gros mammifères terrestres qui dévastent les cultures et le bétail.

46. Un exemple de recours aux incitations a été fourni par le Panama, où les personnes qui marchandaient auparavant de la viande de tortue sont aujourd'hui rétribuées pour protéger les tortues, leur permettant ainsi de tirer parti de leurs connaissances locales sur les populations de tortues.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

47. Prises accessoires

- **Utilisation des méthodes d'atténuation actuelles.** Les prises accessoires, en particulier dans le domaine maritime, constituent toujours, comme indiqué dans l'analyse de 2005 et dans la Résolution 8.14, une grande menace pour les mammifères marins, les tortues de mer et les oiseaux de mer. Il s'agit d'un problème que la CMS devrait continuer à traiter en priorité et les Parties devraient urgemment être encouragées à adopter des méthodes d'atténuation dans ce domaine, étant donné que la crise à laquelle sont confrontées les espèces marines est très grave (voir Fig. 1) et que les méthodes d'atténuation se sont avérées être à 100 % efficaces (voir 4bi ci-dessous).

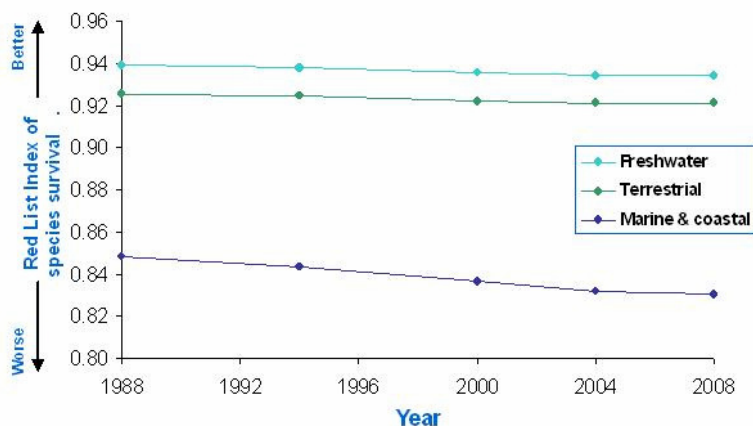


Fig. 1 Indices de la Liste rouge pour les oiseaux (www.birdlife.org/actio/science/indicators)

- **Rapports** Les informations concernant les prises accessoires, analysées dans ce rapport, figurent dans la Section I (a) législation en vigueur (non analysé dans ce rapport), la Section II, questions 1.1, 2.1, 3.1, 4.1 (Questions générales sur les espèces de l'Annexe I) et la Section X, Résolutions 6.2, 7.2 et 8.14.
- L'analyse des informations concernant les prises accessoires pourrait être améliorée et le fardeau imposé à l'agent chargé des rapports pourrait être réduit, si 1) le format de rapport encourageait des réponses aux prises accessoires consolidées et plus spécifiques et 2) les actions requises conformément aux Résolutions étaient listées

dans le format de rapport, par exemple, les actions listées dans la Résolution 8.14 Prises accessoires, qui demandent aux Parties de :

- mettre en œuvre le plan d'action international (IPOA) de la FAO (IPOA) visant à réduire les captures accidentelles d'oiseaux de mer par les palangriers
- mettre en œuvre les plans d'action internationaux de la FAO pour la gestion des requins
- mettre en œuvre des activités spécifiques si elles sont également membres des organisations régionales de gestion de la pêche (RFMO) concernées
- Avec la mise en place d'un système de rapport en ligne pour la CMS, il pourrait être envisagé d'harmoniser les exigences de rapport avec celles des plans d'action susnommés de la FAO.
- **Développement des dispositifs d'atténuation.** Les Parties devraient être encouragées à signaler tous les développements de dispositifs d'atténuation des prises accessoires tels que les dispositifs acoustiques (émetteurs acoustiques), les régimes de pondération améliorés pour les palangriers, l'utilisation de dispositifs d'effarouchement, ainsi que les méthodologies de fixation sous l'eau, les crochets circulaires, etc.
- **Programmes d'observation.** La législation européenne et celle des autres Parties exigent la mise en œuvre de programmes d'observation en mer afin de signaler les prises accessoires. Une première étape essentielle consisterait en ce que toutes les Parties signalent les prises accessoires accidentelles d'espèces listées par la CMS dans le prochain rapport national, afin d'obtenir le chiffre le plus précis possible de l'étendue du problème.
- D'autres organismes tels que les RFMO peuvent mettre en place des programmes d'observation en mer, mais ne signalent pas toutes les prises accessoires (ou, au moins, les prises accessoires d'espèces listées par la CMS). Les Parties de la CMS pourraient envisager le meilleur moyen d'inciter les RFMO à améliorer leurs rapports.
- **Collaboration** En raison de l'ampleur, de l'étendue et de la persistance du problème des prises accessoires, les actions collaboratives suivantes sont suggérées :
- **Collaboration dans le cadre des accords de la CMS.** Le 4^{ème} rapport du groupe de travail sur la prise accessoire d'oiseaux de mer du Comité consultatif (AC) de l'ACAP, Doc. 14 Rév. 1, et les rapports nationaux remis au AC, par exemple, donnent des informations sur les mesures prises liées aux accords traitant des prises accessoires. La constitution d'un groupe de travail permanent permettant de partager les expériences et de favoriser des actions coordonnées dans le cadre des accords de la CMS abordant ce problème (tels que l'ACAP, l'ACCOBAMS, l'ASCOBANS, le Marine Turtle IOSEA MoU et le Marine Turtles Africa MoU) faciliterait la mise en œuvre de bonnes pratiques, probablement similaire au groupe de travail sur les cétacés constitué selon la Rés. 8.22.
- **Prises accessoires dans les eaux internationales.** Les parties de la CMS sont responsables de protéger les espèces migratrices dans les limites de leur juridiction nationale, mais cette protection n'est plus en vigueur dans les eaux internationales. Une meilleure collaboration avec les instruments autres que les accords de la CMS et avec des mandats ayant un impact sur les prises accessoires est recommandée, en particulier lorsque ce problème est traité dans les eaux internationales. En plus des organismes listés dans la Résolution 8.22 Adverse Human Induced Impact on Cetaceans (Impact néfaste de l'homme sur les cétacés), paragraphes 3f et 4, ils devraient également inclure la Convention sur la Conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR), la Convention des Nations Unies sur le

droit de la mer (UNCLOS) et l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (United Nations Fish Stocks Agreement).

- **CCAMLR.** Un rapport¹ fait état du grand succès de la CCAMLR dans le contrôle des prises accessoires (réduction allant jusqu'à zéro dans certains cas). La Résolution 6.3 de la CMS exige que les Parties dont les navires pêchent dans le cadre de la Convention de la CCAMLR appliquent ses mesures de conservation. Il peut être utile de porter ce rapport à l'attention de toutes les Parties de la CMS, en particulier celles qui ne sont pas Parties à la CCAMLR mais sont impliquées dans la pêche en haute mer, afin de promouvoir l'utilisation de ces méthodes de gestion et d'atténuation des prises accessoires hors de la CCAMLR. Le document fournit également des suggestions pour d'autres actions que la CMS pourrait favoriser hors des régions qui dépendent de la juridiction de la CCAMLR.
- **RFMO.** Les RFMO devraient également être encouragées à collaborer les unes avec les autres et partager leurs expériences afin d'éviter les prises accessoires.
- **CBD.** Deux décisions prises lors de la 9^{ème} Conférence des Parties (CoP9) dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CBD) sont potentiellement liées au contrôle des prises accessoires. La décision IX/20 sur la biodiversité marine et côtière concerne l'utilisation des données sur les prises accessoires afin d'identifier les domaines prioritaires pour la création de zones marines protégées. Cela devrait avoir un impact à venir positif sur les espèces souffrant actuellement des prises accessoires ; cependant, le besoin de s'assurer de l'utilisation actuelle de méthodes d'atténuation qui se sont déjà avérées efficaces n'est pas mentionné. La Décision IX/27 Coopération among multilateral environmental agreements and other organizations (Coopération entre les accords multilatéraux sur l'environnement et d'autres organisations), paragraphe 3, demande au Groupe de liaison des conventions sur la biodiversité (dont la CMS fait partie) d'explorer des options afin d'améliorer les synergies, d'éviter la duplication des efforts, d'améliorer la mise en oeuvre cohérente des conventions sur la biodiversité, et de se réunir plus régulièrement. Le secrétariat de la CMS pourrait, par le biais de ce groupe de travail, s'assurer que le contrôle des prises accessoires reste une priorité à l'ordre du jour dans toutes les discussions sur la biodiversité marine et côtière.
- **Accord sur les tortues dans les eaux internationales.** Étant donné les problèmes fréquents auxquels sont confrontées les tortues de mer en haute mer et les diverses suggestions des Parties concernant d'autres accords liés aux tortues de mer, il peut être utile d'envisager de développer un accord unique sur les tortues dans les eaux internationales, afin de s'attaquer aux menaces qui pèsent sur ces espèces et qui ne peuvent être traitées par le biais d'une législation/action nationale, parallèlement aux activités en haute mer mises en oeuvre par des accords tels que l'ACAP.

Circulation maritime

48. Le problème des bateaux qui entrent en collision avec des mammifères marins est traité par certains pays qui mettent en oeuvre une législation limitant la proximité de certains bateaux de tourisme avec les mammifères marins, ainsi que la création de zones maritimes où la navigation est restreinte. Il peut être utile d'inciter d'autres Parties à adopter et mettre en vigueur une législation similaire.

¹ CCAMLR *Report of the Ad Hoc working group on incidental mortality associated with fishing* (2007) www.ccamlr.org/pu/e/e_pubs/sr/07/a06.pdf.

Électrocution et éoliennes

49. Les Parties ont signalé diverses méthodes pratiques pour essayer de limiter les effets de collision avec des oiseaux, telles que l'enfouissement des câbles sous terre et l'isolation des lignes. La Norvège a signalé le lancement d'un projet de recherche important sur les impacts négatifs des parcs éoliens. Cela serait utile si le résultat de ces recherches pouvait être présenté lors de la CoP10 de la CMS ou diffusé *via* le site web de la CMS.

Pollution marine

50. L'efficacité de la législation interdisant l'utilisation de filets dérivants et favorisant l'utilisation de dispositifs d'exclusion des tortues afin de réduire les taux de mortalités dus aux filets « fantômes » (filets abandonnés) a été signalée. Les Parties ne disposant pas d'une telle législation pourraient être encouragées à établir une législation similaire, fondée sur les modèles de réussite existants.

51. Des problèmes spécifiques d'empêchement dans des matériaux jetés à la mer ont été signalés. L'Australie a indiqué la mise en place par le gouvernement, en 2002, d'un large réseau de désempêchement des baleines avec des représentants de tous les gouvernements territoriaux et nationaux, afin de promouvoir de meilleures pratiques de désempêchement par le biais d'un réseau national de communication et de partage des informations efficace. Le but de ce réseau est aussi d'identifier des mesures visant à minimiser l'empêchement des grosses baleines. Le gouvernement australien contribue à ce réseau en finançant l'atelier annuel et en organisant la participation des experts locaux et internationaux. Les Parties de la CMS pourraient envisager d'inviter l'Australie à partager les leçons tirées de ce travail. Elles pourraient également adopter la pratique de la CCAMLR qui exige que les Parties signalent tout équipement de pêche perdu.

52. Les Parties de la CMS pourraient également envisager de collaborer avec la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL), afin de garantir une meilleure gestion des déchets tels que les emballages en plastique, et d'éviter la mort lente et la souffrance des animaux pris aux pièges dans ces emballages non découpés.

Pollution aux hydrocarbures

53. Les Parties de la CMS pourraient discuter de tactiques pour contrôler la pollution marine aux hydrocarbures concernant toutes les espèces marines avec l'UNCLOS/UNICPOLOS, en s'appuyant sur le travail du programme proposé par le Conseil scientifique et reprenant la Résolution 8.22.

54. **Les meilleures pratiques et leçons tirées** concernant toutes les menaces susmentionnées pourraient être partagées entre les Parties par le biais du *Service de gestion de l'information de la CMS*.

Action concertée sur les espèces

55. Les questions de la section II du format de rapport sur les espèces spécifiques de l'Annexe I (y compris les espèces de l'Action concertée) n'ont pas été incluses dans cette analyse ; par conséquent, les conclusions fondées sur ces informations ne sont pas fournies dans ce document. Sept pays ont signalé une action concertée relative à la question X Implementation of Resolution 8.29 (Application de la Résolution 8.29) et dans la section VI, six pays ont signalé un suivi des espèces de l'Action concertée utilisant la télémétrie satellite (voir **Télémétrie satellite** ci-dessous).

- **Rapports.** La fourniture à venir de rapports nationaux en ligne devrait faciliter la production de compilations automatiques de toutes les activités signalées par les Parties pour chaque espèce de l'Annexe I et de l'Annexe II. Cela pourrait constituer

une base d'informations pour les rapports de bilan envisagés dans le cadre de la Résolution 3.2, dont les résultats devraient être consultés par la Conférence des Parties, conformément à la Résolution 8.29.

- **Collaboration.** La collaboration avec la Convention OSPAR pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du nord-est peut être favorisée par les Parties de la CMS, en particulier concernant les espèces de l'action concertée de la CMS figurant dans la liste des espèces menacées et/ou en voie d'extinction de l'OSPAR :
 - *Puffinus mauretanicus* Puffin des Baléares
 - *Caretta caretta* Caouanne
 - *Dermochelys coriacea* Tortue luth
 - *Balaenoptera musculus* Baleine bleue

Télémétrie satellite

56. Les Parties ont noté l'utilisation de la télémétrie satellite et d'autres dispositifs de suivi à distance afin de surveiller la migration, les modèles comportementaux et de dispersion des espèces listées, ainsi que l'identification des zones importantes pour la gestion de la conservation, telles que les sites de repos/hibernation, ou les sites marins ayant besoin d'être protégés contre les impacts des pêcheurs (ex. en introduisant une période de fermeture de la pêche ou une zone interdite à la pêche, une meilleure couverture d'observation, une meilleure initiation aux techniques d'atténuation des prises accessoires, etc.). En tant que source importante d'informations de haute qualité, il s'agit d'une activité essentielle pour atteindre l'Objectif 1 du Plan stratégique de la CMS.

57. Etant donné que la plupart des pays qui n'utilisent pas encore la télémétrie satellite ou d'autres instruments cités manquent de ressources financières ou techniques, il peut s'agir d'un domaine dans lequel il serait utile de se concentrer à l'avenir sur le renforcement des capacités et la collaboration.

Zones protégées

58. La fragmentation de l'habitat, la pollution et la destruction, en particulier des zones humides, ont été désignées, tout comme en 2005, comme étant des menaces importantes pour les espèces migratrices, et la mise en place d'une meilleure gestion des zones protégées a, une fois de plus, fréquemment été citée comme une mesure d'atténuation importante. Presque toutes les Parties ont signalé que les espèces migratrices étaient prises en compte lors de la création de zones protégées et ont souvent fait référence à la Convention de Ramsar, aux directives de l'UE sur les oiseaux et les habitats, et aux sites Natura2000.

- **Sites importants existants.** La plupart des Parties ont identifié leurs sites protégés les plus importants pour les espèces migratrices. Il peut être utile d'inviter les Parties à identifier, au minimum, les espèces de l'action concertée apparaissant dans chaque zone.
- Cela devrait faciliter l'identification systématique des manques d'activités et des zones prioritaires nécessitant une action concertée.
- **Les parcs transfrontières.** Peu de Parties ont abordé les parcs transfrontières. Le format de rapport pourrait être modifié de manière à ce que les Parties soient obligées d'établir des rapports spécifiques sur l'efficacité ou l'importance des parcs transfrontières et des plans de développement.
- **Collaboration avec la CBD.** Les Parties abordent peu la collaboration avec la CBD, en dépit de l'importance au sein de la CBD du problème des zones

protégées. L'intérêt de la CBD sur les zones marines protégées concerne tout particulièrement la CMS. À l'heure actuelle, la CBD utilise des processus afin d'identifier les zones protégées importantes pour les espèces migratrices. Ces processus incluent l'identification de zones marines protégées en haute mer (CBD COP 9 Décision IX/20), en fonction d'une gamme de critères tels que l'importance des espèces menacées, en voie de disparition ou en voie d'extinction. La CMS pourrait contribuer à cela en encourageant les Parties à établir des rapports complets sur les informations de répartition des espèces migratrices, à partir de sources telles que la télédétection, le suivi satellite, les données sur les prises historiques et accessoires ou les données sur les systèmes de surveillance des navires (VMS) (comme indiqué dans les Décisions IX/20, Annexe 1).

- **Collaboration avec la Convention Ramsar.** Ramsar CoP10 Doc. 6 répertorie les appels à l'action afin de sauver les zones humides précieuses. L'implication du secrétariat de la CMS afin de favoriser ces actions, avec la création de l'Appel d'Hanoi à l'action en faveur des zones humides. www.aws2008.net/docs/Hanoi-Call-to-Action-on-Wetlands.pdf, et le fait de s'assurer que les espèces migratrices restent une priorité dans l'ordre du jour des activités visant à préserver les zones humides serait utile. Ramsar CoP10 Doc 6 paragraphe 26 note également qu'une base de données relationnelle a été créée afin de stocker et analyser les informations fournies par les Parties dans leurs Rapports nationaux pour la COP10. Cette base de données inclut 66 indicateurs concernant le statut de mise en œuvre des actions figurant dans le Plan de travail 2003-2008 de Ramsar, comme cela est reflété dans le formulaire des Rapports nationaux. Il semble souhaitable de créer des opportunités d'harmoniser l'analyse de ces informations afin d'évaluer les actions prises concernant les espèces migratrices.
- **Collaboration avec MARPOL.** La Résolution MARPOL A.927 (22) Guidelines for the identification and designation of particularly Sensitive Sea Areas (Directives pour l'identification et la désignation des zones marines particulièrement sensibles) prend en compte l'importance de la zone pour les espèces migratrices. Le Secrétariat de la CMS pourrait envisager d'établir des liens avec MARPOL afin de s'assurer qu'il aura accès à des données adéquates sur la répartition des espèces.

Nomenclature et taxinomie

59. La taxinomie utilisée par la CMS répertorie actuellement 12 espèces d'albatros, alors que la taxinomie adoptée par l'ACAP reconnaît 22 espèces (19 espèces incluses dans l'Annexe I de l'ACAP, ainsi que trois espèces de l'Atlantique Nord). BirdLife (les autorités de liste rouge de l'UICN) utilise la taxinomie de l'ACAP et fonde les évaluations de sa liste rouge sur cette taxinomie. Six noms seulement sont reconnus à la fois par l'ACAP et la CMS, identifiant ainsi que la menace pesant sur les albatros répertoriés par la CMS est problématique.

60. Il semble important d'harmoniser la nomenclature de sorte à faciliter les actions concertées et la gestion des informations. Il est suggéré que, à moins qu'il existe des divergences importantes nécessitant d'autres discussions, la CMS adopte la taxinomie de l'ACAP. À cet égard, il pourrait être envisagé d'inclure toutes les espèces d'albatros dans les Annexes de la CMS, afin de s'assurer que la CMS reste alignée sur l'ACAP.

61. Il est également recommandé d'harmoniser la nomenclature avec la CITES afin de faciliter la collaboration et l'échange d'informations avec cette convention.

Populations indigènes/Communautés locales

62. L'implication des populations indigènes/communautés locales dans l'exploitation et/ou la gestion des espèces migratrices continue à être identifiée dans les rapports en tant que thème récurrent. Il pourrait être utile pour la CMS de plus se concerter avec le groupe de travail de la Convention sur la diversité biologique sur l'Article 8j Traditional Knowledge, Innovations and Practices (Connaissances traditionnelles, innovations et pratiques), afin de s'assurer que les problèmes soulevés et les expériences acquises dans le cadre de la CBD et de la CMS sont partagés.

Législation nationale

63. Il a été noté que le manque de législation adéquate représentait un obstacle spécifique à la mise en œuvre de la Convention. En particulier, il manquait une législation pour les tortues et d'autres taxons, principalement les requins. Plusieurs Parties ont signalé une mauvaise législation pour la protection des plages de nidification pour les tortues, en particulier concernant la prévention de projets de développement à proximité de ces plages. Une mesure simple visant à faciliter l'échange d'expériences et l'accès à des exemples de bons outils juridiques entre les Parties dans une région peut s'avérer productive. L'échange d'expériences avec d'autres organismes internationaux concernés par la promotion d'une législation nationale pour la protection des espèces (ex. la CITES et son projet de législation nationale) peut s'avérer utile.

64. De nombreux pays en voie de développement ont indiqué avoir des difficultés pour faire respecter la législation, en particulier lorsqu'il s'agissait de contrôler le braconnage. La mise en vigueur de la législation est particulièrement difficile en raison d'un manque de sensibilisation à la législation nationale chez les populations locales. Les Parties pourraient être encouragées à partager des exemples de pratique efficace en favorisant la sensibilisation.

Grippe aviaire

65. Certaines Parties ont signalé leur participation au Groupe d'étude scientifique sur la grippe aviaire et la création du site Internet sur la grippe aviaire, la vie sauvage et l'environnement (**AIWEB**) (www.aiweb.info) en 2006. La Belgique (fondatrice actuelle de l'AIWEB) a signalé le besoin d'une aide financière pour préserver le système. Étant donné le faible taux de réponse des Parties à ce problème, il est recommandé d'inclure des questions spécifiques dans le format de rapport afin d'aborder ce sujet.

Changement climatique

66. De nombreuses Parties ont signalé que le changement climatique représentait une menace générale, mais seules 13 d'entre elles ont signalé des actions s'y rapportant (conformément à la Résolution 8.13), impliquant principalement des activités de surveillance. Il peut être utile pour la CMS d'établir des liens avec le tout nouveau Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbones forestiers des Nations Unies (Programme UN-REDD), étant donné que ce programme concernera particulièrement les espèces vivant dans les forêts.

Rapports en ligne

67. La proportion des Parties ayant répondu reste relativement faible. En 2008, 54 Parties ont répondu et seule la moitié des 108 Parties ont répondu avant la date limite reportée au 31 juillet 2008 ; par conséquent, cette analyse donne une vision limitée du statut de la mise en œuvre de la Convention.

68. Le fait d'établir des rapports nationaux en ligne (voir Rés. 8.24 et Conf. 920) pourrait permettre de recevoir des rapports de manière continue au cours de la période intersessions, évitant ainsi la pression due au fait de devoir préparer des rapports juste avant que les Parties se réunissent. Un système de ce genre pourrait également garantir que les rapports sont inclus dans des analyses en ligne à partir de leur date de soumission. Cela pourrait également encourager plus de Parties à établir des rapports. Il pourrait être utile que le Secrétariat demande aux Parties n'ayant pas établi de rapport d'expliquer quels sont les facteurs qui contribuent à cette absence de rapport, ou à l'impossibilité de le rendre dans les temps.

Format de rapport

69. Les réponses données à des questions ouvertes ont tendance à être répétitives, les Parties donnant des réponses minimalistes et souvent identiques. Cela semble être dû partiellement à la structure du format de rapport dont la nature des sections se recoupe souvent. Dans le même temps, les réponses relatives à la section X, Implementation of CoP Resolutions and Recommendations (Application des Résolutions et des recommandations de la CoP), sont généralement assez brèves et n'abordent pas de manière méthodique les activités spécifiques de chaque résolution/recommandation nécessitant une réaction de la part des Parties (pour plus d'exemples, voir **Prises accessoires** ci-dessous). Le système de rapport en ligne pourrait être développé de la manière suivante :

- Déplacer la section X Implementation of CoP Resolutions and Recommendations (Application des Résolutions et des recommandations de la CoP) afin qu'elle fasse suite aux informations administratives (c.-à-d. emplacement de la section II), et
- Formuler des questions spécifiques sur chaque activité spécifiée dans chaque résolution et recommandation. Cela permettrait d'évaluer de manière précise leur statut d'application.

Comparaison avec les rapports d'accord

70. Afin de faciliter encore plus l'établissement des rapports, il peut être utile pour la CMS de :

- ne pas exiger que les Parties établissent des rapports sur toutes les espèces couvertes par un accord (à condition qu'un pays ait signé cet Accord) ;
- créer une méthode afin de s'assurer que les données rapportées dans le cadre des accords soient intégrées et puissent faire l'objet de recherches (de préférence en ligne) et soient soumises à une analyse ; et
- limiter les questions afin d'établir des rapports sur l'application de la Convention (l'objectif du processus de rapport), au lieu d'établir des rapports sur le statut de la population/des espèces (ce qui est actuellement requis pour les espèces de l'Annexe I, et pourrait être obtenu de manière plus efficace auprès d'agences spécialisées par le biais du Service de gestion de l'information de la CMS).

2008 ANALYSE : RESUME DES RECOMMANDATIONS

	Recommandation
1	Demander à la 15 ^{ème} réunion du Conseil scientifique de la CMS d'envisager les espèces du tableau 3 suggérées dans les rapports des Parties afin qu'elles soient répertoriées dans les Annexes I et II, et indiquer à la COP9 les espèces prioritaires afin qu'elles fassent l'objet de recherches en 2009-11 et que des ressources puissent être attribuées ou obtenues par les Parties et le Secrétariat
2	Envisager (en vue de hiérarchiser) les propositions faites dans les rapports des Parties pour le développement de nouveaux accords de la CMS, listées à la page 5 de l'article d'introduction

	9.10 et abordées dans les pages 17 à 19 de l'analyse.
3	La CMS doit continuer à traiter les prises accessoires en tant que problème prioritaire et souligner leur importance dans l'ordre du jour du Groupe de liaison sur la biodiversité.
4	Les Parties doivent prendre note des pratiques de gestion fructueuses de la CCAMLR et adopter ses méthodes d'atténuation des prises accessoires.
5	Les Parties doivent signaler tous les cas de prises accessoires et encourager les RFMO à améliorer le signalement des prises accessoires et établir des mécanismes collaboratifs afin de partager leur expérience en terme de gestion des prises accessoires
6	Améliorer la collaboration avec les autres organisations impliquées dans les eaux internationales afin de traiter les problèmes de prises accessoires et établir un groupe de travail permanent dans le cadre des accords de la CMS concernant les prises accessoires.
7	Envisager le développement d'un accord unique sur les tortues dans les eaux internationales.
8	Favoriser le développement d'une législation afin de minimiser l'impact de la circulation maritime sur les espèces marines.
9	Inviter la Norvège à partager le résultat de ses recherches sur les effets des parcs éoliens sur les espèces migratrices.
10	Encourager le développement d'une législation concernant la conception et l'utilisation des filets de pêche afin de limiter la menace pesant sur les espèces migratrices.
11	Inviter l'Australie à partager les leçons tirées de son large réseau de désempêchement des baleines.
12	Demander aux Parties de la CMS de signaler tous les équipements de pêche perdus (d'après le modèle de la CCAMLR).
13	Collaborer avec MARPOL afin d'améliorer la gestion des déchets en mer, en particulier les emballages.
14	Se concerter avec l'UNCLOS/UNICPOLOS concernant le contrôle de la pollution aux hydrocarbures, en particulier concernant l'application de la Résolution 8.22.
15	Partager les informations en terme de meilleures pratiques et les leçons tirées <i>via</i> le Service de gestion de l'information de la CMS.
16	Favoriser la production automatique de rapports de bilan sur les espèces de l'action concertée <i>via</i> le Service de gestion de l'information de la CMS.
17	Collaborer avec l'OSPAR sur les espèces de priorité mutuelle.
18	Encourager le renforcement des capacités et la collaboration concernant l'utilisation de la télémétrie satellite.
19	Soutenir les appels à l'action des conventions Ramsar sur les zones humides.
20	S'assurer que MARPOL a accès aux données de répartition des espèces de la CMS lors de la désignation de zones marines sensibles.
21	Adopter la taxinomie de l'ACAP.
22	Modifier les annexes de la CMS afin de refléter la nomenclature/taxinomie de l'ACAP.
23	Harmoniser la taxinomie de la CMS avec celle de la CITES afin de faciliter la collaboration.
24	Se concerter avec la CBD concernant l'Article 8j de la CBD afin de faciliter le partage des expériences rapportées à la CMS.
25	Encourager le développement d'une législation nationale adéquate concernant la CMS, en particulier pour les tortues et les requins.
26	Faciliter le partage d'expériences concernant le contrôle de gestion efficace du braconnage.

27	Établir des liens avec le Programme UN REDD.
28	Créer un système de rapport en ligne, harmonisé avec les exigences de rapport des autres organismes, telles que les plans d'action de la FAO (concernant les espèces migratrices).
29	Mettre en œuvre un format de rapport en ligne afin de prendre en compte les changements recommandés dans ce rapport. (Une ébauche des changements proposés a été fournie au Secrétariat).

S:\WorkingDocs\COP9\Documents\Pre-Session\English\Doc_10_Analysis_&_Synthesis_of_NatRep_E.doc

ANNEXE

Analyse des rapports nationaux à la CMS

2008

Annexe I



Préparé et produit par le PNUE Centre de surveillance de la conservation mondiale de la nature, Cambridge (Royaume-Uni), pour le compte du Secrétariat de la CMS.



A propos du PNUE Centre de surveillance de la conservation mondiale de la nature

www.unep-wcmc.org

Le PNUE Centre de surveillance de la conservation mondiale de la nature, dont le siège est à Cambridge (Royaume-Uni), est le centre spécialisé dans l'information et l'évaluation de la biodiversité du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), organisé en coopération avec WCMC 2000, une organisation caritative britannique. La mission du centre est d'évaluer et de mettre l'accent sur la grande importance de la biodiversité ainsi que la mise des connaissances officielles sur la biodiversité au centre des décisions. De par l'analyse et la synthèse des connaissances globales sur la biodiversité, le Centre fournit des informations officielles, stratégiques et dans les délais pour des conventions, les pays et les organisations qu'elles utiliseront dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques et de leurs décisions.

Le PNUE-WCMC fournit des procédures et des services objectifs et rigoureusement scientifiques. Il s'agit notamment de l'évaluation des écosystèmes, du soutien à l'application d'accords environnementaux, de l'information sur la biodiversité locale et globale, de la recherche sur les menaces et les impacts, ainsi que du développement de scénarios pour l'avenir.

SOMMAIRE

INTRODUCTION AU RAPPORT DES PARTIES.....ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE I : VUE D'ENSEMBLE ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

OISEAUX	Error! Bookmark not defined.
MAMMIFERES MARINS	Error! Bookmark not defined.
TORTUES MARINES.....	Error! Bookmark not defined.
MAMMIFERES TERRESTRES (AUTRES QUE LES CHAUVES-SOURIS)	Error! Bookmark not defined.
CHAUVES-SOURIS	Error! Bookmark not defined.
OTHER TAXA AUTRES TAXONS	Error! Bookmark not defined.

NOUVELLES ESPECES POTENTIELLEMENT INSCRIPTIBLES ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

LISTES D'ESPECES INSCRITES A ANNEXE I.....	Error! Bookmark not defined.
LISTES LISTES D'ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE II	Error! Bookmark not defined.

DEVELOPPEMENT DE NOUVEAUX ACCORDSERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

OISEAUX	Error! Bookmark not defined.
MAMMIFERES MARINS	Error! Bookmark not defined.
TORTUES MARINES.....	Error! Bookmark not defined.
MAMMIFERES TERRESTRES (AUTRES QUE LES CHAUVES-SOURIS)	Error! Bookmark not defined.
CHAUVES-SOURIS	Error! Bookmark not defined.
AUTRES TAXONS.....	Error! Bookmark not defined.

ESPACES PROTEGES..... ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

TELEMETRIE PAR SATELLITE ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

MOBILISATION DES RESSOURCESERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

RESSOURCES POUR LA CONSERVATION DANS LES PAYS PARTIES	30
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DE LA CMSError! Bookmark not defined.	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR D'AUTRES PAYS	Error! Bookmark not defined.
ASSISTANCE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENTError! Bookmark not defined.	

RECEPTION DE CONTRIBUTIONS PROVENANT DU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DE LA CMS
..... **Error! Bookmark not defined.**

RECEPTION DE L'AIDE FINANCIERE ET/OU DU SOUTIEN PROVENANT D'AUTRES SOURCES..... **Error!
Bookmark not defined.**

RESOLUTIONS DE LA CMS34

RES. 6.2 – PRISES ACCIDENTELLES ET REC. 7.2 – APPLICATION DE LA RES. 6.2 SUR LES PRISES
ACCIDENTELLES 34

RES. 6.3 – CONSERVATION DE L'ALBATROS DE L'HEMISPHERE SUD 35

RES. 7.2 – EVALUATION DE L'IMPACT ET ESPECES MIGRATRICES..... 35

RES. 7.3 – POLLUTION PETROLIERE ET ESPECES MIGRATRICES 35

RES. 7.4 - ELECTROCUTION D'OISEAUX MIGRATEURS 36

RES. 7.5 – EOLIENNES ET ESPECES MIGRATRICES 36

RES. 7.9 –COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET PROCESSUS 36

RES. 7.15 – ACTIONS A ENTREPRENDRE CONCERNANT LE PETIT RORQUAL DE
L'ANTARCTIQUE, LA BALEINE DE BRYDE ET LA BALEINE PYGMEE

..... 37

RES. 8.1-UTILISATION DURABLE..... 37

RES. 8.5 - APPLICATION DES ACCORDS EXISTANTS ET DEVELOPPEMENT D'ACCORDS FUTURS 37

RES. 8.7 – CONTRIBUTION DE LA CMS AUX OBJECTIFS DE 2010 SUR LA BIODIVERSITE 38

RES. 8.9 - REVISION DU GROMS (REGISTRE GLOBAL DES ESPECES MIGRATOIRES) 38

RES. 8.11 -COOPERATION AVEC D'AUTRES CONVENTIONS 38

RES. 8.13 -LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES ESPECES MIGRATRICES 38

RES. 8.14 - PRISES ACCIDENTELLES 39

RES. 8.22 - EFFETS NEGATIFS DES ACTIVITES HUMAINES SUR LES CETACES

..... 39

RES. 8.24 - RAPPORTS NATIONAUX POUR LAHUITIEME ET NEUVIEME CONFERENCE DES PARTIES . 39

RES. 8.27 - ESPECES MIGRATRICES ET GRIPPE AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGENE 39

RES. 8.29 - ACTIONS CONCERTEES POUR LES ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE I..... 40

AUTRES RESOLUTIONS 40

RECOMMANDATIONS DE LA CMS40

**REC. 7.5 – ACCORD ENTRE LES ETATS DE L'AIRE DE REPARTITION POUR LA
CONSERVATION DU DUGONG (*DUGONG DUGONG*)**

..... 40

REC. 7.6 –AMELIORATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DE LA TORTUE LUTH (DERMOCHELYS
CORIACEA)..... 41

REC. 8.12 - AMELIORATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES RAPACES ET DES HIBOUX 41

REC. 8.16 – REQUINS MIGRATEURS 41

REC. 8.17 – TORTUES MARINES..... 41

REC. 8.28 - ACTIONS COOPERATIVES EN FAVEUR DES ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE II	42
AUTRES RECOMMANDATIONS.....	42

INTRODUCTION AU RAPPORT DES PARTIES

Ce document résume les réponses reçues dans les 54 rapports nationaux de la CMS retournés au secrétariat avant le 31 juillet 2008. Cela représente un taux de réponses de 50% (Il y avait 108 Parties le 31 juillet 2008), légèrement en baisse par rapport au taux de réponses de 2005, qui était de 51% (47 Parties parmi 92). Dans cet exercice de soumission de rapports, les rapports nationaux ont été fournis par des Parties des régions suivantes : Europe (26); Afrique (13); Amérique centrale et du Sud (9), Asie (3), Océanie (2) et Amérique du Nord et Caraïbes (1). Les Parties ayant soumis des rapports à la date butoir de 2008 apparaissent dans la **Figure 1**.

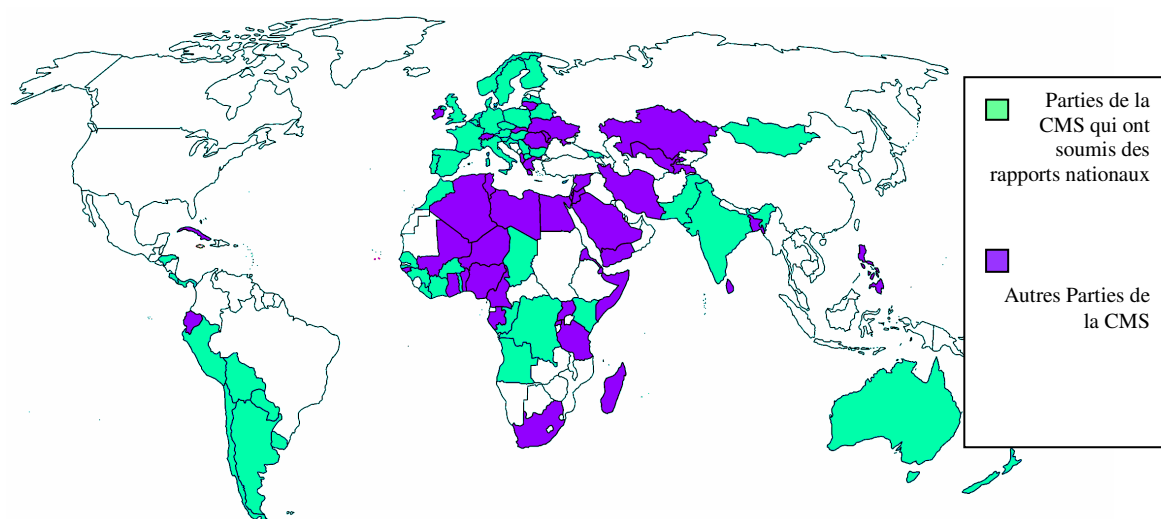


Figure 1 : Rapports nationaux inclus dans l'analyse de 2008

Trente-cinq Parties ont soumis des rapports nationaux aussi bien en 2005 qu'en 2008 (**Tableau 1**). 17 nouvelles Parties ont rejoint la CMS depuis CdP8 en 2005, y compris deux Parties qui se trouvent maintenant dans la région d'Amérique du nord et des Caraïbes (Antigua et Barbuda, Cuba). Antérieurement, aucun pays de cette région n'était membre de la CMS. Le pourcentage des Parties qui ont répondu depuis chaque région est montré dans le **Tableau 2**.

Tableau 1 : Parties ayant soumis des rapports nationaux en 2005 et 2008 par région

Région	En 2005 et 2008	En 2005 seulement	En 2008 seulement
Afrique	Tchad	Erythrée	Angola*
	Côte d'Ivoire	Mali	Burkina Faso
	République Démocratique du Congo	Nigéria	Libéria
	Kenya	Afrique du Sud	Ile Maurice
	Maroc		
	République du Congo		
	République de Guinée		
	Sénégal		
	Togo		
Asie	Mongolie	Israël	Inde
	Pakistan	Arabie Saoudite	
		Sri Lanka	

Région	En 2005 et 2008	En 2005 seulement	En 2008 seulement
Europe	Belarus Belgique Bulgarie Croatie République Tchèque Danemark Finlande Allemagne Hongrie Italie Lituanie Monaco Ancienne République Yougoslave de Macédoine Portugal Suède Royaume Uni	Albanie Slovaquie Suisse Ukraine	Autriche Chypre France Géorgie Pays-Bas Norvège Pologne Serbie* Slovénie Espagne
Amérique du Nord et Caraïbes			Antigua et Barbuda*
Amérique Centrale et du Sud	Argentine Bolivie Chili Panama Paraguay Uruguay	Equateur	Costa Rica* Honduras* Pérou
Océanie	Australie Nouvelle-Zélande		

*nouvelle Partie depuis CoP8

Tableau 2 : Parties ayant soumis des rapports dans chaque région en 2005 et 2008(%)

Région	Europe	Afrique	Asie	Amérique centrale et du Sud	Amérique du Nord et Caraïbes	Océanie
2005 (%)	56	38	56	88	n/a	67
2008 (%)	68	33	21	90	50	33

ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE I : VUE D'ENSEMBLE

L'information générale fournie par les Parties concernant les espèces inscrites à l'Annexe 1 est organisée par groupes taxonomiques majeurs : oiseaux, mammifères marins, tortues marines, mammifères terrestres (autres que les chauves-souris), chauves-souris et autres taxons. Les parties ont été priées de rendre compte dans leurs législations de l'interdiction des captures, des obstacles à la migration et d'autres menaces majeures, des actions visant à vaincre ces menaces, les facteurs contraignants et toute l'assistance nécessaire.

OISEAUX

Quarante-quatre Parties (81%) ont indiqué qu'elles possèdent des instruments juridiques en place pour interdire la capture d'oiseaux inscrits à l'annexe I, et parmi ces parties, dix auraient accordé des exceptions. Il existe d'autres cas dans lesquels la législation interdit la capture d'oiseaux, comme dans la zone de la Grande Barrière de corail (l'Australie), pendant les saisons de fermeture de la chasse (le Chili), et il existe aussi des lois interdisant la chasse et la

perturbation (la Lettonie, la Mongolie, la Serbie, le Togo). L'Espagne a interdit l'usage du plomb dans les munitions lors de la chasse dans les zones humides. Il n'y a pas de législation protégeant les espèces d'oiseaux inscrites à l'Annexe I dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et en Angola, bien que l'Angola ait indiqué qu'une législation concernant les forêts, la faune et les espaces protégés est en cours d'élaboration.

Sept des dix parties ont remarqué que des exceptions sont accordées aux lois prohibitives pour des raisons scientifiques. Au Pérou, ces exceptions doivent être approuvées et cela pour des raisons de conservation. La Croatie et la Belgique autorisent des exceptions pour des projets éducatifs, de santé publique et de sécurité, de sécurité aérienne, ainsi que pour prévenir des dommages économiques et pour protéger les espèces indigènes. Au Chili, les services de la pêche et de l'élevage peuvent tous les deux autoriser des exceptions, et en Allemagne, une exception a été faite lorsque des œufs d'outardes barbares (*Otis tarda*) ont été pris *ex situ* pour un programme de conservation.

Une série d'obstacles à la migration ont été identifiés, comme l'illustre la Figure 2. Quarante-neuf Parties ont signalé une certaine forme de destruction de l'habitat comme un obstacle à la migration. La destruction de l'habitat a été identifiée comme un obstacle par 38 Parties et 11 Parties ont également signalé la fragmentation de l'habitat, le changement de l'occupation des sols pour l'agriculture ou la perturbation d'origine humaine.

D'autres obstacles fréquemment signalés sont l'électrocution (23 parties), la pollution (24 Parties), les prises accidentelles (15 parties) et les éoliennes (13 parties). Le braconnage ou la chasse illégale ont été cités par neuf Parties. Les miroirs de grande taille ou les bâtiments en verre ont été signalés comme un problème par Monaco. Les feux de brousse ont été relevés par le Togo et la République démocratique du Congo, qui a également signalé des conflits armés comme un obstacle. Des événements climatiques comme les sécheresses ont été signalés par trois Parties (le Burkina Faso, le Tchad, le Maroc), tandis que le Belarus a fait état d'un changement dans les niveaux naturels des eaux sur les plaines inondables et les tourbières marécageuses. Le Pérou a signalé que les oiseaux sont capturés pour la consommation et comme animaux de compagnie, les flamands roses sont capturés pour le sport et la collecte de guano dans les îles dérange les oiseaux dans la saison de reproduction.

Diverses **actions visant à vaincre les obstacles à la migration** ont été signalées. L'éducation et / ou la sensibilisation ont été mentionnées par 14 Parties, alors que de nouvelles aires protégées, en particulier des zones humides et des sites Ramsar, ont été établies par 14 Parties. Les études d'impact environnemental des éoliennes et des lignes électriques ont été réalisées par 12 Parties. La Bulgarie a installé des plates-formes de sécurité sur les lignes d'alimentation pour les nids de cigogne, et dans la République du Congo les nichoirs sont mieux protégés. La France, l'Allemagne, la Hongrie et l'Italie exigent l'enterrement / l'isolation

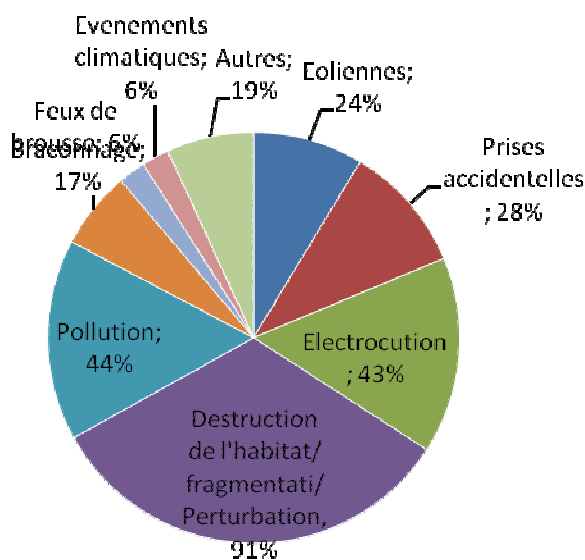


Figure 2: Pourcentage des Parties signalant des obstacles spécifiques à la migration des oiseaux

des lignes électriques dangereuses par les sociétés de services publics. La mise en œuvre de nouvelles lois a été signalée par sept Parties. L'Australie a noté que la législation pour empêcher les prises accidentelles d'albatros et de pétrels a requis l'usage de lignes pour effrayer les oiseaux et pouvoir ainsi étaler les filets pendant la nuit. Des méthodes similaires ont également été signalées par la Nouvelle-Zélande. Certaines pêcheries au Royaume-Uni ont été fermées pour réduire les prises accidentelles. La restauration de l'habitat a été mentionnée par cinq Parties, et la lutte contre le braconnage /la chasse par trois Parties. En Suède, cette dernière est assurée par une surveillance plus étroite de la part de la Garde côtière et par la poursuite des contrevenants. Le Panama implique les communautés locales en veillant à ce que les activités de conservation des avantages qu'ils effectuent profitent à leur développement socio-économique.

Dix parties ont indiqué qu'ils ont fait des progrès ou réussi à vaincre les obstacles à la migration par le biais de la désignation de nouveaux espaces protégés. Quatre Parties ont fait des progrès en augmentant la sensibilisation du public, parmi elles le Tchad forme des éco-gardes spécialisés. Trois Parties (la République tchèque, l'Allemagne et l'Espagne) ont mis en place des accords avec des sociétés de services publics pour assurer la sécurité des lignes électriques et améliorer les anciennes lignes, parmi elles l'Autriche marque des lignes électriques afin de les rendre visibles et le Portugal installe des divertissements pour oiseaux. La Géorgie a créé un organisme d'inspection de l'environnement pour arrêter le braconnage alors que d'autres Parties ont élaboré des plans de gestion et d'amélioration de la législation pour la protection des espèces.

Le support financier a été le genre d'assistance le plus fréquemment signalé, nécessaire pour une série d'activités, avec 18 Parties qui le mentionner par rapport à la nécessité d'effectuer des enquêtes et de la recherche scientifique, d'améliorer la formation du personnel ou de recruter du personnel nouveau, de remettre en état les habitats et de mener des campagnes de sensibilisation. Le soutien technique, en particulier en matière de conseils professionnels et de formation dans les technologies récentes, a été noté par huit parties. Les échanges internationaux de connaissances et de méthodologies communes ont été demandés par cinq Parties, parmi elles l'Inde propose le partage de l'information à propos des projets couronnés de succès. L'Allemagne et la Mongolie souhaitent que les Parties échangent des informations concernant des nouvelles façons de sécuriser les lignes à haute tension et les éoliennes.

La menace majeure pour les oiseaux la plus couramment identifiée, qui va au-delà des simples obstacles à la migration a été le braconnage (25 Parties). La destruction et/ou la modification de l'habitat a été soulignée par 14 parties, tandis que dix Parties ont identifié le commerce illégal comme une menace majeure. Une connaissance limitée des routes de la migration et de la répartition des sites habités a été signalée par trois Parties. Les espèces envahissantes ont été notées comme une menace majeure par le Chili et le Paraguay, bien que les espèces n'aient pas été nommées, et les pesticides ont été signalés comme une menace par la Guinée. La Slovaquie signale que les aigles à queue blanche (*Haliaeetus albicilla*) sont menacées par la perturbation des nids, et l'Uruguay a noté des cas sporadiques de captures de carouges safran (*Xanthopsar flavus*) destinés au commerce illégal. La Hongrie a indiqué que le taux de mortalité des oiseaux a augmenté au cours des trois dernières années en raison des intoxications.

Parmi les principales mesures prises pour prévenir ou réduire les facteurs qui mettent en danger les oiseaux figurent la sensibilisation, la mise en œuvre et la révision de la législation et la topographie (dix parties chacune). La création d'espaces protégés englobant les habitats des espèces migratrices a été rapportée par neuf Parties, parmi elles le Chili met également en place des zones tampons autour des espaces protégés. Le Danemark, l'Allemagne et l'Italie ont établi des zones exemptes de perturbations. La Croatie a spécialement formé des

douanes, et une police criminelle et des frontières, tandis que l'Uruguay a augmenté de poursuite des amendes. Des tentatives ont été faites pour éliminer les rats dans certaines régions de l'Italie et l'Érismature rousse (*Oxyura jamaicensis*) au Royaume-Uni. La Suède a autorisé la chasse des érismatures rousses toute l'année pour tenter d'éviter l'hybridation avec le Canard à tête blanche (*O. leucocephala*), une espèce en danger. L'Allemagne fait campagne pour interdire l'usage du plomb dans les munitions de chasse, tandis que les gardes forestiers du Maroc peuvent ordonner le retrait de chasseurs et empêcher la chasse dans les lieux publics. Veiller à ce que les niveaux d'eau demeurent à un certain niveau est une priorité pour l'Espagne afin de maintenir ses habitats humides.

L'augmentation des populations des espèces d'oiseaux migrateurs a été signalée par cinq Parties comme preuve du progrès ou du succès des actions. L'amélioration de la sensibilisation a été signalée par cinq Parties, et le Kenya a fait état d'une réduction du nombre de mises à mort pour cette raison. L'amélioration de la sécurité pour les espaces protégés et l'augmentation de la participation du public pour aider aux efforts de conservation a également été notée. L'Argentine a récemment accompli des progrès par l'adoption d'une loi qui régleme l'aménagement du territoire et gère les forêts. La Slovaquie signale le succès que représentent des oisillons de Pygargue à queue blanche grâce à la protection des nids, tandis que le Royaume-Uni a noté que près de 5000 érismatures rousses avaient été abattues depuis 2005. En Uruguay, il y a eu moins de confiscations de carouges safran chez des détenteurs privés et sur les marchés.

Le facteur de limitation des actions le plus fréquemment rapporté a été le manque de ressources financières (11 Parties), en particulier dans le domaine de l'insuffisance de la technologie, du suivi, des ressources humaines et de la formation. Il y a une certaine pression sur l'aménagement du territoire de la part des groupes de loisirs de plein air au Danemark et par les projets de développement en Inde et à l'Île Maurice, ce qui limite la mise en place d'espaces protégés. Autres facteurs de limitation incluent le manque de sensibilisation du public et le manque de participation, l'éloignement des zones naturelles importantes (Pakistan), une instabilité de la situation politique (la Guinée), le piégeage dans les bases sous souveraineté britannique où il la législation n'est pas développée (Chypre) et le changement climatique (Togo). L'aide financière est demandée par 15 Parties, aide destinée à surveillance, la protection de l'habitat et, dans le cas de l'ex-République yougoslave de Macédoine, à l'élaboration des politiques. Un soutien technique a été demandé par huit Parties, et la formation et des matériels également demandés. La poursuite de la coopération internationale et le partage de l'information est demandé par quatre parties.

MAMMIFÈRES MARINS

Sur les 37 Parties qui ont répondu seulement Antigua-et-Barbuda a déclaré que la capture de mammifères marins inscrits à l'Annexe I n'est pas interdite. Plusieurs Parties ont noté la pertinence des lois concernant la pêche et de la CITES dans l'interdiction des captures. L'Argentine a une législation spécifique interdisant la capture de l'Orca (*Orcinus orca*) dans ses eaux territoriales et a déclaré la Baleine Sowerby (*Mesoplodon bidens*) patrimoine national. L'Espagne a émis un décret en 2007 pour protéger les cétacés. Dans les pays où la capture est interdite par la loi, sept Parties ont signalé que des exceptions ont été accordées, principalement pour la recherche scientifique et, en Australie, pour l'usage des peuples autochtones.

Les plus grands obstacles à la migration ont été identifiés comme (Figure 3):

- Les prises accidentelles (23 parties)
- Les collision avec des bateaux de pêche ou d'autres navires (22 parties)
- La pollution, y compris la pollution acoustique (17 parties)
- La chasse illégale (11 parties)

L'Italie a fait remarquer qu'une lacune dans la réglementation de la pêche en Méditerranée tente de dissimuler l'usage des filets maillants dérivants en utilisant un autre nom pour les désigner. Le Maroc a souligné que les événements naturels comme les épidémies et l'effondrement des grottes étaient des obstacles à la migration.

Quatre Parties ont identifié la sensibilisation comme une action entreprise pour vaincre les obstacles à la migration, parmi elles la Guinée distribue des exemplaires de son code de la pêche, qui stipule que la capture de mammifères marins est interdite, à tous les bateaux. Le Costa Rica a adopté une loi qui oblige les bateaux de pêche à utiliser des dispositifs qui permettent aux cétacés d'échapper. La Croatie a formé des guides touristiques sur l'observation des dauphins à bord de bateaux, tandis que l'Australie a fixé des limites à la distance à laquelle les observateurs de baleines et de dauphins peuvent approcher les mammifères marins, et a adopté des directives sur les relevés sismiques. Aussi bien l'Italie que le Portugal ont mis en place de plans de surveillance et de traçage des mammifères marins échoués, tandis que le Panama a adopté une loi relative à l'observation, les sauvetages et l'échouage. Des plans d'action ont été mis en œuvre à la fois pour le lamantin (*Trichechus senegalensis*) en Côte d'Ivoire et pour la prise durable du dugong, *Dugong dugon*, en Australie. Monaco a travaillé avec la France et l'Italie afin de créer le sanctuaire Pelagos pour les mammifères marins.

Les actions en cours et les actions réussies le plus souvent citées ont été l'amélioration de la sensibilisation des communautés locales, de l'industrie de la pêche et des exploitants de navires. L'Australie a signalé moins de collisions, des programmes de nettoyage de débris marins réussis et des enquêtes sur l'origine des débris marins.

Un plus grand nombre de mammifères marins ont été relâchés dans la nature au Togo. Un centre de recherches a été mis en place en Guinée, qui recueille des données sur les débris marins, les prises accidentelles et les collisions. Le Royaume-Uni a réalisé une étude qui a conclu que la pollution a conduit à la suppression du système immunitaire.

Onze Parties ont déclaré que l'aide financière est nécessaire pour surmonter les obstacles, grâce à l'emploi d'un matériel de pêche meilleur et de meilleures compétences, grâce à la mise en œuvre d'enquêtes et de plans d'action. L'assistance technique est demandée par sept Parties et la formation par six Parties, en particulier le Pakistan a besoin de formation dans les techniques récentes, comme la radio-télémesure. La nécessité de partage de l'information et de coopération avec d'autres pays a été signalée par cinq Parties, en particulier en ce qui concerne la prévention des collisions avec les navires (l'Australie et la Nouvelle-Zélande).

Vingt Parties ont identifié la pollution comme la principale pression sur les mammifères marins, tandis que 12 Parties ont mentionné les prises accidentelles. La chasse commerciale à la baleine ou la chasse illégale ont été décrites comme des menaces majeures par sept Parties. Les collisions avec les navires et la perturbation de comportement naturel de des baleines par les navires d'observation ont été signalées par plusieurs Parties. La pollution acoustique a été citée comme un problème (la France et la Croatie) ; la France explique qu'elle a été principalement causée par des opérations militaires. La Croatie a signalé un manque de nourriture pour les mammifères marins, et du Pérou a indiqué que les mammifères marins sont en concurrence pour la nourriture avec l'industrie de la pêche. Togo a pris note de la mauvaise application des lois existantes, tandis que l'Australie et le Pérou prévoient que le changement climatique deviendra une pression majeure à l'avenir.

Les mesures visant à prévenir, réduire et contrôler les facteurs mettant en danger la migration incluent le développement de la sensibilisation et de l'éducation (sept Parties), parmi elles la Côte d'Ivoire met l'accent sur l'information donnée aux pêcheurs à propos de la situation de détresse des lamantins. Croatie a créé un poster éducatif pour l'Année du Dauphin en 2007. Des législations révisées ou nouvelles ont été appliquées par six Parties ; elles vont de

l'élaboration des couloirs maritimes à l'imposition d'amendes. Au Kenya, les gardes de sécurité patrouillent à présent les côtes. Plusieurs Parties ont désigné de nouveaux espaces protégés, parmi elles le Maroc a créé une zone de non-pêche. La Nouvelle-Zélande a imposé des prélèvements à l'industrie de la pêche pour les services de conservation, afin d'encourager la participation dans la conservation. L'Australie a signalé la création en 2002 d'un grand réseau de désengagement des baleines, composé de représentants de tous les gouvernements des Etats et territoires. Il vise à promouvoir de meilleures pratiques de dégagement et de répondre par le biais d'un réseau de communications et d'information partagée à niveau national. Le réseau vise également à identifier les mesures à prendre pour réduire les accidents d'enchevêtrement de grandes baleines. Le Gouvernement australien aide le réseau par le financement d'un atelier annuel et en organisant la participation d'experts locaux et internationaux.

L'Australie utilise des échosondeurs acoustiques pour empêcher les dauphins d'être capturés dans des filets maillants. Toutefois, le Royaume-Uni a trouvé ces échosondeurs pas satisfaisants et teste maintenant d'autres plus puissants, ainsi que l'usage de différents filets pour réduire les prises accidentelles. Le Costa Rica utilise des hameçons de pêche circulaires, tandis que le Pérou surveille les marchés pour la vente illégale de dauphins. L'Australie a noté que, en tant que Partie au Protocole de Kyoto, elle travaille à réduire les changements climatiques.

En Australie et au Portugal, les actions en cours et celles qui ont été couronnées de succès incluent l'élaboration de directives sur l'observation des mammifères marins. Les prises accidentelles sont maintenant signalées et ont été réduites dans trois Parties. La Nouvelle-Zélande signale que les prélèvements représentent une aide pour la recherche, et le Portugal peut maintenant assurer que la production de thon respecte les dauphins. Au Maroc, les phoques moine (*Monachus monachus*) bénéficient de la désignation de zones avec moins de navires, tandis que la Côte d'Ivoire a amélioré sa connaissance des lamantins. A présent, au Kenya, les habitants s'intéressent davantage aux mammifères marins, qui attirent aussi les touristes.

Six Parties ont identifié un manque de ressources financières qui entrave les mesures de conservation. L'Angola, le Kenya et le Togo ont souligné que la pauvreté est un facteur limitant. Au Honduras, les laboratoires de recherche ont été mis en place avec l'industrie de la pêche, qui représente la plus grande menace pour les lamantins. L'Australie a souligné des difficultés dans l'application de la législation et dans le contrôle de sa grande zone économique exclusive. L'Ile Maurice, en tant que petite île, est limitée par le développement côtier continu, tandis qu'au Maroc il n'y a pas de compétence juridique pour protéger les phoques moines. En ce qui concerne les besoins d'aide, la réponse la plus courante a été l'aide financière (14 Parties), pour des mesures telles que les recensements de la population annuelle (Honduras) et la création d'équipes de surveillance (Côte d'Ivoire). Le besoin continu de coopération internationale est rappelé par quatre parties. De l'aide est également nécessaire pour la formation, le matériel et les ressources humaines.

TORTUES MARINES

Trente-deux Parties (59%) ont décidé que la capture de tortues marines est interdite par la loi. La législation comprend la loi de ressources biologiques aquatiques en Angola, le plan de zonage du parc marin de la Barrière de corail, qui protège les six espèces de tortues présentes en Australie et une interdiction totale des captures qui est en vigueur dans un parc en République du Congo. Les exceptions ont été accordées par sept Parties, afin d'éviter les dommages pour la santé publique et la sécurité, ainsi que pour des objectifs d'éducation ou de recherche en Croatie et en Italie. Les tortues ou de leurs œufs peuvent être pris à des fins scientifiques au Pérou et en France, et les œufs de tortues olivâtres (*Lepidochelys olivacea*)

peuvent être extraits, selon deux décrets, au Costa Rica. Les populations autochtones en Australie ont accès aux œufs et les captures d'animaux vivants peuvent être autorisées au Chili.

Les prises accidentelles représentent le plus grand obstacle à la migration (28 parties), avec la pollution comme celle des filets et de l'ingestion de débris marins, a également signalé comme un obstacle majeur (19 parties). La Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo et le Pérou ont noté que le braconnage est un problème. Diverses autres obstacles ont été mentionnés, y compris les collisions avec les navires (Italie, Slovénie), les blessures par les hélices des moteurs (l'Uruguay), le tourisme (le Honduras), les engins de pêche illégale (Italie, Kenya) et sur la circulation incontrôlée dans les plages de nidification (la République démocratique du Congo, le Honduras). Le Togo souligné la question de l'extraction du sable et du gravier dans les plages de nidification, tandis que la France et l'Inde ont signalé que les activités sismiques et électromagnétiques dans les sites d'exploration pétrolière étaient des obstacles à la migration.

L'éducation et/ou la sensibilisation sont les actions principalement entreprises pour vaincre ces obstacles (14 Parties). Cinq Parties sont en train de former des pêcheurs et des observateurs à bord des bateaux afin de réduire les prises accidentelles, parmi elles l'Italie promeut l'usage d'appâts artificiels. Cinq parties sont en train d'appliquer des législations nouvelles ou révisées. Le Honduras, l'Italie et le Pakistan utilisent des dispositifs de rejet des tortues (TEDS). Des travaux sur les hameçons des pêcheurs afin de rejeter les prises accidentelles sont en cours au Chili, au Portugal et en Espagne, tandis que la Nouvelle-Zélande distribue des hameçons, et que la France utilise des hameçons circulaires. Quatre Parties ont développé des meilleurs filets et des mécanismes de désengagement, tandis que le Honduras a établi des saisons de fermeture de la pêche. La Slovénie a produit un guide de manipulation des tortues à l'usage des pêcheurs. Les règlements sur les débris marins et les programmes de nettoyage sont appliqués par quatre Parties. La France surveille la pollution par les métaux lourds, les pesticides et les hydrocarbures. La recherche en Argentine a trouvé des polluants organochlorés et des bi-phényles polychlorés (PCB) dans les tissus des tortues vertes (*Chelonia mydas*). Au Kenya il y a des patrouilles de plage et de la même façon le Costa Rica travaille avec la police sur les sites de nidification. L'Italie et la Nouvelle-Zélande ont des directives de réhabilitation et de secours, et le Panama a mis en place des centres de sauvetage. La France et l'Inde sont en train d'étudier comment la prospection pétrolière en mer peut affecter les routes de migration, et le Pérou surveille les populations de tortues au niveau génétique. L'Australie d'assurer un usage durable aux communautés autochtone, tandis que le Panama est maintenant payer des gens habitués à vendre de la viande de tortue pour protéger les tortues. L'Espagne est en train de réintroduire la Tortue caouanne (*Caretta caretta*) aux îles Canaries.

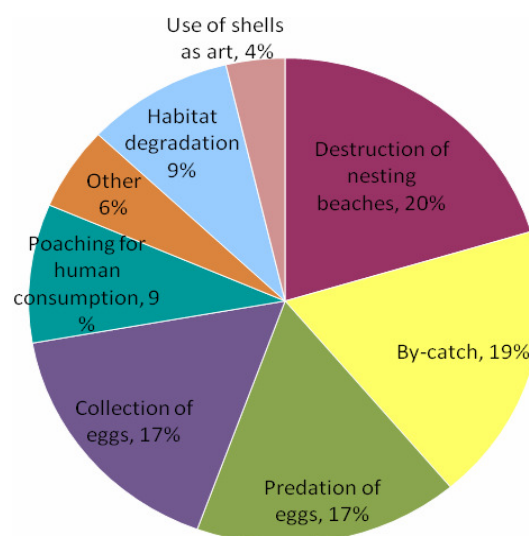


Figure 4: Percentage of Parties reporting major threats to marine turtles

Les actions en cours et celles qui ont été menés avec succès incluent la sensibilisation (sept Parties), la protection des sites de nidification (Chypre, Honduras, Panama) et établissant l'identification des sites (la Guinée, le Tchad, le Togo). Le Chili et la Slovénie libèrent actuellement davantage de tortues prises dans des filets et la Nouvelle-Zélande fait remarquer que les tentatives de réhabilitation sont fréquemment couronnées de succès. Le Costa Rica a

réduit les prises accidentelles de 60-70%. La République démocratique du Congo possède des plages plus propres et où seulement les visites organisées sont acceptées. Un nouveau centre pour visiteurs a été mis en place au Honduras et un village des tortues a été créé au Togo. Aussi bien le Togo que le Kenya reçoit maintenant plus de signalisations de tortues épuisées ou tuées. Des réseaux dédiés à la conservation de tortue ont été établis en Argentine, Panama et Uruguay. L'Argentine a également ébauché des plans de conservation et de gestion fondés sur les informations scientifiques collectées. La France a indiqué que les navires de prospection pétrolière sismique et/ou électromagnétique n'avaient observé aucune tortue et seulement de faibles niveaux de pollution ont été enregistrés sur les plages de nidification. Quinze Parties ont déclaré que l'aide financière était nécessaire pour surmonter les obstacles à la migration. L'assistance technique, la formation, l'équipement et l'aide d'experts sont également nécessaires. La France a besoin de soutien pour rendre obligatoires les dispositifs d'exclusion et pour une gestion transfrontalière efficace. Le Panama souhaite également imposer l'usage de TEDS et, comme le Honduras, a besoin de plus d'inspections de bateaux. Le Kenya a demandé de l'aide en matière de lobbying afin de réduire ou d'interdire l'usage de sacs en plastique. Le Pérou a besoin d'aide pour l'étude de la génétique, la toxicologie et l'irradiation et pour la recherche sur les nouvelles technologies comme la télémetrie. La construction d'une piscine dans le village des tortues et le soutien apporté aux pêcheurs pour la réparation des filets endommagés par les tortues sont nécessaires au Togo.

Les principales pressions exercées sur les tortues marines sont la destruction des plages de nidification (11 Parties), les prises accidentelles (dix Parties), la prédation des œufs (neuf parties) et la collecte des œufs (neuf parties), comme l'illustre la figure 4.

L'Angola, le Honduras, le Kenya, le Panama et la République du Congo ont souligné le braconnage pour la consommation d'œufs et de viande, et les carapaces de tortues qui sont utilisés pour l'art au Honduras et au Panama. En Australie, les populations autochtones prennent des tortues. Les chiens errants mangent les œufs et les tortues en Angola et en France, tandis qu'en Australie les rats et les porcs sauvages consomment des œufs ; les porcs causent également des dégradations de l'habitat, sont en concurrence avec d'autres animaux et transmettent des maladies. La dégradation de l'habitat par l'homme ou le développement du tourisme représentent une importante pression dans cinq pays. Au Togo, l'extraction de sable et de gravier est en train de détruire les plages de nidification, tandis que l'activité humaine perturbe les sites de nidification actuels et potentiels en Italie. Le Chili s'est dit préoccupé par l'enchevêtrement des tortues dans des filets de pêche.

L'amélioration de la sensibilisation est la principale action menée pour prévenir, réduire et maîtriser les facteurs de mise en danger selon 13 Parties. Huit Parties sont entreprennent des actions de surveillance, tandis que trois Parties ont développé une nouvelle législation ou ont renforcé l'anciennes, y compris en Australie, où les six espèces de tortues sont désormais protégées. L'Argentine, l'Australie et le Pérou ont développé des relations avec les pêcheries afin de réduire leur impact sur les tortues. En Australie, au Honduras et en Inde, l'usage de TEDS est obligatoire. Des cages sont placées autour des œufs enterrés à Chypre. La Croatie est en train de récolter des échantillons d'animaux échoués et d'identifier les sites critiques pendant l'hiver, tandis qu'à l'Ile Maurice des habitats sont restaurés. Le Honduras a indiqué avoir mis en place une saison de fermeture de la vente d'œufs, et le Costa Rica interdit désormais l'extraction des œufs. En France, la police protège les plages, qui sont examinés tous les 15 jours, et les engins de pêche qui réduisent les prises accessoires sont promus. L'Australie fait des recherches sur l'effet de la température sur les œufs, rédige un code de conduite pour les touristes, implique les populations autochtones dans la conservation, réduit les risques posés par les filets de contrôle des requins, supprime les populations de porcs et de chiens sauvages. Le Pérou contrôle également les cas de prédation par des chiens.

La sensibilisation a été signalée par six Parties comme faisant partie des actions en cours et/ou réussies. L'intervention dans le braconnage a été couronnée de succès en Côte d'Ivoire et en France, alors que la chasse des tortues femelles a diminué de 10-30% dans la République du Congo. Le Chili a identifié un crochet qui réduit les prises accidentelles et deux importants sites d'alimentation ont été identifiés en Argentine, où la communauté locale s'est impliquée. Des lois plus sévères ont été élaborées au Togo, et les Pays-Bas ont dénoncé aux autorités l'exploitation minière illégale du sable à l'attention des autorités tout en augmentant les patrouilles. L'Uruguay a désigné les zones marines et réduit le commerce illégal de carapaces de tortues et de la viande.

Les facteurs limitant les actions sont identifiés comme le manque de moyens financiers (11 parties), de la pauvreté (l'Angola, le Kenya), le manque de formation, le manque de personnel, l'insuffisance des équipements techniques et le manque de matériel. L'Argentine indique que les limites de ses finances entravent la conclusion d'accords avec les pêcheries et la coordination entre les États. En Italie et au Honduras, il y a peu de liens entre la communauté locale et les parties prenantes. Un cadre juridique faible existe en Guinée et le Pérou souffre de lacunes juridiques. La République du Congo a signalé l'insuffisance de la surveillance des plages de nidification et la faible sensibilisation du public pour des raisons économiques. La politique des plages est également limitée en France, tandis qu'au Pakistan elles sont dans les zones reculées.

L'aide financière est demandée par 15 Parties. La nécessité d'une aide technique, de formation, d'équipement, d'échange de connaissances et de coordination internationale est également signalée. Argentine demande l'assistance d'autres pays afin de trouver une solution pour les hameçons et réduire ainsi les prises accidentelles. La France demande aussi la coopération des pays voisins dans la prévention de la pêche illégale, pour accroître les espaces protégés et pour réhabiliter les plages. Le Kenya et le Honduras demandent fonds destinés à fournir des moyens de subsistance alternatifs aux pêcheurs. Le Pérou a mentionné un besoin d'aide pour des réformes juridiques et le Togo a besoin de soutien pour organiser des réunions sur la conservation de la tortue adressées aux politiciens.

MAMMIFERES TERRESTRES (AUTRES QUE LES CHAUVES-SOURIS)

Dix-huit Parties ont indiqué que la capture de mammifères terrestres (autres que les chauves-souris) est interdite par la législation nationale. Quatre Parties ont noté des exceptions à ce projet de loi pour des raisons scientifiques et aussi le Chili autorise à prendre le contrôle des dommages à la propriété ou si les individus ont besoin d'être élevés en captivité. En Bolivie, les communautés locales sont chargées d'un plan national de conservation de la vigogne (*Vicugna vicugna*) et elles sont les seules autorisées à s'occuper de cette espèce.

Le principal obstacle à la migration

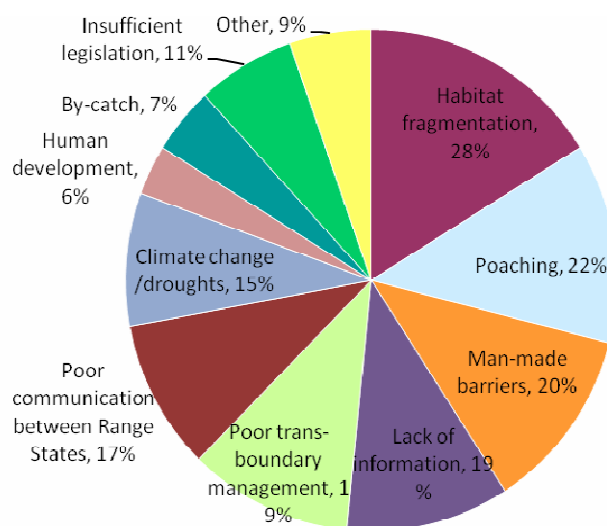


Figure 5: Percentage of Parties reporting on obstacles to migration for terrestrial mammals

évoqué est la fragmentation de l'habitat (15 parties), avec le braconnage, les barrières construites par l'Homme, le manque d'information et de gestion transfrontalière. Chacun de ces problèmes a été signalé par plus de dix parties. L'Argentine a signalé un manque de grands espaces de migration entre les pays de l'Amérique du Sud et d'un manque de connaissances sur les voies de migration.

Trois parties ont déclaré que le développement humain constitue une entrave à la migration, en relation avec l'occupation humaine de corridors migratoires au Burkina Faso et l'exploitation forestière en République du Congo. Un certain nombre de Parties ont également signalé les prises accidentelles, l'insuffisance de la législation, le manque de communication entre les Etats de l'aire de répartition, le changement climatique et la sécheresse constituent des obstacles, comme l'illustre la **Figure 5**

Figure 5 : Obstacles à la migration des mammifères terrestres signalés par les parties, divisés en pourcentages.

Fragmentation de l'habitat : 28%

Braconnage : 22%

Barrières d'origine humaine 20%

Manque d'information 19%

Manque de communication entre les Etats de l'aire de répartition 17%

Changement climatique 15%

Législation insuffisante 11%

Manque de gestion des zones transfrontalières 9%

Autres 9%

Prises accidentelles 7%

Développement humain 6%

.

Parmi les actions entreprises pour vaincre ces obstacles, on retrouve la sensibilisation sur les voies de migration (sept Parties). Des études sur la taille des populations et des surveillances des migrations sont menées par cinq Parties. L'Argentine, La Côte d'Ivoire et la République du Congo travaillent avec d'autres pays pour établir des parcs transfrontaliers et garantir les corridors de migration liés aux parcs nationaux. La Mongolie a alloué un budget pour l'application de la loi, publie des peines pour les braconniers et, avec le Tchad et la République du Congo, a augmenté la surveillance du braconnage. Le Kenya loue des terres surtout pour permettre la migration vers les sites d'alimentation et de reproduction. Le Pakistan est devenu un partenaire de conservation dans la Stratégie de Survie du Léopard des Neiges et est en train d'élaborer la carte de l'aire de répartition du léopard. Le Maroc aide à la réalisation du programme dédié aux antilopes avec la sous-région sahélo-saharienne par des transferts d'addax (*Addax nasomaculatus*) et de gazelles, et par la création de réserves nationales pour les antilopes.

Quatre Parties ont identifié la cartographie des routes de migration parmi les actions en cours et/ou réussies ; les léopards des neiges (*Uncia uncia*) sont suivis à l'aide de colliers au Pakistan, tandis que les éléphants le sont dans la République du Congo. A ce jour, le Libéria n'a réussi qu'une estimation partielle et/ou rapide des routes de la migration. La Mongolie a signalé qu'elle a sensibilisé la population à propos du braconnage et a réussi à le réduire. La Côte d'Ivoire a également réduit la chasse et la Bolivie a mis en place des accords pour prévenir le braconnage. L'Angola a noté le retour des migrants des mammifères dans son pays depuis le Botswana et le Zimbabwe, tandis que le Maroc a transféré des gazelles addax dans plusieurs parcs nationaux. L'aide financière est nécessaire pour dix Parties et plusieurs Parties ont aussi indiqué avoir besoin de matériel technique ou de formation. La Bolivie a demandé la poursuite de la diffusion d'informations sur la CMS, tandis que la République du Congo a besoin de soutien pour son programme anti-braconnage.

La majorité des Parties qui ont répondu (15 sur 21) a déclaré que la fragmentation de l'habitat était une menace majeure pour les mammifères terrestres. Après cela, les menaces les plus

graves qui ont été signalées sont le braconnage, le manque d'information, le commerce illicite et l'insuffisance de la législation. La capture de mammifères pour en faire de la viande de brousse est une menace majeure au Kenya. Les conflits armés en République démocratique du Congo représentent un problème important, tandis qu'à Monaco l'urbanisation est une menace pour les mammifères terrestres. La Mongolie et la Guinée ont identifié les changements climatiques et la désertification comme des menaces.

La sensibilisation par l'éducation et la participation a été signalé par six Parties comme une action pour réduire et / ou contrôler les facteurs de mise en danger. Le Kenya a fait observer qu'il a établi des partenariats avec les propriétaires fonciers afin de développer des activités bénéfiques pour encourager la conservation. En outre, il a mis au point des programmes d'élevage intensif pour les espèces qui sont isolées ou dont la population est assez réduite. Si une guerre éclate, la République démocratique du Congo mettra en place des mesures pour l'évacuation et la réinstallation des grands mammifères terrestres. D'autres efforts signalés surveillance, en particulier les patrouilles anti-braconnage, et la création de zones protégées et d'instruments législatifs.

L'Angola a indiqué la création de deux parcs transfrontaliers en tant qu'action en cours et/ou réussie, et la République du Congo a noté qu'il trouve les espèces plus faciles à gérer dans les espaces protégés. En Guinée, les habitants commencent à tolérer des grands mammifères dans et autour des espaces protégés. Une gestion intensive a été mise en place pour le zèbre de Grévy (*Equus grevyi*) et pour le chien sauvage africain (*Lycaon pictus*) au Kenya et, par conséquent, la sensibilisation concernant ces espèces a augmenté. La Bolivie a publié des documents sur les espèces de mammifères pour tenter de prévenir le braconnage et leur usage à des activités culturelles. Le Pakistan a constaté une augmentation du nombre de léopards des neiges, tandis que la Côte d'Ivoire réduit la chasse illégale.

Le manque de finances est le facteur limitant le plus signalé (six Parties) ; certaines Parties l'attribuent à la pauvreté (la Mongolie) et d'autres à la guerre armée (la République démocratique du Congo, le Libéria), ou à une situation politique instable (la Côte d'Ivoire, la Guinée). Le Tchad a souligné un manque de respect et de connaissance de la législation, et la République du Congo a dit que certaines autorités permettent toujours le trafic et le braconnage. Au Kenya le développement croissant du pays n'est pas compatible avec la conservation d'espèces migratrices. La Mongolie a noté la désertification comme un facteur limitant. L'assistance financière est demandée par 12 Parties, tandis que d'autres demandent de l'assistance technique, de l'équipement et de la formation sur la surveillance des mammifères, ainsi que des ressources humaines. L'Argentine a signalé qu'aucun fonds n'est alloué pour les réunions et les recherches sur le terrain avec d'autres pays, bien que ce ne soit pas une priorité absolue. La Bolivie a demandé que le CMS fournisse des renseignements qui puissent être distribués dans le pays.

CHAUVES-SOURIS

La capture de chauves-souris est interdite par la loi dans 15 pays. Bien que les chauves-souris ne soient pas actuellement protégées par la législation en Guinée, cela est en train de changer. En dehors des pays qui ont signalé que la capture est interdite par la loi, quatre Parties remarquent qu'il existe des exceptions où la capture serait permise, avant tout pour des raisons scientifiques, même si, au Chili, les chauves-souris peuvent être capturées afin de contrôler leur population, pour installer des élevages et dans le cadre d'une utilisation durable.

Les actes de vandalisme dans les grottes des chauves-souris (pour six parties) et la destruction de l'habitat (pour cinq parties) ont été les obstacles à la migration les plus fréquemment rapportés. La consommation humaine est un obstacle en Angola et en Guinée, tandis qu'au Kenya les chauves-souris sont tuées à cause d'une croyance traditionnelle selon laquelle elles

seraient des animaux maléfiques. Guinée a fait observer que les câbles électriques de haute tension représentent un problème, tandis qu'à Chypre des cris perturbent les chauves-souris. Pour surmonter ces obstacles, la Belgique, par l'intermédiaire du projet UE-LIFE "Bat action", est en train de restaurer des sites qui deviennent des aires d'hivernage pour de nombreuses chauves-souris. Six parties valorisent la sensibilisation à travers l'éducation, en particulier au Kenya, afin que les chauves-souris ne soient pas considérés comme maléfiques. La République démocratique du Congo est en train d'adopter un code forestier et le Libéria est en train de rédiger une nouvelle législation. L'aide financière est demandée par dix Parties et l'assistance technique par six Parties, parmi elles la Bolivie demande des formations spécialisées dans les chauves-souris. Guinée a besoin d'aide pour mettre à jour sa législation.

La fragmentation et la perte de l'habitat est la plus grande menace pour les chauves-souris (15 parties), tandis que le braconnage est un problème en Angola et la Côte d'Ivoire. Monaco note que presque tous les territoires des chauves-souris se trouvent dans les zones urbaines. Les actions de contrôle et de prévention de ces facteurs comprennent la sensibilisation selon sept Parties. À Monaco des consultations spécifiques sont en cours sur la façon de préserver les grottes naturelles dans les falaises et les vallées, et la Belgique est en train d'assurer suffisamment les sites d'hivernage par la création et la restauration des grottes. Le Kenya a signalé qu'elle sauvegarde actuellement des grottes dans les aires protégées, tandis que le Paraguay dispose d'un droit d'interdire la déforestation. Au Burkina Faso, la chasse a été interdite sur les sites où sont concentrées les chauves-souris. Quatre Parties ont indiqué que la sensibilisation a été couronnée de succès, et en Côte d'Ivoire cela a conduit à une réduction du braconnage. Au Paraguay, le taux de déboisement ont rapidement ralenti et des plans de reboisement sont en cours de discussion. Le Kenya a signalé que la création de zones protégées signifie que des habitats favorables aux chauves-souris ont été maintenus, et en Belgique, le projet "Bat action" est bien en cours.

Le Burkina Faso est limité par un manque de compétences pour l'identification d'espèces de chauves-souris, tandis que le Kenya souffre d'un manque de connaissances en matière de chauves-souris. Chypre soupçonne l'existence d'espaces inconnus et de grottes où vivent les chauves-souris. Au Paraguay, la prise de conscience est insuffisante et les marchés noirs représentent un problème. Les besoins le plus fréquemment signalés concernent l'aide financière (sept Parties), en particulier pour l'établissement d'un inventaire des chauves-souris en Côte d'Ivoire. Plusieurs Parties ont également besoin d'assistance technique ou d'équipement.

AUTRES TAXONS

Dix-huit Parties ont signalé que d'autres taxons inscrits à l'Annexe I sont de la responsabilité d'un ministère / organisme, dont la plupart sont concernés par l'environnement, l'agriculture ou la pêche. Sur les 18, 13 Parties ont déclaré que la capture d'autres taxons est interdite par la législation. Nouvelle-Zélande a déclaré que les requins pèlerins (*Cetorhinus maximus*) sont interdits comme espèce cible mais, en vertu de la réglementation de la pêche commerciale, ils peuvent être pris en tant que prises accidentelles. Au Royaume-Uni, les grands requins blancs (*Carcharodon carcharias*) ne sont pas protégés par aucune législation. Des exceptions à l'interdiction légale de les capturer sont admises en Croatie, afin de protéger les espèces indigènes, afin de contrôler des dommages et pour des raisons de santé et de sécurité. En Nouvelle-Zélande, la capture de requins en tant que prises accidentelles ne constitue pas une infraction tant qu'elle est signalée rapidement et avec précision. Des exceptions sont permises en Bolivie, et sont approuvées pour des raisons d'exploitation durable, tandis qu'en Guinée les exceptions sont autorisées pour des raisons scientifiques.

Des obstacles à la migration pour d'autres taxons sont le manque de législation (pour sept Parties), les débris marins en particulier les filets fantômes (l'Australie), les événements climatiques (le Tchad), la dégradation des aliments végétaux et de leurs habitats (la Guinée), la pêche (le Chili) et le manque de connaissances (Le Kenya et la Bolivie). En Allemagne, les esturgeons sont pêchés en tant que prises accidentelles dans les engins de pêche, et sont touchés par des barrages hydroélectriques de la et par la correction des rivières. Pour surmonter ces obstacles, l'Allemagne est en train de créer des couloirs à poissons et a lancé une campagne pour encourager la pêche et à réduire au minimum par rapport prises accidentelles. L'Australie met en œuvre des programmes de nettoyage et des enquêtes sur les sources de débris. D'autres Parties mènent des recherches sur le comportement et les niveaux des populations, tout en élaborant des lois et initiatives en matière d'éducation. Certaines de ces actions ont été couronnées de succès, avec des résultats comme l'inscription de certaines espèces de requins par la CITES, la surveillance des reptiles et des grands mammifères marins (Kenya), et la réintroduction de l'Esturgeon d'Europe (*Acipenser sturio*) en Allemagne. Les besoins d'assistance spécifique incluent des bateaux d'observation (le Costa Rica), du personnel spécialisé afin de mettre à jour le cadre juridique (la Guinée), le soutien au développement d'une base de données des espèces (la République démocratique du Congo) et le soutien à la surveillance des systèmes marins en difficulté et des espèces qui y vivent (le Kenya).

Quatre Parties ont signalé les prises accidentelles et la pêche incontrôlée comme principales menaces subies par d'autres taxons. Cela inclut les menaces envers l'Esturgeon d'Europe en Allemagne, et envers un nombre inconnu de requins en Nouvelle-Zélande. La République démocratique du Congo signale l'activité minière et l'exploitation forestière comme des menaces, tandis que l'Inde mentionne le changement climatique et la détérioration de l'habitat. Les actions visant à réduire et/ou à contrôler ces menaces incluent l'introduction de nouvelles législations. Par exemple, les grands requins blancs sont à présent totalement protégés et l'interdiction de certains filets protège les dauphins de Maui (*Cephalorhynchus hectori Maui*), le Requin pèlerin et le Grand Requin blanc. En Norvège, les prises accidentelles sont remises en liberté et en Allemagne aussi, où une coopération étroite avec les pêcheurs signifie que les prises accidentelles sont signalées. D'autres Parties ont procédé à la formation et à l'éducation, parmi elles le Kenya supervise les communautés villageoises. Au Costa Rica, le règlement de la pêche exige que l'ensemble de requin soit débarqué, et pas seulement une partie de celui-ci, afin de minimiser la détresse. L'absence de législation et de contrôle menant à l'exploitation des espèces ont été identifiées comme facteurs limitant les actions par le Tchad et le Costa Rica. En République démocratique du Congo un manque de moyens de subsistance alternatifs à l'exploitation forestière et minière entrave les mesures de conservation. En Allemagne, des couloirs à poissons disparus ou inadaptés et la rétention d'eau en raison de barrages modifient les sites historiques de frai des esturgeons et les sites de reproduction. L'assistance requise par l'Allemagne porte sur l'amélioration de l'écologie du fleuve et de la coopération internationale sur les conventions de protection de la rivière. D'autres Parties ont demandé des finances, de matériel ou du soutien juridique.

NOUVELLES ESPECES POTENTIELLEMENT INSCRIPTIBLES

ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE I

Dix-sept des 54 Parties qui ont soumis des rapports (31%) ont indiqué qu'elles étaient des Etats de l'aire de répartition de 34 espèces migratrices qui ont un état de conservation défavorable, mais ne sont pas actuellement inscrites à l'Annexe I, avec 11 espèces déjà inscrites à l'Annexe II. Seul le nœud rouge (*Calidris canutus rufa*), proposé par le Panama, est déjà inscrit à l'Annexe I. Les détails de ces espèces sont fournis dans le tableau 3, y compris

les mesures prises pour proposer l'inscription et l'assistance nécessaires. L'Australie, la Guinée et le Pérou n'ont pas défini les espèces à inscrire, même si elles ont déclaré qu'elles avaient l'intention de proposer des espèces pour l'inscription dans un court délai. De même, le Libéria a noté qu'une évaluation des espèces à inscrire commencera bientôt.

Cinq Parties ont fourni des informations indiquant qu'elles ont pris des mesures pour proposer l'inscription à l'Annexe I de quatre espèces au total, parmi ces Parties, l'Italie, le Pérou et le Togo prévoient de porter leurs propositions à la CdP9. Plusieurs Parties ont indiqué qu'elles auraient besoin d'aide pour ouvrir la liste des espèces, y compris le soutien d'autres Etats de l'aire de répartition (l'Angola, la Bolivie, le Pérou, le Togo), la collecte de plus amples renseignements sur nombre d'espèces (la Bolivie, le Honduras), déterminer les causes de la diminution des populations (le Panama), et l'aide financière (le Costa Rica, la Guinée, le Libéria, le Panama). Cependant la Guinée et le Libéria ne proposent pas toutes les espèces qui doivent être inscrites.

ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE II

Dix-sept des 54 Parties ont inscrit leurs pays comme **Etats de l'aires de répartition des espèces qui ont un état de conservation défavorable, mais ne sont pas actuellement inscrites à l'Annexe II** et pourraient bénéficier de la conclusion d'un accord pour leur conservation. Les détails des 47 espèces que les 17 Parties pensent devoir inscrire à l'Annexe II sont indiqués dans le **Tableau 4**, bien que six soient déjà inscrites à l'Annexe II, ainsi que les mesures prises pour proposer l'inscription et l'assistance nécessaires .

Le Libéria et le Panama procèdent actuellement à des évaluations afin de déterminer quelles espèces devraient être proposées pour inscription à l'Annexe II, tandis que l'Angola et le Costa Rica n'ont pas précisé les espèces qu'ils proposent pour l'inscription. La France a noté leur confusion lorsqu'il s'agit de déterminer quelles espèces de passereaux sont déjà inscrites en raison de l'évolution de la taxonomie, et a indiqué que de nombreux passereaux en Europe de l'Ouest sont dans un mauvais état de conservation. Honduras a signalé qu'il existe d'importantes zones de forêt de pins en Amérique du Sud, qui est l'habitat de la Paruline à joues (*Dendroica chrysoparia*), menacée d'extinction selon l'UICN. La Hongrie a relevé trois espèces d'oiseaux qui doivent être répertoriés, car ils sont davantage en danger en raison de l'augmentation de la chasse dans le sud-est de l'Europe. En Pologne, la population du phoque annelé de la mer Baltique (*Pusa hispida*) est proposée pour l'inscription en raison de la menace du changement climatique.

Six Parties parmi celles qui proposent des ajouts spécifiques à l'Annexe II ont indiqué qu'elles allaient prendre des mesures pour proposer l'inscription des dix espèces ensemble. La Hongrie prévoit de proposer ses grilles à la prochaine réunion du Conseil scientifique de la CMS, et l'Angola est en informant le Conseil scientifique et le Secrétariat. Les Parties qui ne proposent pas de nouvelles espèces à la liste incluent le Libéria, qui a déclaré que des travaux sérieux sur la conservation et la gestion de la faune devraient commencer dès maintenant, car le pays est passé du conflit à la récupération, et la Guinée, qui a déclaré que des propositions seront soumises dans les cinq prochaines années afin de demander un soutien juridique. Le Costa Rica et le Libéria ont également demandé de l'aide économique sous forme de soutien financier.

Nouveaux taxons proposés pour l'inscription à l'Annexe I de la CMS

Nom scientifique	Non commun (Français)	Partie	Mesures proposées pour l'inscription	Assistance demandée
AVES				
<i>Accipiter tachiro</i> *	Autour tachiro	Kenya	Non	
<i>Anas erythrorhyncha</i> *	Canard à bec rouge	Kenya	Non	
<i>Anas sparsa</i> *♦	Canard noirâtre	Kenya	Non	
<i>Anas undulate</i> *♦	Canard à bec jaune	Kenya	Non	
<i>Aquila pomarina</i>	Aigle pomarin	Allemagne		
<i>Calidris canutus rufa</i> ^	Bécasseau maubèche	Panama	Non	Aide financière
<i>Colaptes rupicola</i> *	Pic des rochers	Bolivie	Non	
<i>Coracias garrulus</i> ♦	Rollier d'Europe	France, Italie		
<i>Crex crex</i> ♦	Râle des genêts	Danemark, France, Allemagne, Slovénie	Non	Information sur cette espèce, expériences dans les pays, aire de répartition, interaction entre plusieurs pays
<i>Falco vespertinus</i> ♦	Faucon kobez	Italie		
<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	Danemark		
<i>Milvus milvus</i>	Milan royal	France, Danemark		
<i>Neophron percnopterus</i> #	Vautour percnoptère	France Italie	Oui : l'Italie prépare une proposition d'amendement à l'Annexe 1 pour être discutée pendant la CDP9	
<i>Numenius americanus</i>	Courlis à long bec	Panama	Non	Aide financière pour enquêter sur les causes du déclin
<i>Pluvialis dominica</i>	Pluvier bronzé	Panama	Non	Aide financière pour enquêter sur les causes du déclin
<i>Recurvirostra americana</i>	Avocette d'Amérique	Panama	Non	Aide financière pour enquêter sur les causes du déclin
<i>Rynchops flavirostris</i> *♦	Bec-en-ciseaux	Kenya	Non	
	Oiseaux de l'Hémisphère Nord	Costa Rica	Oui : Législation pour la protection des écosystèmes et des espèces	Aide économique destinée aux ressources humaines et à l'équipement.
MAMMALIA				
<i>Inia boliviensis</i> *	Dauphin d'eau douce	Bolivie	Non	Information sur cette espèce, expériences dans les pays, aire de répartition, interaction entre plusieurs pays
<i>Inia geoffrensis</i> *	Dauphin d'Amazonie	Bolivie	Non	Information sur cette espèce, expériences dans les pays, aire de répartition, interaction entre plusieurs pays
<i>Loxodonta africana</i> ♦	Eléphant d'Afrique	Togo	Oui : soumission d'un plan de proposition pour l'inclusion dans l'Annexe I lors de la prochaine	Support d'autres Parties contractantes pour soutenir la proposition du Togo

Nom scientifique	Non commun (Français)	Partie	Mesures proposées pour l'inscription	Assistance demandée
<i>Phocoena phocoena</i> ♦	Marsouin commun (population de la mer Baltique)	Allemagne		
<i>Puma concolor</i>	Puma	Bolivie	Non	Information sur cette espèce, expériences dans les pays, aire de répartition, interaction entre plusieurs pays
<i>Sousa teuszii</i> *♦ #	Dauphin à bosse de l'Atlantique	Angola		Mobilisation des Parties dans l'aire de l'espèce
<i>Stenella clymene</i> *♦	Dauphin de Clymène	Angola		Mobilisation des Parties dans l'aire de l'espèce
<i>Trichechus senegalensis</i> ♦ #	Lamantin ouest africain	Togo	Oui : soumission d'un plan de proposition pour l'inclusion dans l'Annexe I lors de la prochaine CDP	Support d'autres Parties contractantes pour soutenir la proposition du Togo
PISCES				
<i>Alopias superciliosus</i> *	Requin-renard à gros	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Carcharhinus longimanus</i> *	Requin longimane	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Carcharhinus obscurus</i> *	Requin sombre	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Epinephelus itajara</i>	Mérou géant	Honduras	Non	Etudes visant à déterminer le nombre de populations
<i>Galeorhinus galeus</i> *	Requin-hâ	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Isurus oxyrinchus</i> *	Requin mako	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Lamna nasus</i> *	Requin-taupe	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Odontaspis ferox</i> *	Requin féroce	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Squalus acanthias</i> *	Aiguillat commun	Nouvelle-Zélande	Non	

* Espèces proposées pour inscription aux Annexes I et II

^ Espèces déjà inscrites à l'Annexe I

♦ Espèces déjà inscrites à l'annexe II

Espèces officiellement proposées pour inscription à la CdP9

Tableau 4 : nouveaux taxons proposés pour l'inscription à l'Annexe II de la CMS

Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie	Mesures proposées pour l'inscription	Assistance demandée
AVES				
<i>Accipiter tachiro</i> *♦	Autour tachiro	Kenya	Oui : discussions commencées pour développer des propositions d'inscription.	
<i>Aegolius funereus</i>	Chouette de Tengmalm	Pologne	Non	
<i>Alauda arvensis</i>	Alouette des champs	Hongrie	Oui : le conseiller scientifique prévoit de proposer l'inscription lors de la prochaine	
<i>Anas erythrorhyncha</i> *♦	Canard à bec rouge	Kenya	Oui : discussions commencées pour développer des propositions d'inscription.	
<i>Anas sparsa</i> *♦	Canard noirâtre	Kenya	Oui : discussions commencées pour développer des propositions d'inscription.	
<i>Anas undulate</i> *♦	Canard à bec jaune	Kenya	Oui : discussions commencées pour développer des propositions d'inscription.	
<i>Anthus campestris</i>	Pipit rousseline	Slovénie	Non	
<i>Anthus pratensis</i>	Pipit farlouse	Hongrie	Oui : le conseiller scientifique prévoit de proposer l'inscription lors de la prochaine	
<i>Asio flammeus</i>	Hibou des marais	Allemagne Pologne	Non : listes rouges en cours de révision	Besoin de coordination au niveau de l'UE avant une nouvelle inscription, pourrait intéresser la CMS
<i>Chlidonias hybridus</i>	Guifette moustac	Italie	Non	
<i>Colaptes rupicola</i> *	Pic des rochers	Bolivie	Non	
<i>Dendroica chrysoparia</i>	Paruline à dos noir	Honduras	Non	Promotion de la participation à la CMS auprès d'autres pays de la région afin d'établir des accords ou des protocoles d'accord pour la
<i>Emberiza hortulana</i>	Bruant hortolan	Italie, Slovénie	Non	
<i>Glaucidium passerinum</i>	Chevêchette d'Europe	Pologne	Non	
<i>Lanius minor</i>	Pie-grièche à poitrine rose	France, Slovénie	Non	
<i>Lanius spp.</i>	Laniidés	Italie	Non	
<i>Lullula arborea</i>	Alouette lulu	Hongrie	Oui : le conseiller scientifique prévoit de proposer l'inscription lors de la prochaine séance du conseil scientifique de la CMS	
<i>Melanocorypha calandra</i>	Alouette calandre	Hongrie	Oui : le conseiller scientifique prévoit de proposer l'inscription lors de la prochaine séance du conseil scientifique de la CMS	
<i>Numenius arquata</i>	Courlis cendré	Slovénie	Non	

Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie	Mesures proposées pour l'inscription	Assistance demandée
Passeriformes (unspecified)	Passériformes (non spécifié)	Allemagne	Non : listes rouges en cours de révision	Besoin de coordination au niveau de l'UE avant une nouvelle inscription, pourrait intéresser la
<i>Rynchops flavirostris</i> *♦	Bec-en-ciseaux d'Afrique	Kenya	Oui : discussions commencées pour développer des propositions d'inscription.	
<i>Strix nebulosa</i>	Chouette lapone	Pologne	Non	
<i>Strix uralensis</i>	Chouette de l'Oural	Pologne	Non	
MAMMALIA				
<i>Capra</i> spp.	Chèvres	Mongolie	Non	Financement
<i>Inia boliviensis</i> *	Dauphin d'eau douce	Bolivie	Non	
<i>Inia geoffrensis</i> *	Dauphin d'Amazonie	Bolivie	Non	
<i>Myotis punicus</i>	Murin du Maghreb	Italie	Non	Simplification des processus administratifs par le Secrétariat d' EUROBATS
<i>Ovis ammon</i>	Argali	Mongolie	Non	Financement
<i>Phoca hispida</i>	Phoque annelé	Pologne	Non	
<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Pipistrelle commune	Italie	Non	Simplification des processus administratifs par le Secrétariat d' EUROBATS
<i>Pipistrellus pygmaeus</i>	Pipistrelle soprano	Italie	Non	Simplification des processus administratifs par le Secrétariat d' EUROBATS
<i>Plecotus macrobullaris</i>	Oreillard gris	Italie	Non	Simplification des processus administratifs par le Secrétariat d' EUROBATS
<i>Plecotus sardus</i>	Oreillard de Sardaigne	Italie	Non	Simplification des processus administratifs par le Secrétariat d' EUROBATS
<i>Puma concolor</i>	Puma	Bolivie	Non	
<i>Rangifer tarandus</i>	Renne	Mongolie	Non	Financement
<i>Sousa teuszii</i> *♦	Dauphin à bosse de l'Atlantique	Sénégal	Oui	Etudes scientifiques
<i>Stenella clymene</i>	Dauphin Clymène	Angola	Oui : information donnée au conseil scientifique et au secrétariat	Compréhension de l'aire de répartition au niveau national
PISCES				
<i>Alopias superciliosus</i> *	Requin-renard à gros yeux	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Carcharhinus longimanus</i> *	Requin longimane	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Carcharhinus obscurus</i> *	Requin sombre	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Galeorhinus galeus</i> *	Requin-hâ	Nouvelle-Zélande	Non	

Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie	Mesures proposées pour l'inscription	Assistance demandée
<i>Isurus oxyrinchus</i> *#	Requin mako	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Lamna nasus</i> *#	Requin-taupe	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Odontaspis ferox</i> *	Requin féroce	Nouvelle-Zélande	Non	
<i>Squalus acanthias</i> *#	Aiguillat commun	Nouvelle-Zélande	Non	

* Espèces proposes pour inscription aux annexes I et II

♦ Espèces déjà inscrites à l'annexe II

Espèces officiellement proposes pour inscription à la CdP9

DEVELOPPEMENT DE NOUVEAUX ACCORDS

La contribution des accords et des memoranda pour la compréhension est essentielle pour identifier les cibles du Plan stratégique de la CMS et mettre d'accord les Parties pour la conservation et la gestion des espèces migratrices. Dix nouveaux accords ont été développés par la CMS depuis 2005, ainsi qu'un accord qui devrait devenir un nouvel instrument de la CMS pour les requins migrateurs. Les rapports nationaux ont demandé des informations sur le commencement, la participation et le futur développement des accords, ces informations sont résumées pour chaque groupe d'animaux et illustrées dans la **Figure 6**.

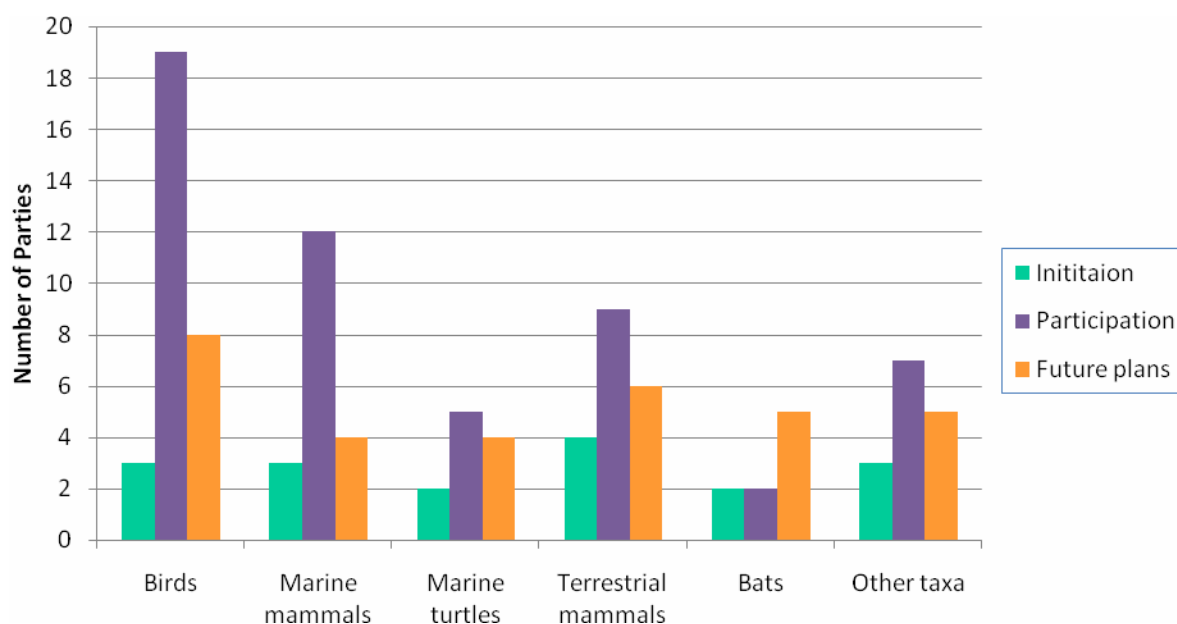


Figure 6: Nombre de Parties qui initient, participent ou planifient des accords futurs sur les principaux groupes animaux

Oiseaux Mammifères marins Tortues marines Mammifères terrestres chauves-souris autres taxons

OISEAUX

Trois Parties ont fait état de l'ouverture de nouveaux accords à la CMS concernant les oiseaux, y compris des propositions faites par le Pérou pour la conservation de la Puna ou Flamant de James (*Phoenicopiterus jamesi*) et du Flamant des Andes (*p. andinus*), ainsi que par le Royaume-Uni en ce qui concerne la conservation des oiseaux de proie et des chouettes dans les pays de la région d'Afrique-Eurasie, et de l'Uruguay pour la conservation des espèces d'oiseaux migrateurs des pâturages d'Amérique du Sud et de leurs habitats, illustré par la figure 7.

Seize Parties ont fait état de mesures en matière de participation à l'élaboration de nouveaux accords à la CMS, dont 15 ont participé dans le Mémoire d'accord sur les rapaces et les hiboux dans la région d'Afrique-Eurasie. En outre, l'Allemagne a participé au développement de la voie migratoire de l'Asie centrale (CAF), au Plan d'action pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats. L'Uruguay participe à la conservation des espèces d'oiseaux des prairies d'Amérique du Sud. Afin de lancer et / ou de participer à l'élaboration de nouveaux accords, une aide a été requise sous la forme d'une expertise du Secrétariat de l'AEWA (Allemagne), le Honduras demande de l'aide financière afin de

déterminer la population et l'état des espèces, tandis que le Libéria demande de l'assistance technique et financière.

Neuf Parties planifient le développement des accords de la CMS à l'avenir. La Bolivie et le Libéria entreprennent des études sur la diversité biologique afin d'améliorer le processus décisionnel dans l'avenir. La Guinée veut un accord sur les flamants roses des Caraïbes (*Phoenicopus ruber*), et le Pérou envisage un accord avec l'Équateur sur la conservation des Touis flamboyants (*Brotogeris pyrrhopterus*). Le Costa Rica envisage de travailler à l'avenir à la fois avec le Honduras et le Panama. Le Royaume-Uni continue avec sa proposition d'un protocole d'accord sur les rapaces migrateurs d'Afrique-Eurasie, tandis que la Pologne envisage de se joindre à l'accord sur les oiseaux d'eau migrateurs de l'Afrique-Eurasie et la Hongrie propose un protocole d'accord pour les passereaux des prairies européennes. La République démocratique du Congo planifie des accords sur les hérons, les cigognes, le balbuzard pêcheur, les faisans et perdrix, les cigognes, les rails, les œdicnèmes criards, les guépiers, et les rolliers.

MAMMIFERES MARINS

Deux Parties ont fait état des activités en relation avec l'ouverture de nouveaux accords: l'Australie et l'Inde ont initié un protocole d'accord sur le dugong et de l'Australie a également lancé un protocole d'accord afin de conserver les cétacés et leurs habitats dans les îles du Pacifique. Douze Parties ont participé à l'élaboration de nouveaux accords, y compris le Mémoire d'accord dugong (Australie, France, Pakistan), le protocole d'accord sur les cétacés du Pacifique (Australie, France, Nouvelle-Zélande) et d'un protocole d'accord afin de sauvegarder le phoque moine (Maroc, Portugal). Le Libéria, les Pays-Bas et le Portugal ont participé à la Conférence de l'Afrique occidentale sur les cétacés et leurs habitats (WATCH). Pérou travaille sur une stratégie de conservation de la Baleine à bosse (*Megaptera novaeangliae*) dans le Pacifique Sud. L'Allemagne a ratifié l'élargissement de la gamme pour ASCOBANS.

Six Parties ont noté la nécessité d'une assistance, notamment financière et technique (Libéria) et d'une aide financière pour les négociations sur les lamantins et siréniens (Monaco). Maroc nécessite un soutien pour mettre en œuvre le protocole d'accord sur le phoque moine, et le Pakistan ont besoin d'aide pour vérifier et évaluer les populations de dugong. Guinée nécessite un soutien juridique, tandis que la République démocratique du Congo a besoin de soutien pour les ateliers et les compétences de la CMS. En ce qui concerne les projets d'avenir, cinq parties sont en train de planifier des nouveaux accords. Il s'agit notamment du Costa Rica, de Chypre et du Libéria, à propos d'une entente ou d'un protocole d'accord sur les mammifères marins, qui dépendent des résultats de l'enquête, et la République démocratique du Congo sur le lamantin ouest-africain (*Trichechus senegalensis*) et sur l'hippopotame.

TORTUES MARINES

Deux Parties ont fait état d'activités pour lancer de nouveaux accords, à savoir le Kenya, qui a accepté et a achevé un protocole d'accord, et l'Australie, qui est en train de mesurer l'intérêt d'autres pays du Pacifique sur la conclusion d'un accord sur la conservation des tortues marines. La République démocratique du Congo, la Guinée, le Kenya et le Libéria ont participé dans le Mémoire d'accord sur les tortues marines en Afrique, au Libéria, bien que la mise en œuvre du protocole d'accord a été retardée jusqu'à la récente fin de la guerre civile. De même, l'Inde et du Kenya ont participé au protocole d'accord de l'IOSEA. Le Libéria et la République démocratique du Congo ont des besoins techniques, d'aide financière et logistique, et un soutien juridique est nécessaire en Guinée. De futurs accords sont prévus par quatre Parties (la République démocratique du Congo, le Costa Rica, Chypre et le Libéria), y compris la création d'un inventaire des espèces de tortues marines, les plans de

gestion pour les parcs marins, et pour la tortue caouanne (République démocratique du Congo).

MAMMIFERES TERRESTRES (AUTRES QUE LES CHAUVES-SOURIS)

Cinq Parties ont rendu compte d'activités destinées à ouvrir des nouveaux accords, y compris un accord sur les gorilles (l'Angola et la République démocratique du Congo), la négociation d'accords transfrontaliers pour le léopard des neiges, le tigre et l'éléphant (Inde) et une proposition pour l'inscription du Chien sauvage africain avec le protocole d'accord correspondant (Kenya). Le Kenya a également commencé la négociation d'accords transfrontaliers sur le Guépard (*Acinonyx jubatus*) et le Chien sauvage africain. Le Togo a lancé un mémorandum d'accord sur l'Eléphant d'Afrique. Neuf Parties ont noté leur participation à l'élaboration de nouveaux accords. L'Angola, la Belgique, la République démocratique du Congo, la France, l'Allemagne et Monaco ont participé à un nouvel accord sur les gorilles, et plusieurs de ces Parties apportent des contributions financières. Une assistance pour le développement de protocoles a été fournie par la Belgique pour les antilopes, par le Burkina Faso pour les éléphants d'Afrique, et par la Mongolie pour l'Antilope Saiga (*Saiga tatarica*). Le Libéria est en train de développer des accords avec d'autres pays sur des couloirs transfrontaliers, tandis que le Kenya propose l'inscription du Guépard. La nécessité d'une participation financière, d'assistance technique et logistique, d'expertise et de personnel scientifique est à noter. L'évolution future de nouveaux accords est prévue par six Parties, y compris les protocoles d'accord sur l'éléphant d'Afrique (la République démocratique du Congo), le Chien sauvage d'Afrique et le Guépard (le Kenya), la gazelle de Mongolie (*Procapra gutturosa*), le Chameau de Bactriane (*Camelus bactrianus*) en Mongolie le Léopard des neiges (Mongolie), L'élan, (*Taurotragus derbianus*) en Guinée et l'antilope Hippotragus en Guinée. Le Libéria et le Costa Rica continuent à développer des accords transfrontaliers.

CHAUVES-SOURIS

La Hongrie et l'Italie ont signalé des activités en relation avec l'ouverture de nouveaux accords, tandis que l'Italie mentionne l'approbation parlementaire de la loi nécessaire pour adhérer à EUROBATS. En ce qui concerne la participation à de nouveaux accords, l'Italie a signalé de nouveau son rôle dans EUROBATS, tandis que la République démocratique du Congo a noté sa participation à l'élaboration d'accords sur la Roussette des palmiers africaine (*Eidolon helvum*), le Minioptère de Schreibers (*Miniopterus schreibersi*) et le Grand Murin. La République démocratique du Congo a besoin d'aide pour financer l'équipement et pour partager des expériences. Le Costa Rica, la République démocratique du Congo et le Libéria planifient des accords à l'avenir.

AUTRES TAXONS

Trois Parties ont lancé de nouveaux accords, y compris l'Australie et la Nouvelle-Zélande sur un projet de mémorandum d'accord pour les requins migrateurs et la Croatie (non précisé). L'Allemagne et l'Australie ont participé à l'élaboration de nouveaux accords en offrant une contribution financière à des pays en ce qui concerne le projet de mémorandum d'accord sur les requins migrateurs. La Croatie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et le Royaume-Uni ont également participé à la réunion sur les requins migrateurs. La Mongolie a signalé que la participation active et l'aide financière sont nécessaires à l'ouverture de nouveaux accords. Les plans futurs pour les nouveaux accords prévoient la poursuite de l'élaboration du protocole d'accord sur les requins migrateurs (l'Allemagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande) et le développement de nouveaux protocoles basés sur des données de terrain (le Libéria).

ESPACES PROTEGES

Cinquante des 54 Parties (93%) ont indiqué que les espèces migratrices sont prises en compte lors de l'établissement et la gestion des espaces protégés. Treize Parties ont indiqué cela dans a été la déclaration de zones de protection spéciale (ZPS) en vertu de la directive de l'UE sur les oiseaux, et 11 Parties l'ont fait par l'intermédiaire de la désignation de sites au titre de la directive de l'UE Habitats/ Natura 2000. Huit parties ont indiqué qu'ils adhèrent aux directives publiées en application de la Convention de Ramsar des zones humides lors de l'établissement de zones protégées, tandis que le Paraguay utilise les critères de BirdLife. Onze Parties ont noté que les espèces migratrices sont considérées selon leurs propres critères de régions protégées ou de législation. Le Belarus a déclaré que les régions protégées sont créées si plus de 1 % de la population d'une espèce vivant en zones humides habite là ou si une espèce européenne ou mondiale se reproduit là. La loi libérienne dicte que le pays devrait être la dernière citadelle pour les espèces migratrices. Les directives propres à l'Australie incluent la protection de régions qui sont des refuges ou des habitats pour les espèces rares et/ou menacées. De la même façon, en Ile Maurice les parcs nationaux sont créés sur la base de la diversité biologique des espèces et de leur rareté. En Inde les espèces migratrices sont tenues en compte par le réseau de régions transfrontalières protégées. L'Argentine a noté que les espèces migratrices n'avaient pas été une priorité en établissant des régions protégées, à part sur un site.

Trente-cinq Parties (65%) ont identifié leurs sites les plus importants pour les espèces migratrices. Le numéro variait de un à Antigua-et-Barbuda (le Lagon de Codrington), à l'Ile Maurice (la Convention de Ramsar a déclaré l'estuaire du Rivulet Terre Rouge sanctuaire d'oiseaux) et à Panama (la baie de Panama), à près de 100 (Allemagne, Autriche, Pays-Bas). La plupart des sites sont déclarés en tant que sites ZPS, Natura 2000 ou zones protégées de Ramsar. D'autres sont gérés et protégés par des organismes publics ou par d'autres organismes spécialisés, comme la SPAMI, qui a été établie entre la France, l'Italie et Monaco dans le cadre d'un protocole de la Méditerranée du programme PNUE Plan d'action pour la Méditerranée.

Quarante-six des 49 Parties qui ont répondu (94%) ont indiqué que les zones terrestres sont couvertes par les aires protégées, et le nombre de zones protégées et de réserves naturelles dans les 17 Parties qui ont développé ce sujet a totalisé plus de 17.500. Le plus grand nombre de zones terrestres protégées ont été signalés par l'Australie (9011, couvrant 89,8 millions d'hectares) et l'Allemagne (7229). En Bolivie, les zones terrestres protégées couvrent 16% du pays, tandis que près de la moitié des espaces protégés au Maroc sont les écosystèmes forestiers.

Quarante-trois des Parties (80%) ont indiqué que les espaces protégés comprennent des zones aquatiques avec environ 100 espaces protégés signalés. Togo a noté que ses deux espaces aquatiques protégés sont des lacs artificiels. Trente-cinq Parties (90%) ont indiqué des zones marines protégées dans des réserves, avec seulement 48 des espaces signalés. L'Australie tente de faire en sorte que 50% des habitats des dugongs et de 20% des sites de nidification et d'alimentation des tortues marines soient dans des zones protégées. L'Allemagne a déclaré que dans la mer Baltique près de 20% des zones marines sont protégées et 31% des zones marines sont les sites NATURA 2000. La Nouvelle-Zélande dispose de 32 des zones marines de non-chasse, en plus de 673.564 hectares de sanctuaires de mammifères marins.

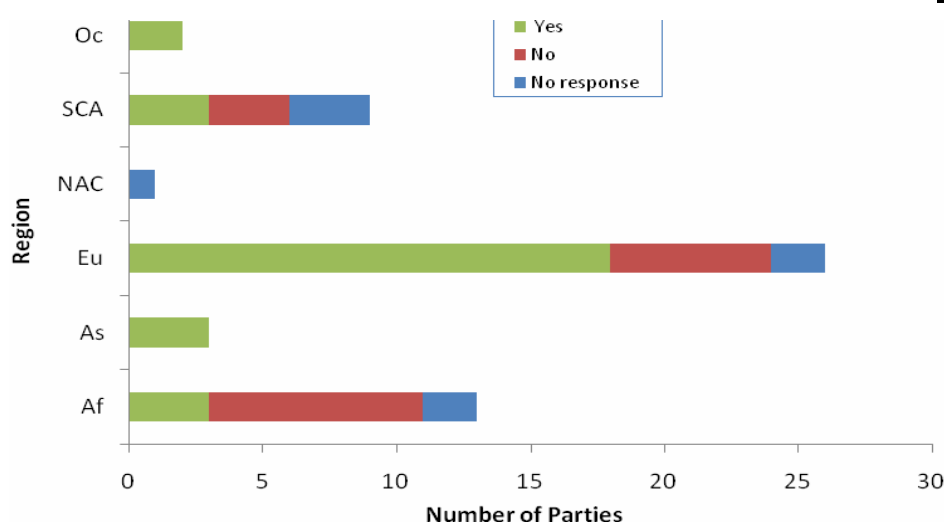
L'agence ou département responsables de l'action sur les aires protégées a été identifié par 48 Parties (89%), étant principalement les départements de l'environnement, des espaces protégés, de la nature, la pêche, l'exploitation forestière ou l'agriculture.

D'autres agences, moins habituelles incluent les départements des arts, de la culture ou du tourisme, alors que le Kenya dispose d'un Service de la faune et le ministère de l'Economie est responsable au Sénégal.

Les résultats positifs des mesures prises comprennent la désignation de nouvelles aires protégées par 15 Parties. Les plans de gestion pour les aires protégées ont été créés par les quatre Parties, et la Pologne a signalé la mise en place de plans nationaux de protection pour le marsouin, le bois tétras (*Tetrao urogallus*) et le tétras-lyre (*Tetrao tetrix*). L'Allemagne a augmenté ses populations de certains oiseaux, de chauves-souris et des phoques. Le Belarus a indiqué qu'il a protégé les plus importants sites de nidification des espèces inscrites aux Annexes I et II, et la Nouvelle-Zélande a augmenté sa diversité biologique. Les forêts ont été restaurées au Togo avec la participation de la communauté. La République du Congo et le Tchad ont maintenant formé des gens pour réaliser des comptages de la faune, le Paraguay fait également plus de surveillance. Le Costa Rica a indiqué que plus de 25% de son territoire est actuellement désigné comme espace protégé. Le Ministère en charge des espaces protégés au Togo a inclus la réhabilitation des corridors des éléphants dans son programme.

TELLEMETRIE PAR SATELLITE

Les Parties ont été invitées à rapporter leurs projets actuels et futurs concernant la télémétrie par satellite. Vingt-neuf Parties sur 54 ont fait état de rapports sur la télémétrie par satellite, des projets réalisés au cours de la période concernée par le rapport. 20 Parties établissent des rapports sur les projets en cours, dix projets achevés et trois projets en préparation. Certaines Parties ont inclus des détails sur les espèces qui ont été suivies en utilisant la télémétrie par satellite, et ceux-ci sont énumérés dans le Tableau 5. La télémétrie par satellite des projets qui ont été signalés comme prévu, en 2005, ont maintenant été effectués sur les cigognes noires (*Ciconia nigra*) et par la Lettonie sur les albatros, les tortues marines et les requins en Australie. Sur les 29 Parties ayant fait état de projets concernant la télémétrie par satellite, le plus grand nombre de Parties utilisant cette technologie est en Europe (26 parties). La plus grande proportion des Parties mise en œuvre des projets qui utilisent la télémétrie par satellite se produire en Asie et en Océanie (100%). La plus faible proportion de Parties utilisant la télémétrie par satellite est observée en Afrique (62%). Huit Parties n'ont pas répondu à la question.



Région	Oui (%)	Non (%)	Sans réponse (%)
Oc	100	-	-
SCA	33	33	33
NAC	-	-	100
Eu	69	23	8
As	100	-	-
Af	23	62	15

Oc: Océanie

SCA: Amérique centrale et du Sud

NAC: Amérique du Nord et Caraïbes

Eu: Europe

As: Asie

Af: Afrique

Figure 7: Nombre (graphique) et pourcentage (tableau) des Parties signalant des projets de télémétrie par satellite pendant la période du rapport.

Tableau 5 : Espèces ayant été l'objet d'un projet de télémétrie par satellite

Oiseaux

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie
II	<i>Aegypius monachus</i>	Vautour moine	Géorgie
I/II	<i>Anser erythropus</i>	Oie naine	Finlande
I/II	<i>Aquila clanga</i>	Aigle criard	Allemagne
II	<i>Aquila fasciata</i>	Aigle de Bonelli	Portugal
I/II	<i>Aquila heliaca</i>	Aigle Impérial	Allemagne, Hongrie
II	<i>Aquila pomarina</i>	Aigle pomarin	Allemagne, Lettonie
II	<i>Ardea purpurea</i>	Héron pourpré	Pays-Bas
II	<i>Branta leucopsis</i>	Bernache nonnette	Pays-Bas
II	<i>Casmerodius albus</i>	Grande Aigrette	Allemagne
I	<i>Ciconia boyciana</i>	Cigogne orientale	Belgique
II	<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne	Belgique Allemagne
II	<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	République Tchèque, Lettonie,
II	<i>Circus pygargus</i>	Busard cendré	Allemagne, Pays-Bas
II	<i>Falco cherrug</i>	Faucon sacre	Hongrie
II	<i>Grus grus</i>	Grue cendrée	Finlande
II	<i>Gypaetus barbatus</i>	Gypaète barbu	Géorgie
II	<i>Gyps fulvus</i>	Vautour fauve	Géorgie
	<i>Larus argentatus</i>	Goéland argenté	Pays-Bas
	<i>Larus fuscus</i>	Goéland brun	Pays-Bas
II	<i>Limosa limosa</i>	Barge à queue noire	Pays-Bas
II	<i>Milvus migrans</i>	Milan Noir	Allemagne
II	<i>Milvus milvus</i>	Milan Royal	Allemagne
I/II	<i>Otis tarda</i>	Grande Outarde	Hongrie
II	<i>Pandion haliaetus</i>	Balbusard pêcheur	Finlande, Allemagne, Royaume-Uni
II	<i>Pernis apivorus</i>	Bondrée apivore	Allemagne, Royaume-Uni
	<i>Thalassarche cauta</i>	Albatros timide	Australie
			Australie, Royaume-Uni

Mammifères marins

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie
I/II	<i>Balaenoptera borealis</i>	Rorqual boréal	Portugal
II	<i>Phoca vitulina</i>	Phoque commun	Germany
II	<i>Phocoena phocoena</i>	Marsouin commun	Germany
		Cétacés	United Kingdom

Tortues marines

Annexe I	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie
I/II	<i>Lepidochelys olivacea</i>	Tortue olivâtre	Australie, France
I/II	<i>Caretta caretta</i>	Tortue caouanne	Slovénie, Royaume-Uni
I/II	<i>Chelonia mydas</i>	Tortue verte	France, Royaume-Uni
		Tortues marines	Australie, Pays-Bas

Mammifères terrestres (autres que les chauves-souris)

Appendix	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie
	<i>Damaliscus</i>	Antilope esp.	Tchad
II	<i>Loxodonta africana</i>	Eléphant africain	Tchad

Chauves-souris (certaines ont été suivies par radio-télémétrie)

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (français)	Partie
	<i>Barbastella barbastellus</i>	Barbastelle commune	Allemagne
	<i>Myotis bechsteinii</i>	Murin de Bechstein	Allemagne
	<i>Myotis brandti</i>	Murin de Brandt	Allemagne
	<i>Myotis dasycneme</i>	Vespertilion des marais	Allemagne
	<i>Myotis daubentonii</i>	Murin de Daubenton	Allemagne
	<i>Myotis myotis</i>	Grand murin	Allemagne
	<i>Myotis nattereri</i>	Vespertilion de Natterer	Allemagne
	<i>Nyctalus leisleri</i>	Noctule de Leisler	Allemagne
	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	Pipistrelle commune	Allemagne
	<i>Plecotus auritus</i>	Oreillard commun	Allemagne
	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	Petit rhinolophe	Allemagne

Autres taxons

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (français)	Partie
	<i>Acipenser oxyrinchus</i>	Esturgeon noir d'Amérique	Allemagne
I/II	<i>Carcharodon carcharias</i>	Grand Requin blanc	Australie, Nouvelle-Zélande
I/II	<i>Cetorhinus maximus</i>	Requin pèlerin	Royaume-Uni
II	<i>Rhincodon typus</i>	Requin baleine	Australie, Royaume-Uni

Les projets futurs sont prévus par 22 Parties, dont les détails peuvent être trouvés dans le Tableau 4. La République démocratique du Congo a indiqué qu'elle envisage d'équiper toutes les aires de migration protégées avec des cartes précises, en partie grâce à la télémétrie par satellite. Dix-sept Parties ont indiqué qu'elles n'avaient pas prévu des projets impliquant la télémétrie par satellite, principalement pour des raisons financières (sept parties), des difficultés techniques, ou par manque de ressources humaines, de matériaux ou de formation dans la technologie. La République démocratique du Congo a indiqué qu'il faut la permission du Centre international des conflits et de la négociation pour équiper des sites avec le matériel technique nécessaire.

La région avec le plus grand nombre de Parties qui envisagent d'utiliser la télémétrie par satellite à l'avenir était l'Europe (dix Parties), bien que toutes les Parties de l'Océanie et l'Asie développent des projets, comme l'illustre la figure 8. L'Europe a aussi un plus grand nombre de Parties qui ne prévoient pas d'utiliser la télémétrie par satellite (neuf parties), bien que l'Afrique a un pourcentage légèrement supérieur de Parties qui n'élaborent pas des plans (38%) que l'Europe (35%). Au total, 15 Parties n'ont pas répondu à cette question sur la télémétrie par satellite.

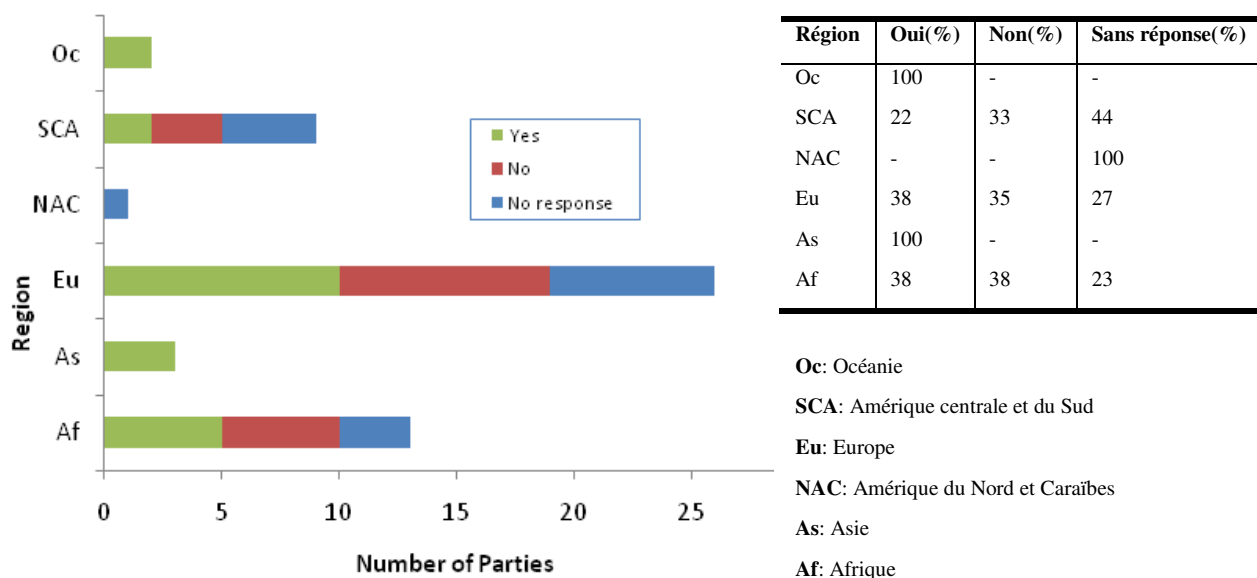


Figure 8: Nombre (graphique) et pourcentage (tableau) des Parties par région qui prévoient des projets concernant la télémétrie par satellite à l'avenir

Plusieurs résultats positifs des projets utilisant la télémétrie par satellite sont signalés, y compris la meilleure compréhension des routes migratoires (18 parties) et l'identification de nouveaux sites d'habitat clé pour le repos (huit parties) et d'hivernage (quatre parties), d'alimentation et de reproduction. L'Italie a noté que, du fait de la télémétrie par satellite, le vautour égyptien (*Neophron percnopterus*) a été trouvé l'hiver au Mali, en Afrique de l'Ouest. Aux Pays-Bas, les principaux sites d'hivernage, où les oies ne sont pas dérangées et où les agriculteurs peuvent être indemnisés pour les dommages ont été identifiés, et l'information sur les routes de la migration est également utilisée pour la recherche sur la grippe aviaire. La Belgique a identifié des régions d'embouteillage potentielles et des menaces provoquées par leurs transmetteurs fonctionnant à l'énergie solaire.

Les projets de télémétrie par satellite ont également aidé à identifier la date exacte des mouvements des espèces migratrices (quatre Parties), leur comportement (les requins en Australie, les aigles et les esturgeons en Allemagne, les tortues en Uruguay) et des vitesses de vol des cigognes en Hongrie et en Allemagne. L'Australie et la France ont déterminé la répartition en mer des albatros et des pétrels et leurs interactions avec la pêche, et ont été en mesure de planifier leur protection contre les palangiers. Des projets sur des espèces de requins en Australie ont contribué à indiquer la santé des populations. L'Allemagne a entrepris de nombreux projets de télémétrie par satellite, y compris des projets sur les phoques afin d'acquérir des connaissances sur la profondeur à laquelle ils trouvent leur nourriture, et de la durée de la prédation ; sur les chauves-souris, afin de déterminer la durée du repos et de la journée de chasse ; sur les rapaces, qui a démontré que seuls les mâles sont territoriaux et seulement à l'égard des autres mâles, et sur les esturgeons, afin de fournir des informations sur la distance parcourue chaque jour et sur l'état d'avancement du programme de réintroduction. Par le biais de ses projets de télémétrie par satellite, la Mongolie envisage la protection des zones critiques de migration. La Nouvelle-Zélande a noté que certaines routes migratoires du requin coïncident apparemment avec les routes du nord de la migration des baleines à bosse.

Tableau 6: Espèces qui feront l'objet d'un projet basé sur la télémétrie par satellite à l'avenir

Oiseaux

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie	Période
II	<i>Anser indicus</i>	Oie à tête barrée	Inde	Continue 2008
I/II	<i>Aquila clanga</i>	Aigle crieur	Allemagne	
I/II	<i>Aquila heliaca</i>	Aigle Impérial	Allemagne	

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie	Période
II	<i>Aquila pomarina</i>	Aigle pomarin	Allemagne	continue
II	<i>Branta leucopsis</i>	Bernache nonnette	Pays-Bas	
II	<i>Diomedea exulans</i>	Albatros hurleur	Royaume-Uni	
II	<i>Gyps fulvus</i>	Vautour fauve	Chypre	2008
II	<i>Macronectes giganteus</i>	Pétrel géant	Royaume-Uni	2008
II	<i>Macronectes halli</i>	Pétrel de Hall	Royaume-Uni	
II	<i>Milvus migrans</i>	Milan noir	Allemagne	Continue
II	<i>Milvus milvus</i>	Milan Royal	Allemagne	Continue
II	<i>Neophron percnopterus</i>	Vautour percnoptère	Italie	
I/II	<i>Otis tarda</i>	Grande Outarde	Hongrie	2008
			Inde	
II	<i>Pandion haliaetus</i>	Balbuzard pêcheur	Allemagne,	Continue
II	<i>Phoebastria palpebrata</i>	Albatros fuligineux	Royaume-Uni	
II	<i>Phoenicopterus</i>	Flamants	République de Guinée	
II	<i>Procellaria aequinoctialis</i>	Puffin à menton blanc	Royaume-Uni	
	<i>Procellaria conspicillata</i>	Pétrel à lunettes	Royaume-Uni	
	<i>Thalassarche chrysostoma</i>	Albatros à tête grise	Royaume-Uni	
	<i>Thalassarche melanophrys</i>	Albatros à sourcils noirs	Royaume-Uni	
		Albatros	Australie	
		Grue	Inde	
		Canards	Italie	
		Oiseaux marins	Nouvelle-Zélande	
		Oiseaux des rivages	Nouvelle-Zélande	
		Vautour	Inde	
		Gibier d'eau	Inde	

Mammifères marins

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie	Période
II	<i>Dugong dugon</i>	Dugong	Australie	
		Baleines	Portugal	Jusqu'en 2011
		Cétacés	Australie	
		Mammifères marins	France	2010-2014

Tortues marines

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie	Période
I/II	<i>Caretta caretta</i>	Tortue caouanne	Uruguay	
I/II	<i>Chelonia mydas</i>	Tortue verte	France	2008-09
			Uruguay	
I/II	<i>Dermochelys coriacea</i>	Tortue luth	Uruguay	
		Tortues marines	Australie, Inde, Italie, Panama, Royaume-Uni	

Mammifères terrestres (autres que les chauves-souris)

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie	Période
I	<i>Camelus bactrianus</i>	Chameau de Bactriane	Mongolie	
	<i>Elephas maximus</i>	Eléphant d'Inde	Inde	
II	<i>Loxodonta africana</i>	Eléphant d'Afrique	Angola	
	<i>Lynx lynx</i>	Lynx	Serbie	2008
	<i>Ovis ammon</i>	Argali	Mongolie	
II	<i>Procapra gutturosa</i>	Gazelle de Mongolie	Mongolie	
II	<i>Saiga tatarica</i>	Antilope saiga	Mongolie	
	<i>Taurotragus derbianus</i>	Eland de Derby	République de Guinée	
	<i>Ursus arctos</i>	Ours brun	Serbie	Jusqu'en 2010
		Petits carnivores	Mongolie	

Autres taxons

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie	Période
I/II	<i>Carcharodon carcharias</i>	Grand requin blanc	Nouvelle-Zélande	continue
I/II	<i>Cetorhinus maximus</i>	Requin pèlerin	Nouvelle-Zélande	continue
	<i>Hucho taimen</i>	Taimen	Mongolie	
		Requins	Australie	

MOBILISATION DES RESSOURCES

Un défi clé pour le CMS est le développement et la mobilisation des compétences humaines et des ressources financières afin d'appliquer les mesures de conservation nécessaires. On a demandé aux Parties de répondre à six questions en relation avec la mobilisation de ressources en faveur de leurs pays, en faveur d'autres pays (en particulier des pays en développement) et en faveur du Fonds d'affectation spéciale de la CMS.

RESSOURCES ALLOUEES AUX ACTIVITES DE CONSERVATION DANS LES PAYS PARTIES

Sur les 54 parties de rapports, 40 Parties ont indiqué qu'elles ont des ressources financières disponibles pour la conservation des activités au profit des espèces migratrices dans leur propre pays. Les espèces migratrices qui ont bénéficié de ces activités sont énumérées dans le tableau 7, y compris les parties qui ont des ressources financières disponibles dans leur pays. Le financement afin de surveiller les espèces migratrices a été signalé par six Parties. La Belgique et la République Tchèque sont toutes les deux en train de préparer des atlas d'oiseaux. Le Belarus a indiqué que la migration des oiseaux a été suivie en ce qui concerne l'évaluation du nombre de décès par le virus de la grippe aviaire. Les ressources financières ont également été allouées à la gestion des plans, à la création de zones protégées, à la sensibilisation et à la recherche. L'Australie a noté que la plus grande partie de son financement a été consacré à la mise en œuvre de sa protection de l'environnement et de la biodiversité et à des projets de conservation basés sur la communauté. Le Maroc applique des programmes de réintroduction, tandis qu'en Allemagne 1,8 million € a été consacré à la réintroduction d'esturgeons et à la conservation. Le Honduras travaille sur un inventaire national des zones humides, tandis que les Pays-Bas ont financé des projets destinés à concilier l'agriculture et l'hivernage des oies. Chypre a financé des détecteurs de chauve-souris, la cartographie de l'impact de la fragmentation des forêts, de la formation et des dépliants d'information sur les chauves-souris.

Tableau 7: Espèces qui bénéficient des ressources allouées par le pays de la Partie pour des activités de conservation

Oiseaux

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie
I/II	<i>Acrocephalus paludicola</i>	Phragmite aquatique	Belarus, France, Royaume-Uni
II	<i>Anas spp.</i>	Canards	Pays-Bas
II	<i>Anser anser</i>	Oie cendrée	République Tchèque
I/II	<i>Anser erythropus</i>	Oie naine	Finlande, Norvège
I/II	<i>Aquila adalberti</i>	Aigle impérial d'Espagne	Espagne
I/II	<i>Aquila clanga</i>	Aigle criard	Belarus, Lettonie
I/II	<i>Aquila heliaca</i>	Aigle impérial	Hongrie
II	<i>Aquila pomarina</i>	Aigle pomarin	Germany, Lettonie
II	<i>Botaurus stellaris</i>	Butor étoilé	Belarus
II	<i>Branta bernicla bernicla</i>		Royaume-Uni

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie
I/II	<i>Chlamydotis undulata</i>	Outarde houbara	Maroc
	<i>Ciconia</i> spp.	Cigognes	Lettonie
II	<i>Ciconia ciconia</i>	Cigogne blanche	Belarus
II	<i>Ciconia nigra</i>	Cigogne noire	Portugal
II	<i>Crex crex</i>	Râle des genêts	Lettonie
II	<i>Falco cherrug</i>	Faucon sacre	Hongrie
II	<i>Falco vespertinus</i>	Faucon kobez	Hongrie
I/II	<i>Geronticus eremita</i>	Ibis chauve	Maroc
I/II	<i>Haliaeetus albicilla</i>	Pyrargue à queue blanche	Autriche, Belarus, Finlande
II	<i>Ixobrychus minutus</i>	Blongios nain	Belarus
II	<i>Limosa</i> spp.	Barge	Nouvelle-Zélande
I/II	<i>Otis tarda</i>	Grande outarde	Autriche, Hongrie
I/II	<i>Oxyura leucocephala</i>	Erismature à tête blanche	Pakistan, Espagne
I	<i>Pelecanoides garnotii</i>	Puffinure de Garnot	Chili, Pérou
II	<i>Phoenicoparrus</i>	Flamants (4 spp.)	Chili
I/II	<i>Phoenicoparrus andinus</i>	Flamant des Andes	Bolivie, Pérou
I/II	<i>Phoenicoparrus jamesi</i>	Puna/Flamant de James	Bolivie, Pérou
II	<i>Phoenicopterus chilensis</i>	Flamant du Chili	Bolivie, Pérou
I	<i>Puffinus mauritanicus</i>	Puffin des Baléares	Espagne
I	<i>Spheniscus humboldti</i>	Manchot de Humboldt	Chili, Pérou
		Albatros	Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni
		Oiseaux	Costa Rica, Croatie, Italie, Mongolie, Paraguay, Portugal
		Pétrels	Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni
		Rolliers	Belarus
		Oiseaux aquatiques	République Tchèque, Allemagne, Inde, Pays-Bas, Togo

Mammifères marins

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie
II	<i>Dugong dugon</i>	Dugong	Australie
I	<i>Lontra felina</i>	Loutre marine	Chili, Pérou
I	<i>Megaptera novaeangliae</i>	Baleine à bosse	Chili
I/II	<i>Monachus monachus</i>	Phoque moine	Croatie, Maroc
II	<i>Phocoena phocoena</i>	Marsouin commun	Allemagne
		Cétacés	Belgique, Costa Rica, Monaco, Nouvelle-Zélande, Portugal, Royaume-Uni
		Dauphins	Croatie
		Baleines	Togo

Tortues marines

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie
I/II	<i>Caretta caretta</i>	Tortue caouanne	Chypre, Pérou
I/II	<i>Chelonia mydas</i>	Tortue verte	Chypre, Pakistan, Pérou
I/II	<i>Dermochelys coriacea</i>	Tortue luth	Pérou
I/II	<i>Lepidochelys olivacea</i>	Tortue olivâtre	Pérou
		Tortues marines	Angola, Australie, Costa Rica, Croatie, Honduras, Inde, Italie, Kenya, Sénégal, Togo, Royaume-Uni

Mammifères terrestres (y compris les chauves-souris)

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie
I	<i>Camelus bactrianus</i>	Chameau de Bactriane	Mongolie
	<i>Elephas maximus</i>	Eléphant d'Inde	Inde
II	<i>Loxodonta africana</i>	Eléphant d'Afrique	Togo
	<i>Loxodonta cyclotis</i>	Eléphant de forêt Afrique	Liberia
	<i>Ovis ammon</i>	Argali	Mongolie

II	<i>Saiga tatarica</i>	Antilope saiga	Mongolie
I	<i>Uncia uncia</i>	Léopard des neiges	Mongolie, Pakistan
I/II	<i>Vicugna vicugna</i>	Vigogne	Bolivie, Pérou
		Chauves-souris européennes	Croatie, République Tchèque, Allemagne, Italie, Portugal, Royaume-Uni

Autres taxons

Annexe	Nom scientifique	Nom commun (Français)	Partie
II	<i>Acipenser</i> spp.	Esturgeons	Allemagne
I/II	<i>Acipenser sturio</i>	Esturgeon d'Europe	France
		Requins	Mongolie
			Nouvelle-Zélande

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DE LA CMS

Huit Parties ont fourni des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale de la CMS. Cela comprend l'Australie, qui a donné 150000 \$ A pour le Mémoire d'accord sur le dugong, A \$ 125,000 pour la conservation des requins migrateurs et A \$ 150,000 pour la mise en œuvre de la résolution 8.15 sur les prises accidentelles. Monaco a contribué à la conservation du phoque moine et la mise en place d'un corridor marin, et la fondation du Prince Albert II a aidé à la conservation de l'aigle de Bonelli, des albatros et des pétrels. Le Danemark a contribué à de nombreux projets de restauration et les Pays-Bas ont aidé l'ARYM. La Finlande, l'Allemagne, la Norvège et le Royaume-Uni ont versé des contributions pour aider les représentants des pays en développement à participer aux CDP.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ENVERS D'AUTRES PAYS

Des contributions financières volontaires ont été faites par 11 Parties afin d'apporter un soutien à des activités de conservation dans d'autres pays. Les détails des Parties qui fournissent des contributions volontaires et les activités et /ou les pays sont fournis dans le **Tableau 8**.

Tableau 8: Contributions volontaires faites par les Parties pour des activités de conservation dans d'autres pays

Partie donatrice	Partie réceptrice / Activité / Région
Australie	Wetlands International (Stratégie de conservation des oiseaux aquatiques migrateurs en Asie et dans le pacifique)) Accord sur le Dugong à la CMS IOSEA MoU and Dugong MoU (soutient la présence des aires de répartition dans les pays en développement) Pacific Regional Environment Programme Papua New Guinea
Belgique	Groupe de travail sur la grippe aviaire Année du dauphin 2007
Danemark	Argentine: Ovette à tête rousse <i>Chloephaga rubidiceps</i>)
France	Programme sahélo-saharien sur les antilopes Eléphants en Afrique de l'Est Gorilles
Allemagne	République démocratique du Congo : gorilles et éléphants (Kahuzi-Biéga Park) Requins, oiseaux aquatiques et antilopes saiga
Pays-Bas	Europe de l'Est et pays en développement: zones humides et oiseaux migrateurs
Nouvelle-Zélande	Pacific Regional Environment Programme: tortues, dugongs et cétacés
Norvège	Russie: Oie naine
Espagne	Panama: zones humides et oiseaux migrateurs

Partie donatrice	Partie réceptrice / Activité / Région
Royaume-Uni	Antigua et Barbuda, Caraïbes, Kenya, Nicaragua, Watamu et Zanzibar: tortues marines Région Afrique-Eurasie: oiseaux aquatiques Mers Méditerranéenne et Baltique : cétacés Lettonie et Ukraine: chauves-souris Albatros et Pétrels dans l'hémisphère sud Phragmite aquatique (<i>Acrocephalus paludicola</i>) IUCN Groupe spécialiste des requins et réunion de la CMS sur les requins aux Seychelles

ASSISTANCE TECHNIQUE/SCIENTIFIQUE AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

Onze Parties ont indiqué qu'elles avaient fourni une assistance technique et/ou scientifique aux pays en développement. Les détails des Parties fournissant une assistance sont fournis dans le **Tableau 9**.

Tableau 9: Assistance technique/scientifique fournie par les donateurs au bénéfice des espèces migratoires

Partie donatrice	Assistance technique/scientifique apportée à:
Australie	Samoa: Southern Cross Institute for Whale Research
	Pacific Regional Environment Program: tortues et dugongs
	Indonesie, Malaisie, et pays des îles du Pacifique : tortues marines
	Chinese Bird Banding Centre
Belgique	Programme sur l'Antilope sahélo-saharien
Chypre	Séances de formation annuelles sur la conservation des tortues vertes et caouannes
République Tchèque	Oiseaux aquatiques
République Démocratique du	Voyages d'études et de formation pour étudiants et chercheurs
France	Programme sur l'Antilope Sahélo-Saharien
	Niger et Tchad: création d'espaces protégés transfrontaliers
	Tunisia: translocation of addax and eland
Allemagne	Ateliers de formation soutenus par : International Academy for Nature Conservation
	Sénégal : station biologique installée en faveur de : Charadriiformes, Barge à queue noire (<i>Limosa limosa</i>), Ruff (<i>Philomachus pugnax</i>) et Phragmite aquatique (<i>Acrocephalus paludicola</i>)
	Projet international sur les routes de la migration : Wings Over Wetlands
	BIOTA AFRICA
Inde	Formations sur la gestion de la faune
Pays-Bas	Goose working group of wetlands international
Nouvelle-Zélande	Tuvalu: tortues, requins, cétacés
Espagne	Ile Maurice, Sénégal, Tunisie, Maroc
Royaume Uni	Financement des cadres pour ACAP

RECEPTION DES CONTRIBUTIONS DES FONDS D'AFFECTATION SPECIALE DE LA CMS

Cinq Parties ont signalé avoir reçu des contributions de la part du Fonds d'affectation spéciale de la CMS au profit des espèces migratrices. Il s'agissait d'un soutien pour des activités en rapport avec la conservation des vigognes (Bolivie) et des tortues marines et de bar-tête oies (Inde). Des études ont été menées sur le manchot de Humboldt, les loutres marines et les tortues marines au Pérou, en Uruguay et un plan sur la réduction des captures accessoires d'albatros et de pétrels a été élaboré à la suite. En Mongolie les fonds ont permis la traduction et la publication d'une brochure de la CMS et aussi la participation à des conférences sur la Saiga et la gazelle de Mongolie.

RECEPTION DE L'AIDE FINANCIERE ET/OU DE SOUTIEN PROVENANT D'AUTRES SOURCES

Vingt-trois Parties ont déclaré avoir fait l'objet d'une aide financière ou d'un soutien pour les activités de conservation à partir de sources autres que le secrétariat de la CMS, qui comprenait l'aide de l'UE à travers le fonds UE-LIFE-Nature Fund (dix Parties) et le FEM-PNUD (quatre Parties). L'Angola et le Honduras ont reçu l'aide de la Convention de Ramsar, avec le Honduras, qui profite également du soutien de la République dominicaine - Amérique centrale Accord de libre-échange pour la protection des zones humides. Le PNUD a soutenu les zones humides au Pakistan et en Bulgarie, alors que Wetlands International a aidé le Paraguay. Deux Parties ont reçu l'aide de BirdLife (Belarus, Paraguay) et la RSPB a également aidé le Belarus à conserver ses tourbières marécageuses. Au Kenya, les ONG ont aidé à conserver le zèbre de Grévy et le Gouvernement des États-Unis a soutenu la conservation des tortues marines. Le Fish and Wildlife Service, organisme fédéral aux États-Unis a également soutenu la recherche et l'éducation au Paraguay, et la Wildlife Conservation Society, également depuis les États-Unis, a financé le site Ramsar des zones humides dans la République du Congo.

Autres sources d'aide sont notamment l'Initiative Darwin, Michael Otto et le Fonds Société zoologique de Francfort (le Belarus), le WWF (la Bulgarie, le Tchad), EECNET, Matra, BSPB et la fondation Alfred Töpfer (Bulgarie), le Fonds français pour l'environnement mondial (Tchad, République de Congo), l'IFAW (Tchad), Forest Ecology and Management Group de l'Université de Wageningen (Côte d'Ivoire), l'UNESCO (République démocratique du Congo), GTZ (République démocratique du Congo, Maroc), Parrot Parc de l'Espagne (Pérou) et l'Institut Jane Goodall (République du Congo). Une variété d'espèces a bénéficié de l'assistance, y compris plusieurs espèces d'oiseaux, la gazelle de Mongolie (*Procapra gutturosa*), chameau sauvage de Bactriane (*Camelus bactrianus*), l'âne sauvage (*Equus hemionus*), le léopard des neiges et les tortues marines.

RESOLUTIONS DE LA CDP

En vertu de l'article VI de la Convention, les Parties sont tenues de fournir des informations sur la mise en œuvre des résolutions et recommandations dans leurs rapports à la Conférence des Parties. Au total, 57 résolutions sont en vigueur en totalité ou en partie, y compris 18 nouvelles résolutions qui ont été adoptées à la CDP8. Les Parties ont été priées de fournir des informations sur 20 résolutions, dont 12 qui ont été adoptées par la CDP8.

RES. 6.2 – PRISES ACCIDENTELLES ET REC. 7.2 – APPLICATION DE LA RES. 6.2 SUR LES PRISES ACCIDENTELLES.

Vingt Parties ont fait état d'une série de mesures visant à réduire les prises accidentelles. L'Argentine et la France signalent des programmes d'observation à bord, tandis que la Croatie, la République démocratique du Congo et l'Ile Maurice surveillent également les prises accidentelles. Le Danemark rend obligatoire la présence d'observateurs et d'échosondeurs dans certaines pêcheries. Les échosondeurs sont testés et rendu obligatoires en Allemagne, tandis qu'au Royaume-Uni ils sont obligatoires sur les filets de fond dans les bateaux de plus de 12m de longueur. Des TEDS sont mis en œuvre en France, du Kenya, du Panama et le Royaume-Uni. Les marsouins (*Phocoena phocoena*) sont protégés des prises accessoires au Danemark, en Finlande, en Allemagne et en Pologne. L'Allemagne et Monaco, commencent à interdire les filets dérivants. L'Allemagne remplacer les filets maillants par des pièges à poissons et à réduire les dimensions des filets. Des recherches sur les engins de pêche les moins nocifs sont menées par la France et l'Allemagne, et l'Allemagne vise à réduire les prises accessoires de 1% de la population estimée et prétend prévenir les captures de

poissons non ciblés ou de petite taille. En Australie, des marchés pour les prises accessoires sont mis en place pour réduire les déchets. Quatre Parties ont fait état de l'adhésion à la réglementation de la pêche de l'UE (la Finlande, les Pays-Bas, la Slovénie, le Royaume-Uni), tandis que l'Allemagne souligne qu'un colloque organisée pour Année du dauphin recommandait l'amélioration de la directive de l'UE sur les prises accidentelles. La France a rejoint ASCOBANS, tandis que la Croatie, la France et Monaco se sont joints à l'ACCOBAMS. En Australie, des plans d'action internationaux ont été adoptés pour les oiseaux de mer et les requins, et une politique des prises accidentelles a été mise en place.

RES. 6.3 – CONSERVATION DES ALBATROS DANS L'HEMISPHERE SUD

Quatre des sept Parties qui ont répondu ont indiqué qu'ils ont rejoint l'ACAP (Argentine, Chili, France, Norvège) et l'Uruguay a ratifié l'accord, mais était en attente d'approbation parlementaire. L'Australie a mis en place un plan de réduction des prises accidentelles lors de la pêche à la palangre et exige que les palangriers opérant au sud de 30 ° S fixent les lignes de nuit et qu'ils aient une ligne pour effrayer les oiseaux. La Nouvelle-Zélande continue à travailler avec d'autres Etats de l'aire de répartition de l'Albatros en vue d'atténuer les prises accidentelles et d'améliorer la recherche sur les albatros. La France a indiqué avoir mis en œuvre des programmes d'observation à bord et de formation des pêcheurs, et utilise le radar pour détecter les navires illégaux. La France a également renforcé législation en travaillant avec les agents des services répressifs et elle envisage réintroduire l'albatros dans les îles Kerguelen après l'éradication de mammifères introduits.

RES. 7.2 – EVALUATION D'IMPACT ET ESPECES MIGRATRICES

Treize des 21 Parties qui ont répondu ont indiqué que la législation fait des études d'impact environnemental obligatoire pour les projets de développement, avec huit autres Parties en notant que les EIE ont été réalisées. L'Allemagne a noté que les EIE sont effectués sur les parcs éoliens offshore afin d'évaluer les impacts sur les mammifères marins, les oiseaux migrateurs et les poissons. En Hongrie seulement certaines activités nécessitent des EIE, comme les routes, les autoroutes, les chemins de fer, d'autres routes de plus de 10 km et les lignes électriques de haute tension mesurant plus de 15 kilomètres de long. Le Panama a noté que les développeurs sont tenus de fournir des solutions ou des projets de sauvetage et de réinstallation pour les espèces. France a participé à un groupe d'évaluation de l'impact des antiparasitaires, des produits chimiques et des pesticides sur les chauves-souris, et fait également partie d'un groupe d'enquête sur les activités qui menacent les chauves-souris et leurs routes migratoires. La République démocratique du Congo est déterminée à réduire les impacts sur les espèces migratrices par l'intermédiaire de son code forestier, le Kenya effectue des évaluations d'impact, en insistant sur le maintien de couloirs migrateurs et des habitats le long de la vallée du Rift, des forêts et des habitats pour les oiseaux migrateurs.

RES. 7.3 – POLLUTION PETROLIERE ET ESPECES MIGRATRICES

Sur les 17 Parties qui ont répondu, dix parties ont indiqué qu'elles ont mis en place des plans d'éventualité et d'atténuation pour assurer une réponse rapide à la pollution pétrolière, des opérations de nettoyage et de récupération de la faune. L'Argentine a un manuel sur les déversements de pétrole qui est actuellement en cours d'édition, tandis que l'Australie a indiqué que les équipements pour faire face aux déversements d'hydrocarbures sont stratégiquement placés et des formations s'y déroulent régulièrement. De même, l'Inde réalise des exercices d'évacuation en cas de pollution pétrolière et la Finlande forme des groupes de bénévoles. Dans la République démocratique du Congo, il existe une législation relative à la sécurité dans l'élimination de l'huile, et aux Pays-Bas le dumping de l'huile est interdite. Monaco et la Slovénie ont adopté des lois sur la pollution pétrolière. La mer Baltique (le Danemark) et la mer de Wadden (le Danemark, l'Allemagne) sont désignées comme des «zones maritimes particulièrement vulnérables» afin de minimiser les risques. Des bases de

données SIG des zones côtières sensibles à la pollution pétrolière sont en train d'être recueillies au Kenya et au Royaume-Uni. Des relevés aériens sont effectués au Danemark et aux Pays-Bas, pendant que l'Inde et les Pays-Bas sont des Parties à la Convention Internationale pour la Prévention de la Pollution des Bateaux (MARPOL). Un groupe d'experts sur des impacts de la pollution a été formé en Allemagne, avec un groupe semblable prévu au Panama. Le Kenya a une politique de pollueur payeur, tandis que la Finlande a trois transporteurs spéciaux pour se nettoyer et soigner les oiseaux mazoutés.

RES. 7.4 – ELECTROCUTION D'OISEAUX MIGRATEURS

Seize Parties ont signalé des activités dans le cadre de mesures de contrôle de l'électrocution des oiseaux migrateurs. Six Parties ont noté que la législation vigoureuse limitait le risque d'électrocution, ce qui incluait la fourniture de marqueurs visuels, d'isolants des fils, la mise à jour et le remplacement de lignes dangereuses, en utilisant des poteaux adaptés aux oiseaux et grâce au routage des lignes de métro. Des accords avec les compagnies électriques ont été signalés par cinq Parties, parmi elles, la Hongrie développe des relations avec les trois plus importantes compagnies d'électricité et met en place des nids spéciaux pour cigognes (6000 à ce jour), parce que 80% des nids de cigognes se trouvent à présent sur des poteaux électriques. Trois Parties (la Belgique, la Hongrie, le Maroc) ont mené des études afin de déterminer quelles espèces migratrices sont affectées et en quel nombre. Le Maroc veille à ce que les lignes électriques se trouvent loin des principales routes de migration. La Finlande et les Pays-Bas soulignent que l'électrocution n'est plus un problème parce que toutes les lignes à risque sont isolées ou enterrées.

RES. 7.5 – EOLIENNES ET ESPECES MIGRATRICES

Seize Parties ont fait état d'actions en matière d'éoliennes en relation avec les espèces migratrices. Les EIE sont réalisées pour des propositions d'éoliennes par 12 Parties. Le Royaume-Uni a récemment achevé une étude sur l'impact sonore des éoliennes offshore sur l'environnement marin. En raison d'un nombre croissant d'installations éoliennes en Norvège, des recherches sur l'impact des éoliennes sont en cours, tandis que l'Allemagne est en train de compter les pertes de chauve-souris et d'oiseaux dans les parcs éoliens. Kenya a noté qu'il n'y a pas d'éoliennes dans ses zones côtières. Les Pays-Bas a indiqué que sa législation protège les oiseaux ; ainsi, les éoliennes ne sont pas autorisées si elles peuvent causer des lésions ou la mort.

RES. 7.9 – COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET PROCESSUS

Dix Parties ont fait état de la coopération avec d'autres organisations et processus. Deux Parties ont fait état de la coopération avec des ONG, des entreprises privées et des conventions internationales pour la restauration et la conservation des espèces et de leurs habitats (la Belgique, la République démocratique du Congo). L'Allemagne a souligné sa coopération dans une série d'activités, y compris la publication d'objectifs concernant la biodiversité des oiseaux, les indicateurs de durabilité pour la conservation, une stratégie mondiale pour la conservation des plantes, un protocole d'entente pour la grande outarde et la fauvette aquatique, et des études sur l'observation de la faune. Des coopérations avec d'autres organismes incluent : la Convention sur la diversité biologique (le Maroc, la Slovaquie); IOSEA (Inde), la lutte contre la pollution marine (RAMOGE) et ACCOBAMS (Monaco), ainsi que BirdLife, RSPB, Wetlands International, le FEM-PNUD, le PNUE et l'UNESCO (Belarus).

RES. 7.15 – ACTIONS A ENTREPRENDRE CONCERNANT LE PETIT RORQUAL DE L'ANTARCTIQUE, LA BALEINE DE BRYDE ET LA BALEINE PYGMEE

Huit Parties ont fait état de mesures concernant le Petit Rorqual de l'Antarctique, la Baleine de Bryde et la Baleine pygmée. L'Australie et du Kenya ont indiqué qu'ils sont membres de la Commission baleinière internationale (CBI) et sont opposés à la chasse commerciale à la baleine. Toutefois, l'Australie a souligné que l'évaluation approuvée par le comité scientifique de la CBI pour les petits rorquals de l'Antarctique (*Balaenoptera bonaerensis*) pour 1982-1989 n'était plus actuelle et que de ce fait, il n'y a actuellement aucune estimation fiable des populations. L'Australie a également noté que les évaluations étaient en cours pour le Petit Rorqual de l'Antarctique et pour la Baleine de Bryde (*Balaenoptera brydei*), mais que la CBI n'a pas encore face à la baleine pygmée (*Caperea marginata*). La Baleine de Bryde a été signalée au Panama, où un corridor marin est en cours de création, et en Nouvelle-Zélande, des recherches accrues sur cette espèce sont en cours. En Inde, les actions relatives à ces espèces de baleines sont couvertes par le programme national sur l'Antarctique. Le Royaume-Uni a indiqué que des essais pour signaler officiellement des observations fiables sont faits dans les îles Falkland (Malouines).

RES. 8.1 - UTILISATION DURABLE

Neuf Parties ont apporté des commentaires sur l'exploitation durable. L'Australie, la Croatie, Kenya, le Maroc et le Royaume-Uni ont une législation visant à assurer l'exploitation durable, et le Royaume-Uni a rendu compte de l'initiative sur la chasse durable de l'Union européenne dans le Royaume-Uni. Quatre Parties ont indiqué qu'elles ont entrepris des actions et/ou des plans de gestion afin de promouvoir une exploitation durable (Belarus, Allemagne, Kenya, Royaume-Uni), tandis que l'Allemagne contribue aux directives de la CMS permettant d'intégrer les espèces migratrices dans les plans d'action sur la biodiversité. Deux Parties (le Kenya et la Norvège) ont indiqué que les communautés locales sont impliquées dans les activités de l'exploitation durable, en Norvège et les emplois locaux sont pris en charge en même temps que le commerce est surveillé et contrôlé.

RES. 8.2 – PLAN STRATEGIQUE DE LA CMS 2006-2010

Des actions relatives au Plan stratégique de la CMS ont été signalés par neuf Parties, y compris l'intégration des espèces migratrices dans les stratégies nationales pour la biodiversité (République démocratique du Congo, l'Allemagne, du Kenya). Le Belarus élabore des plans pour la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité, tandis que la Slovaquie a adopté de nouvelles lois pour appliquer le Plan. La République démocratique du Congo a participé à des accords et des prises de conscience, tandis que l'Allemagne a fait la promotion de la Convention, a recruté de nouvelles Parties, participé à des accords, fait des contributions volontaires, et a fourni des informations sur l'état de conservation, les menaces, les habitats et les succès de ses actions concernant les espèces migratrices. L'Allemagne a également organisé une réunion sur les petits cétacés et les zones marines protégées dans le cadre de l'Année du Dauphin.

RES. 8.5 - APPLICATION DES ACCORDS EXISTANTS ET DEVELOPPEMENT D'ACCORDS FUTURS

Treize Parties ont souligné leur participation aux accords existants et au développement de futurs accords. La Belgique, la France et l'Italie sont Parties à l'AEWA, et à ASCOBANS et EUROBATS, tandis que la Norvège est membre de l'AEWA et d'EUROBATS. Le Chili, la France et la Norvège sont Parties à l'ACAP. La France et le Kenya sont signataires du Mémorandum d'accord sur la Tortue marine de l'IOSEA. Des Parties ont fait état de la participation à plusieurs autres accords et protocoles d'entente, y compris ceux concernant le

Phragmite aquatique (la France, l'Allemagne), l'ouette à tête rousse (Chili), l'Antilope Saiga et de la Grande outarde (l'Allemagne), ainsi que ceux concernant les gorilles, les dugongs et les cétacés du des îles du Pacifique Sud (la France). L'Allemagne et les Pays-Bas ont participé à des réunions sur les requins migrateurs, et les Pays-Bas ont également participé à des réunions du WATCH sur les oiseaux de proie. L'Allemagne a indiqué qu'elle a été engagée dans la restauration et la conservation des esturgeons, tandis que la région d'Afrique-Eurasie est impliquée dans un accord sur les voies migratoires. Les accords futurs incluent un protocole d'accord sur les flamants des Andes (le Chili) et la proposition d'inscrire le Chien sauvage africain et le Guépard (le Kenya).

RES. 8.7 –CONTRIBUTION DE LA CMS AUX OBJECTIFS DE 2010 SUR LA BIODIVERSITE

Le CMS a contribué à la réalisation des objectifs de 2010 sur la diversité chez dix Parties. Cela comprend l'élaboration de stratégies nationales et des plans d'action au Belarus, en Belgique, au Chili et au Kenya. Un réseau de zones protégées a été créé et la gestion des projets a été assurée en Guinée, tandis que des plans de gestion des espaces naturels spécialement protégés au Belarus ont été développés. L'Australie et le Maroc ont indiqué que les objectifs sur la diversité biologique ont été réalisés par le biais du Plan stratégique de la CMS. L'Allemagne dispose de l'initiative Compte à Rebours 2010, bien qu'elle ait demandé au Secrétariat de la CMS des orientations plus précises pour les États membres. Le Kenya a développé des zones humides et des politiques de la faune et de l'environnement aussi bien que des programmes nationaux visant à réduire les espèces envahissantes.

RES. 8.9 -REVISION DU GROMS (REGISTRE GLOBAL DES ESPECES MIGRATRICES)

Trois Parties ont examiné le GROMS. Il s'agissait notamment de l'Australie, qui met activement en évidence les lacunes dans les données concernant les espèces inscrites aux Annexes de la CMS, de la République démocratique du Congo, qui adhère aux mécanismes de mise à jour du GROMS, et de l'Allemagne, qui est en train d'évaluer et de financer le GROMS.

RES. 8.11 – COOPERATION AVEC D'AUTRES CONVENTIONS

Dix Parties ont fait état de la coopération avec d'autres conventions, notamment la CDB (le Belarus, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Slovaquie), la Convention de Ramsar sur les zones humides (le Belarus, l'Allemagne, le Maroc, les Pays-Bas) et la CITES (l'Allemagne, l'Australie, le Belarus, le Maroc). Le Belarus participe également à la Convention sur l'eau et à la Convention sur la lutte contre la désertification, avec le Maroc. Le Maroc a indiqué qu'il est également Partie à la Convention de Berne. La Belgique coopère avec les conventions par l'Association des médias sur l'écologie et utilise la base de données en ligne des conventions relatives à la biodiversité (TEMATEA).

RES. 8.13 – LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LES ESPECES MIGRATRICES

Treize Parties ont fait état d'actions en matière de changement climatique en relation avec les espèces migratrices. Cinq Parties ont des stratégies ou des plans d'action sur le changement climatique (le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Allemagne, la Hongrie, le Maroc). Des recherches sont menées par la République démocratique du Congo, l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni sur les impacts du changement climatique, tandis que le Royaume-Uni entreprend des travaux afin de déterminer quelles espèces sont de bons indicateurs des changements climatiques et afin d'élaborer des protocoles internationaux standardisés sur la surveillance. L'Allemagne a procédé à des recensements des oiseaux d'eau et conclut leur

répartition spatiale et temporelle a été modifiée en raison du changement climatique que leur spatiale et temporelle des distributions ont modifié en raison du changement climatique. L'Allemagne est en train de baguer des oiseaux afin de suivre l'évolution des mouvements. Monaco a déclaré qu'il a rejoint le Protocole de Kyoto et réduit les émissions de gaz à effet de serre.

RES. 8.14 - PRISES ACCIDENTELLES

Bon nombre des 14 Parties qui ont répondu ont signalé les mêmes actions que pour la Résolution 6.2. D'autres actions qui n'ont pas été précédemment soulignées incluent le contrôle constant de la pêche (la République démocratique du Congo) et une évaluation de l'impact de la pêche au thon atlantique sur les oiseaux de mer, en particulier sur les espèces ACAP (Royaume-Uni). La Norvège est un membre actif de la Commission pour la conservation de la faune Ressources (CCAMLR) et met en œuvre leurs conseils sur la pêche à la palangre. L'Italie surveille les prises accidentelles de cétacés par les chalutiers et par l'élaboration d'un program-capture basé sur des directives de l'ACCOBAMS.

RES. 8.22 - EFFETS NEGATIFS DES ACTIVITES HUMAINES SUR LES CETACES

Dix Parties ont fait état de mesures visant à réduire les effets négatifs des activités humaines sur les cétacés. La France et l'Italie utilisent des instruments de dissuasion acoustiques (échosondeurs) et réalisent des études sur la perturbation acoustique, ainsi que l'Allemagne et les Pays-Bas. Des directives sismiques sont appliquées par l'Australie et la France. La Nouvelle-Zélande a rappelé avoir mis en place un séminaire national sur les collisions avec les navires. La recherche a été menée sur la réduction des collisions (l'Australie) et sur les navires à grande vitesse (l'Allemagne). Monaco a indiqué que des évaluations d'impact sont obligatoires pour tous les travaux sur mer, tandis que la République démocratique du Congo étudie les activités industrielles. L'Australie travaille sur un réseau de dégagement de grandes baleines qui diffuse des informations sur les meilleures pratiques, et surveille également les débris marins et la gestion des projets d'assainissement. La France a mené des études sur les niveaux de nuisance sur les petits cétacés de la Baltique afin de déterminer les menaces. L'Espagne a approuvé un nouveau décret pour protéger les cétacés, et l'Italie est en train de promouvoir le concept d'une étiquette indiquant que le développement durable de la pêche n'a pas d'incidence sur les cétacés.

RES. 8.24 - RAPPORTS NATIONAUX POUR LA HUITIEME ET LA NEUVEME CONFERENCE DES PARTIES

Neuf des dix parties qui ont répondu ont déclaré que les rapports ont été complétés, parmi elles les Pays-Bas ont fait remarquer qu'ils ont terminé leur 9e rapport de la CMS. L'Australie a souligné sa participation à la 32e réunion du Comité permanent et son soutien à un format de présentation des rapports en ligne.

RES. 8.27 – LES ESPECES MIGRATRICES ET LA GRIPPE AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGENE

Quinze Parties ont fait état de mesures en ce qui concerne les espèces migratrices et la grippe aviaire hautement pathogène. Sept Parties ont des plans stratégiques ou d'éventualité, y compris la surveillance et le suivi de la situation de la grippe aviaire. La Belgique a noté qu'elle était en train d'élaborer des directives sur la grippe aviaire, sur les mesures de suivi, sur l'évaluation des risques des oiseaux morts et les analyses biologiques, mais elle a besoin de soutien financier pour la mise en place d'un groupe de travail sur la grippe aviaire (AIWEB). La Côte d'Ivoire est également à la recherche d'un soutien financier pour les inspecteurs afin de surveiller les oiseaux migrateurs dans neuf sites. Le Royaume-Uni a créé un Groupe d'experts ornithologiques. Ils ont participé à l'AIWEB et ont contribué aux programmes de surveillance en Afrique. Ils ont souligné le besoin d'échanger des

informations avec d'autres pays afin d'élaborer des stratégies à long terme. Le Danemark a mis en œuvre une nouvelle législation visant à empêcher le transfert de sauvages à des oiseaux domestiques, les Pays-Bas ont financé la traduction d'une brochure sur la grippe aviaire et l'Uruguay va bientôt évaluer l'étendue du virus chez les oiseaux migrateurs sauvages.

RES. 8.29 - ACTIONS CONCERTÉES ENTREPRISES EN FAVEUR DES ESPÈCES INSCRITES À L'ANNEXE I

Sept Parties ont fait état d'actions concertées en faveur des espèces inscrites à l'Annexe I. Parmi les espèces bénéficiant d'actions concertées on trouve l'Oie naine *Anser erythropus* (République tchèque, Norvège), le Phragmite aquatique *Acrocephalus paludicola* et la Grande outarde *Otis tarda* (République tchèque, Allemagne) le Fuligule *nyroca* *Aythya nyroca* (République tchèque) et l'esturgeon (Allemagne). La France a contribué à l'élaboration d'un plan d'action sur les antilopes sahélo-sahariennes, et les Pays-Bas ont financé la conservation des gorilles dans la région des Grands Lacs. Le renforcement de la protection a été prévu pour les requins blancs et les requins pèlerins de Nouvelle-Zélande, et la Norvège a financé un cadre à temps plein au Secrétariat de l'AEWA. L'Allemagne a reçu un financement pour trois plans d'action internationaux pour la conservation de la Petite Spatule (*Platalea minor*), du Bécasseau spatule (*Eurynorhynchus pygmeus*) et du Sterne d'Orient (*Sterna bernsteini*).

OTHER RESOLUTIONS AUTRES RESOLUTIONS

Pérou a fait une note générale pour déclarer qu'il y a une nécessité pour les Parties d'échanger des informations sur la mise en œuvre des résolutions de la CMS. L'Allemagne a fait remarquer son soutien à la Résolution 8.18 - l'intégration des espèces migratrices dans la NBSAP et les programmes de travail en cours et futurs dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique par le développement de directives permettant d'intégrer les espèces dans les Plans stratégiques et d'action nationaux sur la biodiversité (NBSAP). Des fonds ont été alloués pour un atelier NBSAP qui a été malheureusement annulé.

CMS COP RECOMMENDATIONS

Au total, 24 recommandations sont complètement ou partiellement en vigueur, y compris six recommandations nouvellement adoptées par la CoP8. Les Parties ont été priées de fournir des informations sur neuf recommandations, y compris les six recommandations adoptées par la CoP8.

REC. 7.5 – ACCORD ENTRE LES ETATS DE L'AIRE DE REPARTITION POUR LA CONSERVATION DU DUGONG (*DUGONG DUGONG*)

Quatre Parties ont rapporté l'accord sur l'aire de répartition pour la conservation du dugong. L'Australie a contribué à l'élaboration d'un accord régional pour le dugong qui maintenant possède onze signataires, elle met actuellement en œuvre le plan d'action en faveur du dugong avec le SPREP, et d'apporte une formation en gestion. La France a signé le protocole d'accord dugong en 2007, et l'Inde a indiqué qu'elle envisageait la signature de l'accord (et l'a fait par la suite). Afin de soutenir l'accord, le Kenya vit une prise de conscience croissante et décourage la chasse, réduit la pollution dans les principales zones d'habitat et tente de prévenir la noyade dans les filets de pêche.

REC. 7.6 – AMELIORATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DE LA TORTUE LUTH, *DERMOCHELYS CORIACEA*

Huit Parties ont rapporté des actions visant à améliorer l'état de conservation de la Tortue luth. La France et le Chili ont mené des études afin de réduire l'interaction des tortues avec les filets de pêche, et la France instruit ses pêcheurs sur la question. Par ailleurs, la France a prévu de réintroduire des tortues dans les zones où elles avaient disparu. En Italie, des directives sur la récupération, le sauvetage et la réhabilitation seront publiées, tandis que le Panama est en train d'étudier la conservation et la récupération en travaillant conjointement avec la communauté locale. L'Inde est signataire de l'IOSEA, tandis que la Slovénie a effectué des enregistrements à la disposition du public. En République démocratique du Congo la protection s'est améliorée par le biais de l'UICN, qui surveille le parc marin, et par la fourniture de services de sécurité, mais il faut faire davantage.

REC. 8.12 - AMELIORATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES RAPACES ET DES HIBOUS DANS LA REGION D'AFRIQUE-EURASIE

Treize Parties ont fait état de mesures visant à améliorer l'état de conservation des rapaces et les hiboux dans les régions eurasiennes et africaines. Quatre Parties (Croatie, République tchèque, Allemagne, Royaume-Uni) ont exprimé leur intérêt à participer à un protocole d'accord sur les rapaces et les hiboux d'Afrique-Eurasie. L'Allemagne a noté que l'élargissement de l'AEWA était également nécessaire. Une réunion internationale a été organisée par le Royaume-Uni, où le Maroc a signalé sa présence. Les Pays-Bas et la Norvège ont également signalé leur participation à des réunions pour élaborer l'accord. Des plans d'action et de gestion en faveur des oiseaux ont été élaborés en Guinée, en Croatie, en Italie et au Kenya. Des nichoirs ont été installés en Belgique et un sanctuaire des rapaces a été mis en place en Guinée. Des études de surveillance sont menées par la République démocratique du Congo, tandis qu'une étude menée par le Royaume-Uni a trouvé 50% des flux migratoires des oiseaux de proie ont un mauvais état de conservation et présentent un risque de déclin à court ou à long terme.

REC. 8.16 – REQUINS MIGRATEURS

Dix-sept Parties signalent des actions entreprises en relation avec les requins migrateurs. L'Australie et l'Uruguay mettent en œuvre le Plan d'action international pour les requins (PAI), tandis que sept Parties ont fait remarquer leur participation à des réunions sur les accords de requins migrateurs (Croatie, la France, l'Allemagne, Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et le Royaume-Uni). L'Allemagne a organisé et contribué financièrement à la réunion et a proposé l'inscription de l'Aiguillat commun (*Squalus acanthias*) et du Requin-taupo commun (*Lamna nasus*) à l'Annexe II. La République démocratique du Congo et l'Inde continuent à surveiller des requins, tandis que la Nouvelle-Zélande a augmenté la protection juridique des requins pèlerins et des grands requins blancs.

REC. 8.17 – TORTUES MARINES

Neuf Parties ont fait état de mesures concernant les tortues marines. L'Australie et l'Inde ont fait remarquer leur participation à l'IOSEA, tandis que l'Australie élabore un plan de récupération des tortues contribue à un examen des plans d'action. La surveillance et la restauration des sites de tortues sont envisagées par la France et l'Ile Maurice ; la France mène également des études génétiques des populations, ainsi que des campagnes de lutte contre le braconnage, de sensibilisation et de protection des habitats, et a mis au point un plan d'action pour réduire les prises accidentelles. Le Kenya a un programme de conservation qui implique l'identification et la protection des sites de nidification et d'alimentation, des patrouilles de sécurité, l'éducation des pêcheurs, l'application rigoureuse de la réglementation

de la pêche et le marquage des tortues. La République démocratique du Congo est en train de surveiller les populations de tortues.

REC. 8.28 - ACTIONS COOPERATIVES EN FAVEUR DES ESPECES INSCRITES A L'ANNEXE II

Huit Parties ont rapporté des actions coopératives en faveur des espèces inscrites à l'Annexe II. Cinq Parties (République tchèque, Danemark, Espagne, Allemagne, Pays-Bas, Norvège) ont mentionné des actions communes pour la conservation du râle de genêts (*Crex crex*). L'Allemagne a signalé que des spécialistes du Râle des genêts sont membres de BirdLife. D'autres actions incluent de nouveaux plans d'action en faveur des espèces en Norvège, une nouvelle approche de la conservation de l'habitat dans les Pays-Bas, ainsi que de la gestion agroenvironnementale et de la cartographie nationale annuelle dans la République tchèque. La caille des blés (*Coturnix coturnix*) bénéficie également d'activités coopératives au Danemark (plans d'action et de gestion) et la République tchèque (surveillance). Belgique fournit de l'assistance au programme concernant l'antilope dans la région sahélo-saharienne. L'Allemagne a participé au projet Wings Over Wetlands et a rejoint la France pour des programmes de réintroduction de l'esturgeon d'Europe (*Acipenses sturio*) et la Pologne pour des programmes en faveur de l'esturgeon de la baltique (*Acipenser orynchus*).

AUTRES RECOMMANDATIONS

Deux Parties (le Panama et le Royaume-Uni) ont rendu compte de la recommandation 7.7 – Programme relatif aux voies de migration Amérique-Pacifique. Le Panama a fait remarquer que la poursuite de la conservation des zones humides est essentielle pour la migration de nombreuses espèces d'oiseaux. Le Royaume-Uni a publié des débats de sa conférence de 2004 sur le thème "Oiseaux d'eau autour du monde" en 2006. La France et la Mongolie ont signalé dans la recommandation 8.23 – Concernant les mammifères des zones arides d'Eurasie Centrale. La France a pris part à un projet concerté visant la conservation de mammifères dans les zones arides d'Europe centrale, la Mongolie et a fait remarquer qu'elle avait été l'initiatrice de la recommandation. En ce qui concerne la recommandation 8.26 - espèces d'oiseaux des prairies et de leurs habitats dans la partie sud de l'Amérique du Sud, la Bolivie a fait remarquer qu'elle n'avait pas encore signé le protocole d'accord, mais qu'elle envisageait de le faire. L'Inde est en train d'examiner un projet basé sur l'outarde du Bengale.